

Le travail de jeunesse au niveau local et international dans des zones défavorisées à travers l'exemple du projet pilote franco-allemand

# Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln



Considérés comme des quartiers « chauds », la ville de Clichy-sous-Bois en Seine-Saint-Denis et l'arrondissement berlinois de Neukölln sont au cœur d'imaginaires collectifs stigmatisants. Ce projet montre comment la coopération franco-allemande et la mobilité internationale offrent de nouvelles perspectives pour les jeunes et permettent de changer le regard du grand public sur ces quartiers « marginalisés ».

## **Impressum**

### **Editeur :**

Institut d'études sur les migrations et la sécurité (imss)  
Bismarckallee 46/48 – 14193 Berlin-Grunewald  
[www.imss-berlin.eu](http://www.imss-berlin.eu)

### **Responsable de la publication :**

Mechthild Baumann – [mechthild.baumann@imss-berlin.de](mailto:mechthild.baumann@imss-berlin.de)

### **Rédaction et traduction :**

Mechthild Baumann et Borris Diederichs  
Boris Bocheinski, Maxime Boitieux, Léa Briand, Nicolas Cauet,  
Anastasia Dutel, Elisa Meynier, Irène Servant

### **Coopération :**

Florence Gabbe, Lucile Robert, Karin Passebosc

### **Contact :**

Borris Diederichs – [diederichs@ofaj.org](mailto:diederichs@ofaj.org)  
Chargé de projet Diversité et participation  
Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ)  
Molkenmarkt 1 – 10179 Berlin  
[www.ofaj.org](http://www.ofaj.org)

### **Photos :**

Les photographies de la publication ont été prises par le photojournaliste Boris Bocheinski qui a accompagné les trois années du projet pilote. Autres crédits : Laurence Chaperon (p.7), Pur Fotogen & W. Leese (p.9)

ISBN: **978-3-00-048756-9**

Publication : Berlin, 2014

Graphisme : Boris Bocheinski, [www.bocheinski.com](http://www.bocheinski.com)

---

Pour des raisons de confort de lecture, seule la forme masculine est utilisée dans cette revue, étant entendu qu'elle s'applique aussi bien au féminin qu'au masculin.

## Remerciements de l'OFAJ

Cette publication constitue un grand pas en avant pour l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) car elle présente les analyses et les résultats d'un projet pilote ayant rassemblé un grand nombre d'acteurs et d'organisations venant de Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln. C'est grâce à l'engagement et à l'enthousiasme des instituteurs, policiers, travailleurs sociaux, médiatrices socioculturelles, élèves, représentants d'associations, d'institutions ou d'administrations, artistes, pédagogues ayant participé aux rencontres que de nombreuses relations durables, intergénérationnelles, et pluridisciplinaires ont pu voir le jour.

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse remercie la ville de Clichy-sous-Bois et l'arrondissement de Neukölln pour leur coopération ainsi que l'Institut d'études sur les migrations et la sécurité (imss) pour la coordination du projet et son expertise technique. Le projet n'aurait pas eu le même succès sans l'association Clever qui a mis son énergie et sa créativité au service de la rencontre et de la réalisation de cette publication. En somme, cette publication est le fruit du travail fourni par tous les acteurs et laisse entrevoir les nombreux défis encore à surmonter.

# Sommaire



Page

## Préface

Béatrice Angrand et Markus Ingenlath, Secrétaires généraux de l'OFAJ ..... 06

## Avant-propos

Gilbert Klein et Nassim Bitout, ville de Clichy-sous-Bois ..... 08

Jürgen Koglin et Franziska Giffey, arrondissement de Berlin-Neukölln ..... 09

Ditmar Staffelt, ancien député au Bundestag ..... 10

## Le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln »

Origine et dynamique du projet pilote ..... 11

Organigramme ..... 14

Chronique ..... 16

Partenaires du projet ..... 20

Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln : présentation des deux territoires ..... 24

## Administration locale, échange de professionnels et accompagnement social de proximité

La politique communale en France et en Allemagne  
à l'image de Clichy-sous-Bois et de Berlin-Neukölln ..... 32

Échange interdisciplinaire et international  
de professionnels et d'élus ..... 40

Interview avec Nassim Bitout, chargé de projets  
relations internationales de la ville de Clichy-sous-Bois ..... 46

Interview avec Michael Lisowski, responsable « relations  
publiques et prévention » de la police de Berlin ..... 47

Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances  
à travers l'accompagnement social de proximité ..... 50

Entretien croisé des médiatrices socioculturelles  
et des *Stadtteilmütter* ..... 60



## Page

### Travail de jeunesse franco-allemand dans des territoires défavorisés

Les contraires s'attirent : une comparaison franco-allemande de l'impact des systèmes de l'action sociale en faveur de la jeunesse ..... 62

Le hip-hop comme médium du travail international avec la jeunesse dans les zones défavorisées ..... 66

L'échange de théâtre comme outil pédagogique et social ..... 74

Interview avec Ilham-Sara Houmam, participante de Neukölln ..... 80

Interview avec Ingrid Streble, enseignante à Clichy-sous-Bois ..... 81

« Le vent tourne » - Une passerelle innovante entre école et industrie ..... 82

Interview avec Rosa Maria Königsberger, enseignante à Neukölln ..... 86

Interview avec Faïdati Bacar et Claudia Ferreira, participantes de Clichy-sous-Bois ..... 87

### Intégration et égalité des chances dans une comparaison franco-allemande

État et Nation, intégration et égalité des chances ..... 88

Postface ..... 98

Préface des Secrétaires généraux de l'OFAJ,  
Béatrice Angrand et Markus Ingenlath

# Un bilan d'avenir Un exemple pour l'Europe

Depuis plus de 50 ans, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) s'emploie à créer et à approfondir les liens qui unissent les enfants, les jeunes, les jeunes adultes et les responsables de jeunesse des deux pays et s'engage ainsi à encourager pour chaque jeune l'accès à la mobilité. Nous soutenons à ce titre tout particulièrement la participation de jeunes ayant moins d'opportunités\* aux rencontres franco-allemandes car l'intégration et l'égalité des chances s'inscrivent au cœur de notre travail.

De nombreux travaux de recherche attestent que les échanges et les rencontres entre la France et l'Allemagne ont un réel impact sur le développement personnel des jeunes et sur leur implication dans l'évolution de la société en Europe. Il nous est donc apparu très vite indispensable de réfléchir à la manière d'intégrer davantage les jeunes ayant moins d'opportunités aux programmes de mobilité internationale. Parallèlement, nous voulons soutenir des coopérations franco-allemandes qui développent de nouvelles méthodes de travail en direction des nouvelles générations, plus inclusives et moins inégalitaires.

Dans cet esprit, l'OFAJ a lancé le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » en étroite collaboration avec la ville francilienne, l'arrondissement berlinois et l'Institut d'études sur la migration et la sécurité (imss). Il a permis un partage d'expériences entre acteurs politiques, administratifs et associatifs, entre professionnels de l'éducation et de la jeunesse mais aussi entre forces de police et personnel judiciaire. En parallèle de ces rencontres de professionnels, un grand nombre d'échanges entre jeunes des deux villes a eu lieu autour de thèmes comme la culture urbaine ou les énergies renouvelables. Une autre partie des échanges de jeunes a concrétisé le travail portant sur les méthodes en faisant du théâtre un outil pédagogique pour évoquer les questions de discrimination et de violence. À travers ces rencontres, il s'agissait de développer de nouvelles stratégies d'action répondant à certaines problématiques communes et également d'offrir la possibilité à des jeunes de voyager, pour découvrir le monde qui les entoure ou simplement sortir de leur quotidien et découvrir de nouvelles voies d'évolution personnelle et professionnelle.

\*Terminologie en vigueur à la Commission européenne



A l'issue de ces trois années riches de travail en commun, de rencontres durables et de dialogue, nous vous invitons à découvrir ce projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln ». La valeur ajoutée de cet ouvrage se trouve dans la recherche et l'analyse comparative des expériences et connaissances que les participants ont acquises durant cette coopération. Nous ne présentons pas uniquement les résultats de ce projet pilote, nous les inscrivons dans un contexte plus large afin de permettre un transfert à de (futurs) nouveaux partenariats.

Nous espérons que cette publication offrira aux multiplicateurs de nouvelles perspectives pour articuler de manière fructueuse leur travail avec les jeunes au niveau local et international. Concrètement, nous en attendons de nouvelles approches et l'établissement de structures de soutien pérennes dans le domaine de la politique d'intégration. Nous souhaitons en particulier faire la promotion des méthodes éprouvées dans le travail interculturel avec ce groupe cible auprès de tous les acteurs du travail avec la jeunesse : enseignants, travailleurs sociaux, responsables politiques, policiers, personnel judiciaire et agents administratifs.

L'OFAJ poursuit ses efforts pour offrir à tous les jeunes de France et d'Allemagne les mêmes opportunités de mobilité et rendre possible leur participation à une société dans laquelle la pluralité des origines, des religions et des modèles identitaires constitue une force.

Béatrice Angrand  
Secrétaire générale de l'OFAJ

Markus Ingenlath  
Secrétaire général de l'OFAJ



## Avant-propos de Clichy-sous-Bois

### Gilbert Klein

Adjoint au maire délégué aux politiques culturelles et aux cérémonies de la ville de Clichy-sous-Bois

### Nassim Bitout

Chargé de projets relations internationales de la ville de Clichy-sous-Bois

#### « Grâce à la rencontre avec les gens qu’ont croyait différents, on oublie ces différences. »

Laura, en terminale ES, lycée Alfred Nobel

C’est grâce à la rencontre d’une poignée de gens et d’institutions que la rencontre inattendue entre Neukölln, arrondissement de Berlin, et Clichy-sous-Bois, ville de la métropole parisienne, a pu avoir lieu. L’initiative en revient au député berlinois de l’époque Ditmar Staffelt, qui prit contact en 2007 avec Claude Dilain, alors maire de Clichy-sous-Bois. Il est apparu, lors de cet entretien, que les deux villes, au delà de leurs différences, avaient une situation proche à gérer, en particulier dans leurs recherches et leurs efforts pour réussir l’intégration dans la société d’une jeunesse pleine de talents mais souvent issue d’un milieu défavorisé et victime de discriminations.

Comment un tel programme a-t-il pu voir le jour notwithstanding les différences qui séparent nos deux pays ? Surmontant les différences d’approches de nos deux villes, la barrière de la langue, les contraintes politico-administratives et organisationnelles, notre volontarisme et le soutien de nos partenaires nous permettent aujourd’hui d’être fiers de ces années de collaboration. Les dirigeants de nos deux villes se sont tournés d’abord vers le Lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois et le Albrecht-Dürer-Gymnasium de Neukölln. Tout de suite, les enseignants, le personnel administratif et bien sûr des élèves ont répondu présent. Dans un premier temps, les contacts ont été établis via l’Institut Goethe, relayé ensuite par l’Office franco-allemand pour la Jeunesse qui est devenu un partenaire incontournable de par son expertise dans les échanges de jeunes et son soutien financier.

Il s’en est suivi une rencontre de jeunes ayant pour médium le théâtre au cours de laquelle les élèves ont mis en scène un texte de Yasmina Reza qu’ils ont enrichi de scènes tirées de leur quotidien dans leurs villes et arrondissements respectifs.

En parallèle et en coopération avec l’Institut d’études sur les migrations et la sécurité (imss), des professionnels de différents domaines : des techniciens, des travailleurs sociaux et culturels, des enseignants, des urbanistes, des policiers, des juges, des sociologues, et des politiques se sont rencontrés dans des échanges d’une très grande richesse. Ainsi, ils ont pu échanger sur leurs expériences, comparer les différences et les points communs dans la mise en œuvre des mesures au niveau local, et mettre en perspective les cadres nationaux dans lesquels ils évoluent.

Les rencontres de jeunes et les représentations théâtrales franco-allemandes à Clichy-sous-Bois et Neukölln constituent à ce titre un exemple de la philosophie de l’OFAJ pour une pédagogie de la paix et de la solidarité ainsi qu’une mise en scène des principes fondamentaux des villes partenaires. Un facteur de réussite déterminant a aussi été le développement d’amitiés franco-allemandes en dehors du cadre formel qui ont permis aux projets de s’enraciner et de se poursuivre.

Olivier Klein, devenu maire de Clichy-sous-Bois a apporté son soutien à ce travail ; ce soutien supplémentaire s’est concrétisé dans la participation du service municipal de la jeunesse aux rencontres de hip-hop. Ces échanges de jeunes et de professionnels se poursuivent aujourd’hui grâce au partenariat établi avec l’OFAJ, l’imss et les institutions européennes.

# Avant-propos de Berlin-Neukölln

## Franziska Giffey

Conseillère de l'arrondissement de Berlin-Neukölln, chargée de l'éducation, de l'école, de la culture et des sports

## Jürgen Koglin

Président de l'Assemblée des Députés de Berlin-Neukölln



### « Ce sont les rencontres avec les gens qui rendent la vie digne d'être vécue ! »

Comme il avait raison, l'écrivain et journaliste français Guy de Maupassant ! Ce qui était valable au XIX<sup>e</sup> siècle l'est encore plus aujourd'hui et en particulier en ce qui concerne la relation franco-allemande dont le rôle est encore primordial en Europe.

Pour l'arrondissement berlinois de Neukölln – carrefour de cultures – c'est la rencontre en 2007 avec Clichy-sous-Bois, ville française de banlieue parisienne, qui a été déterminante. À l'initiative de l'ancien député Ditmar Staffelt, cette rencontre a permis aux responsables politiques de Neukölln de constater de nombreux points communs entre leur arrondissement et la ville francilienne. L'échange interprofessionnel avait pour sujet les problèmes d'intégration communs aux villes européennes marquées par le multiculturalisme. Après une première phase d'approfondissement, son objectif a été la découverte de nouvelles approches dans le domaine du travail avec la jeunesse. Discussions entre experts, colloques ou ateliers se sont succédés. Mais ce n'est pas tout.

Grâce au soutien de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, plusieurs rencontres franco-allemandes de jeunes ont eu lieu dans le cadre du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » qui s'est poursuivi trois années durant. Ces rencontres ont été déterminantes pour les jeunes participants, puisqu'elles leur ont permis, grâce à un changement de contexte, de mettre en perspective leur propre vécu et ainsi de mieux se connaître.

Lors du premier festival franco-allemand de hip-hop Paris-Berlin en 2011 sur le site de l'ancien aéroport berlinois de Tempelhof, nous avons été touchés par les propos de ce jeune : « Cet échange, c'était comme une aventure ! Tous les gens que j'ai rencontrés, je les garde dans mon cœur.

C'était comme des vacances aux Maldives. Ces gens m'ont montré ce qu'était l'amitié, avec eux j'ai ri et pleuré à la fin. »

Une autre belle histoire a eu lieu en avril 2011 : les élèves français du Lycée Alfred Nobel ont répété avec les jeunes du Albrecht-Dürer-Gymnasium de Berlin-Neukölln la pièce « Trois versions de la vie » de la célèbre auteure Yasmina Reza. Ils l'ont ensuite jouée en français et en allemand au Albrecht-Dürer-Gymnasium devant des responsables politiques de la ville de Clichy-sous-Bois. Cette pièce était très originale car les élèves avaient complété les « Trois versions de la vie » par un quatrième et un cinquième volet qui évoquaient leur quotidien à Berlin-Neukölln et à Clichy-sous-Bois, formant ainsi « Cinq versions de la vie ».

Récemment, nous avons reçu d'une habitante de Berlin-Neukölln ces quelques mots qu'avait rédigés son défunt père, ancien instituteur dans le quartier. En 1952, il écrivait déjà : « Quand j'ai commencé à enseigner le 21 mai 1948, je me suis donné pour mission d'enseigner et d'éduquer non plus dans un esprit national mais dans un esprit européen. Quand mes jeunes élèves garçons ou filles commenceront leurs vies citoyennes, bien sûr, je n'en aurai pas fait des Européens, mais je suis convaincu qu'à travers mon enseignement, j'aurai planté la première graine. »

Ces paroles remarquables traduisent parfaitement la philosophie du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » : ici aussi on a posé la première pierre pour un meilleur vivre ensemble, une meilleure entente entre les peuples, le dépassement des égoïsmes locaux et une ouverture au monde – pour de jeunes Européens engagés, qui, sans faire de distinctions entre les peuples, défendent les valeurs fondamentales de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Nous remercions l'Office franco-allemand pour la Jeunesse pour cette formidable chance offerte à nos élèves de Neukölln.



## Avant-propos

### Ditmar Staffelt

Membre du Bundestag allemand (1998-2009)

Senior Vice President, Directeur des affaires politiques d'EADS (2009-2012)

En février 2007, je me suis rendu pour la première fois à Clichy-sous-Bois à l'invitation de l'Institut Goethe en collaboration avec le Bundestag, dans le cadre du 44<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Élysée. Le but de ce voyage était de promouvoir l'apprentissage de la langue allemande dans les écoles françaises. Après plusieurs années d'engagement dans la coopération franco-allemande, cet objectif m'a semblé important et intéressant. Car en comprenant la langue du voisin, on se « comprend » mieux.

Clichy-sous-Bois était pour moi jusqu'à ce moment là un nom connu à travers les événements tragiques de 2005. En tant que député de la circonscription de Berlin-Neukölln, un territoire avec une forte population issue de l'immigration, j'étais très intéressé par les méthodes et les moyens d'apaisement et d'intégration proposés par une ville française.

Qu'est-ce qui m'attendait ? Quelles conséquences ont été tirées de ces événements ? Que pouvions-nous apprendre les uns des autres ? J'ai été accueilli très chaleureusement au lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois. Plusieurs échanges ont eu lieu avec des enseignants, des représentants académiques, des travailleurs sociaux et des responsables politiques locaux. Les différences et les points communs en matière de politique d'intégration ont été abordés. Malgré les différences de cadre législatif et sociétal, un grand nombre de questions de fond ont été posées, par exemple en matière de nationalité ou de connaissances linguistiques. Les conséquences typiques des conditions de vie précaires, du manque de perspective et du sentiment d'une discrimination particulière sont présentes aussi bien ici que là bas et étaient pour moi familières du débat en Allemagne.

Ma rencontre avec les élèves apprenant l'allemand m'a ouvert les yeux : à ma grande surprise, environ la moitié d'entre eux étaient

d'origine turque. Leur motivation pour apprendre l'allemand : maîtriser la langue quand ils rendent visite à leurs familles vivant en Allemagne ! A la suite de toutes ces impressions, je me suis demandé si un échange d'idées et d'expériences pratiques et concrètes entre Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln pouvait avoir un sens. Cette réflexion a porté ses fruits. Notre volonté de réaliser cette idée d'échange a été très forte. La rencontre des élèves et des enseignants du lycée Alfred Nobel et du Albrecht-Dürer-Gymnasium de Neukölln a constitué le prélude de cet échange. Le succès de cette manifestation a confirmé que les publics étaient intéressés et une nouvelle étape a été ainsi lancée : la rencontre à Berlin des enseignants, des travailleurs sociaux, des policiers, des représentants du monde judiciaire et de la politique des deux villes. C'est surtout la proximité avec la pratique et la réalité qui a convaincu et éveillé « l'appétit » à continuer l'échange. Ainsi est né en novembre 2008 un projet franco-allemand – en marge de la politique politique – pour développer une nouvelle dynamique autour d'une coopération ayant pour but d'intégrer les publics dits fragiles dans la société.

J'exprime mes remerciements à l'Institut Goethe, à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, à l'Académie Européenne de Berlin, à la ville de Clichy-sous-Bois, à l'arrondissement de Neukölln et aux organisateurs et participants engagés. La coopération franco-allemande est désormais plus riche d'un projet important surgi de manière spontanée. Je souhaite que, dans l'esprit du Traité de l'Élysée, ces nombreux projets rendent l'Europe plus forte.

## Origine et dynamique du projet pilote

**A droite :** Des participants de Clichy-sous-Bois découvrent dans les rues de Neukölln les affiches annonçant les représentations publiques de leur projet.



« Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln, ça sonne comme un groupe d'écoute anonyme franco-allemand. » Ce bon mot d'un participant lors de la conférence de clôture du projet pilote en octobre 2012 est compréhensible au regard du traitement médiatique dont ces territoires font l'objet, ou des chiffres du chômage ou de la délinquance. Mais en y regardant de plus près, l'analyse comparative qui résulte de ce projet pilote possède un grand potentiel pour enrichir la relation franco-allemande d'une nouvelle dimension.

Comme l'explique Ditmar Staffelt dans son avant-propos, une première coopération s'est développée au niveau local après les émeutes. Les élus et l'opinion se sont alors intéressés à Clichy-sous-Bois en se demandant si la même situation pouvait se produire à Neukölln. L'arrondissement de Neukölln a fait l'objet d'une couverture médiatique similaire après les événements de l'école Rütli, faisant de l'arrondissement un quartier sensible. L'OFAJ et ses partenaires ont voulu utiliser la notoriété de ces deux territoires afin de sensibiliser l'opinion publique aux problématiques sociales et attirer l'attention sur la stigmatisation médiatique dont ils font l'objet. Ce projet est l'occasion de montrer dans quelle mesure les coopérations franco-allemandes, les échanges de professionnels et les rencontres de jeunes peuvent ouvrir de nouvelles perspectives pour ces territoires défavorisés et leurs jeunes. Il existe en effet dans ces quartiers marginalisés, comme Clichy-sous-Bois et Neukölln, un grand nombre d'approches innovantes et créatives développées par les habitants et les professionnels engagés pour répondre aux défis quotidiens et qui ont servi de source d'inspiration pour le projet.

L'OFAJ travaille depuis 2006 avec de nombreux partenaires sur cette thématique au sein du réseau franco-allemand « Diversité et participation » (anciennement « Intégration et égalité des chances »). Avec l'aide de l'arrondissement berlinois de

Neukölln, de la ville francilienne de Clichy-sous-Bois ainsi que le soutien de l'imss, ce projet pilote a permis de mettre au jour un grand nombre de problèmes. Divers défis au niveau local ont également pu être appréhendés par des partenaires français et allemands travaillant ensemble.

Pour saisir la complexité et les débats sur les réalités sociales dans les deux États et tenter une comparaison entre pays, il a fallu articuler de manière originale les approches interdisciplinaires et intergénérationnelles.

### « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln »

Un projet pilote franco-allemand de 2010 à 2012

- 2 pays
- 1 ville de banlieue parisienne, 1 arrondissement berlinois
- 16 rencontres
- 4 festivals de hip-hop et 5 représentations théâtrales
- Plus de 130 élèves et jeunes adultes
- Plus de 140 professionnels, élus et journalistes
- 20 médiatrices socioculturelles et *Stadtteilmütter*
- 16 partenaires de projets dont 4 écoles



En lien direct avec les habitants : un médiateur lors d'une fête de quartier à Clichy-sous-Bois.

Dès le début, le cœur de ce projet de trois ans a été un échange entre élus et professionnels ; il a formé le point de départ et la trame des différents projets en coopération. Avec la première rencontre de jeunes (ayant pour titre « Cinq version de la vie »), des idées de professionnels ont été mises en pratique et les jeunes ont pu présenter une image positive de Clichy-sous-Bois et de Neukölln à travers une représentation théâtrale bilingue en présence de l'auteur de la pièce Yasmina Reza, leurs parents, plusieurs élus et le public. L'OFAJ a en outre organisé dès le début un accompagnement du projet par des journalistes.

De nouveaux partenaires ont pu venir s'ajouter en cours de projet grâce à sa construction dynamique

et flexible. Ainsi l'échange d'élus et de professionnels s'est étendu à des rencontres de hip-hop, une exposition photo « Clichy sans Clichées » à Neukölln, un dialogue de médiatrices socioculturelles et un échange scolaire autour des énergies renouvelables. Dans l'organisation de ces différents événements, l'OFAJ a toujours mis l'accent sur l'échange entre élus, professionnels et jeunes. Ceci a donc augmenté la complexité du projet en termes d'organisation ainsi que les enjeux de contenus et logistiques. Mais ce sont avant tout les connaissances, les expériences et l'intensité de la coopération qui ont été renforcées et que cette publication se donne pour mission de présenter.



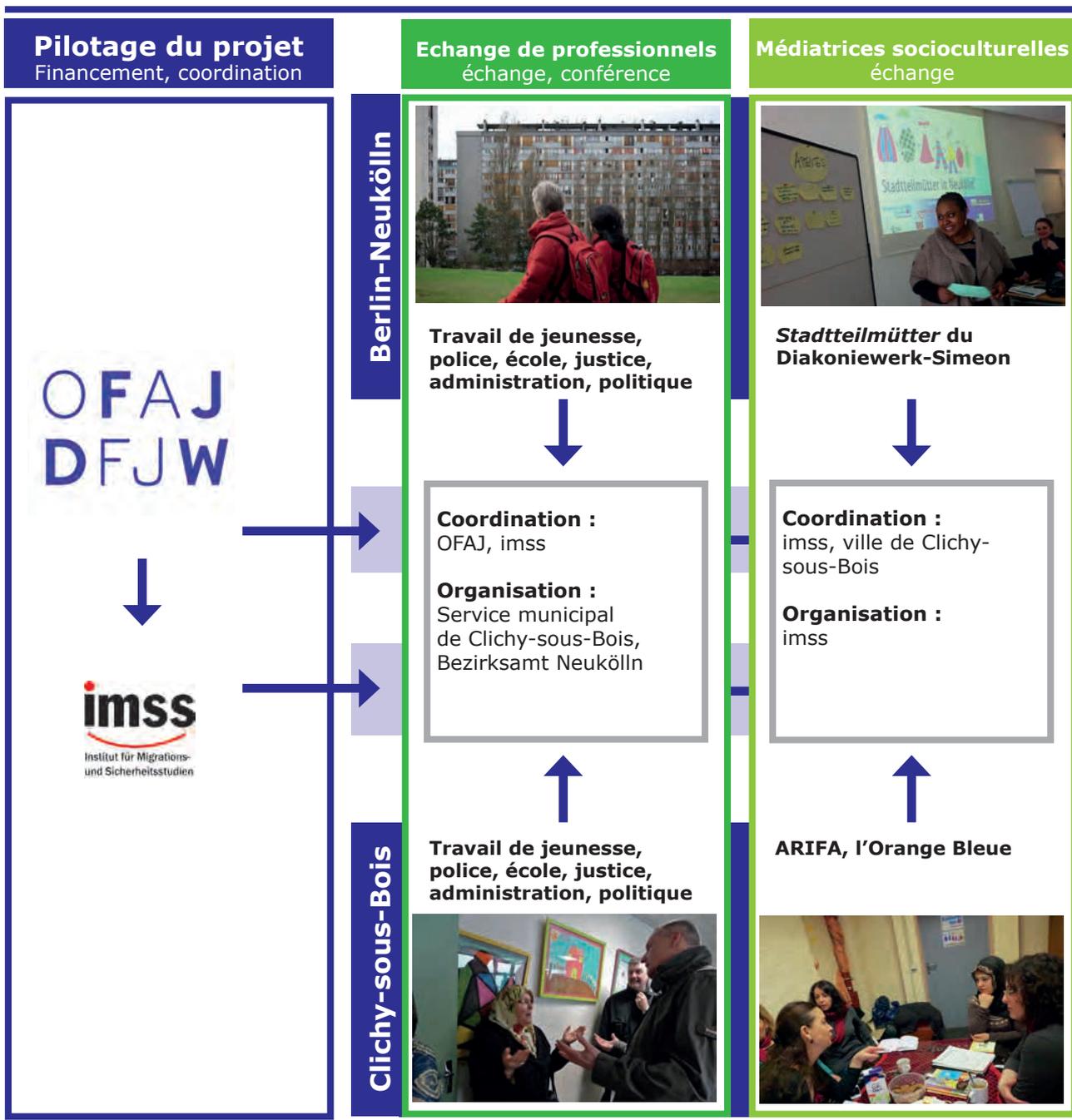
A l'aide de graphiques, d'interviews de participants, de photos et comptes-rendus de projet, de recommandations concrètes ainsi que d'analyses comparatives, cette publication illustre ce projet pilote dans sa globalité et en présente les résultats dans un contexte plus large. Dans un premier chapitre seront décrits le projet et les deux territoires, afin de comprendre les divers rôles des partenaires engagés, comment s'articulent les projets, ainsi que la situation actuelle de Clichy-sous-Bois et Neukölln. Le deuxième chapitre « **Administration locale, échange de professionnels et accompagnement social de proximité** » présente les résultats des rencontres de professionnels dans un contexte de systèmes d'administration différents impliquant des mesures de politique de la ville et

de travail social local variées. Le troisième chapitre « **Les contraires s'attirent : une comparaison franco-allemande de l'impact des systèmes de l'action sociale en faveur de la jeunesse** » est quant à lui consacré aux différences entre la France et l'Allemagne en matière de travail de jeunesse mises en lumière par les rencontres de jeunes. Enfin l'article « **État et Nation, intégration et égalité des chances** » apporte une explication essentielle à la compréhension des comparaisons franco-allemandes et ouvre la réflexion à tous les territoires.

# Organigramme

« Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » est un projet aux multiples facettes qui a nécessité l'implication d'un grand nombre de partenaires. Ces derniers ont travaillé ensemble de manière coordonnée. Cet organigramme montre que chaque partenaire n'a pas toujours participé à tous les projets. L'Office franco-allemand

pour la Jeunesse a été le chef-d'orchestre ; il a coordonné et financé en partie les projets ; il a participé parfois à leur conception. Grâce à son expertise dans ce domaine, l'Institut d'études pour les migrations et la sécurité a été un acteur central pour la réussite de ce projet pilote franco-allemand.



La réalisation sur le terrain et le développement des projets locaux ont été rendus possibles par la coopération étroite de la ville de Clichy-sous-Bois et de l'arrondissement de Neukölln.

Ainsi, les différents partenaires ont apporté leur expérience, leurs compétences ainsi que leur financement ou encore leur aide à la

conception de l'un ou l'autre des nombreux projets. Cette approche a garanti le caractère interdisciplinaire et multidimensionnel du projet.



# Chronique

Origines du projet

## En octobre 2005,

le décès par électrocution de deux adolescents de Clichy-sous-Bois qui tentaient d'échapper à un contrôle policier déclenche une vague de tensions dans les banlieues parisiennes qui s'étendra ensuite à la France entière.

## En mars 2006,

des enseignants de l'école Rütli de Neukölln demandent dans une lettre incendiaire la fermeture de leur établissement. Selon eux, les élèves seraient devenus trop violents et il serait impossible de faire cours dans de telles conditions. Cette lettre sera relayée par la presse nationale et le cas de l'école Rütli deviendra une préoccupation nationale.

## Janvier 2007

Prise de contact entre Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et Ditmar Staffelt, député au Bundestag de l'arrondissement de Neukölln ; premier contact entre le Lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois et le Albrecht-Dürer-Gymnasium de Neukölln

## Mai 2008

Échange scolaire à Aix-La-Chapelle sur le thème de « l'immigration » avec conception d'une exposition en partenariat avec la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration et le Deutsches Historisches Museum

## Novembre 2008

Première rencontre à Berlin de professionnels de Clichy-sous-Bois et de Neukölln sur le thème « Migration, intégration et école ». Projet de l'Académie européenne de Berlin et de l'Institut Goethe de Paris

## 24 au 27 novembre 2009

Prémices du projet pilote de l'OFAJ – Voyage de journalistes allemands en banlieue parisienne

## 2010

### 1<sup>er</sup> janvier 2010

## Lancement officiel du projet pilote de l'OFAJ « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln »

Partenaires : l'arrondissement de Berlin-Neukölln, la municipalité de Clichy-sous-Bois, et l'Institut d'études sur les migrations et la sécurité

### 29 mars au 1<sup>er</sup> avril 2010

Échange de professionnels et d'élus à Clichy-sous-Bois sur le thème « Stratégies locales de promotion de l'intégration, de la formation et de la prévention dans les milieux sociaux défavorisés »



### **Mai 2010**

Premières répétitions à Neukölln de la pièce de théâtre « Cinq versions de la vie » (inspirée de la pièce de Yasmina Reza) avec les élèves du Albrecht-Dürer-Gymnasium et du Lycée Alfred Nobel

### **17 septembre 2010**

Première de « Cinq versions de la vie » à Clichy-sous-Bois en présence de Yasmina Reza. Reportage à ce sujet par les reporters juniors de l'association Radijojo



## **2011**

### **Rencontre à Neukölln**

#### **31 mars au 3 avril 2011**

Conférence de mi-parcours à Berlin-Neukölln

#### **Échange de professionnels**

Échange de professionnels de l'administration, de la police et du travail de jeunesse ainsi que des élus

#### **Échange de théâtre**

Représentation de la pièce « Cinq versions de la vie » en présence de Jeanette Bougrab, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et à la Vie associative

#### **Exposition photo « Clichy sans Clichés »**

du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2011 à la mairie de Neukölln (vernissage) et à l'Info-Café Berlin-Paris

#### **Visite de journalistes**

Participation de journalistes français et allemands



### **17 mai 2011**

Finissage de l'exposition « Clichy sans Clichés » et présentation du film « Neukölln Unlimited » à l'Info-Café Berlin-Paris en présence de l'acteur principal Hassan Akkouch

### **29 août au 4 septembre 2011**

Rencontre hip-hop entre jeunes de Paris, Clichy-sous-Bois et Berlin à Neukölln



### **3 septembre 2011**

Participation au festival de hip-hop « Paris-Berlin » sur l'ancien aéroport de Tempelhof

2012

**A partir de janvier 2012**

Conversations Skype hebdomadaires entre *Stadtteilmütter* et médiatrices socioculturelles de Neukölln et Clichy-sous-Bois

**Fin mars 2012**

23 mars au 1<sup>er</sup> avril 2012 : échange de théâtre à Clichy-sous-Bois

30 mars 2012 : première de la pièce « Le Dieu du carnage » à la Maison de la Jeunesse, Clichy-sous-Bois

**Mai 2012**

4 au 13 mai 2012 : échange de théâtre à Neukölln

Réalisation d'un carnet de bord virtuel

11 mai 2012 : représentation de la pièce « Le Dieu du carnage » à la Albert-Schweitzer-Schule, Neukölln



**Du 20 juin au 2 juillet 2012**

Échange de hip-hop à Paris avec représentations ouvertes au public

21 juin 2012: représentation de hip-hop lors de la Fête de la Musique sur la Place Gambetta, Paris 20<sup>e</sup> arrondissement

23 juin 2012 : *battle* de hip-hop « Concept Code 123 » avec les collectifs Ghetto Styles et Streetdance-Connection, Paris 19<sup>e</sup> arrondissement

1<sup>er</sup> juillet 2012 : *battle* de hip-hop à l'Espace93 dans le cadre du festival « Effer'V'sens » à Clichy-sous-Bois



**23 au 26 septembre 2012**

Première rencontre des médiatrices socioculturelles et *Stadtteilmütter* à Clichy-sous-Bois

**Conférence de clôture**

**17 au 19 octobre 2012**

Conférence de clôture du projet pilote au Werkstatt der Kulturen, Neukölln

Échange de professionnels de l'administration, de la police et du travail de jeunesse ainsi que des élus

17 au 18 octobre 2012 : représentations de théâtre et de hip-hop



**17 au 24 novembre 2012**

Projet d'orientation professionnelle « Le vent tourne I » avec des élèves du Campus Rütli de Berlin et du Lycée Alfred Nobel avec soirée de clôture ouverte au public à l'Info-Café Berlin-Paris



**31 décembre 2012**

Fin officielle du projet pilote de l'OFAJ « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln »

**2013**

**19 au 23 février 2013**

Deuxième rencontre des médiatrices socioculturelles et *Stadtteilmütter* à Neukölln



**6 juillet 2013**

Vernissage de l'exposition multimédia « Clichy-sous-Bois a rencontré Neukölln » lors de la Grande Fête Populär sur la place de la République dans le cadre des festivités des « 50 ans de l'OFAJ »



**Octobre 2013**

Dans le cadre du Festival of Lights de Berlin, des jeunes d'Aubervilliers et de Neukölln ont créé un film projeté sur la façade de l'OFAJ de Berlin portant sur le multiculturalisme



**23 novembre au 1er décembre 2013**

« Le vent tourne II » - Passerelle innovante entre l'école et l'industrie avec une soirée de clôture ouverte au public au Centre Français de Berlin

**Mai - juin 2014**

Nouveau projet de théâtre entre Berlin et Lyon : « Identité européenne et participation locale – Berlyon »



...et en espérant de nombreux futurs projets !

# Partenaires du projet



Europäische Akademie Berlin

## Académie européenne de Berlin (EAB)

L'EAB est une structure indépendante à but non-lucratif qui propose des informations ciblées et qualifiées sur l'intégration européenne au travers de séminaires, conférences, débats et congrès.

[www.eab-berlin.de](http://www.eab-berlin.de)



## Albert-Schweitzer-Schule

Le lycée Albert Schweitzer est un établissement d'enseignement secondaire à Neukölln qui compte 630 élèves et 66 enseignants.

[www.die-schweitzer.de](http://www.die-schweitzer.de)



## Albrecht-Dürer-Gymnasium

Le lycée Albrecht Dürer est un établissement d'enseignement secondaire à Neukölln qui compte 668 élèves et 64 enseignants.

[www.albrecht-dürer-schule.de](http://www.albrecht-dürer-schule.de)



## ARIFA Femmes-relais médiatrices sociales et culturelles de Clichy-sous-Bois et Montfermeil

L'association ARIFA facilite l'accès aux droits, aux soins, à l'éducation, etc. aux individus qui ne maîtrisent pas bien le français au travers de missions d'accueil et d'accompagnement personnalisé.

[ww.arifa.org](http://ww.arifa.org)



## Centre social du Bas-Clichy

Le Centre Social l'Orange Bleue est un lieu de rencontre intergénérationnel, interculturel et familial pour tous les habitants du quartier du Bas-Clichy. Il propose de nombreuses activités.

[www.cacm93.fr/Les-services/Centre-Social-de-l-Orange-Bleu-CSOB](http://www.cacm93.fr/Les-services/Centre-Social-de-l-Orange-Bleu-CSOB)



## Centre social intercommunal de la Dhuis

Le CSID offre aux familles, aux enfants et aux jeunes des quartiers du Haut-Clichy et des Bosquets un lieu d'accueil destiné à recréer du lien social entre quartiers, générations et communautés.

[www.cacm93.fr/Les-services/Centre-Social-Intercommunal-de-la-Dhuis-CSID](http://www.cacm93.fr/Les-services/Centre-Social-Intercommunal-de-la-Dhuis-CSID)



### **Centre Français de Berlin (CFB)**

Le CFB est un centre culturel franco-allemand ayant pour missions principales la coordination d'échanges internationaux de jeunes et de professionnels et l'organisation de manifestations culturelles.

[www.centre-francais.de](http://www.centre-francais.de)



### **Clever – Internationale Bildung e.V.**

Clever – Association berlinoise pour l'éducation internationale promeut l'éducation dans le domaine scolaire mais aussi culturel et politique des jeunes et des jeunes adultes à échelle internationale.

[www.cleverev.de](http://www.cleverev.de)



### **Clichy-sous-Bois**

Clichy-sous-Bois est une ville du département de Seine-Saint-Denis et de la région Île-de-France située à 15 kilomètres au Nord-Est de Paris. Elle compte un peu moins de 30 000 habitants.

[www.clichy-sous-bois.fr](http://www.clichy-sous-bois.fr)



### **Conseil régional d'Île-de-France**

La région Île-de-France soutient en coopération avec l'OFAJ la mobilité des jeunes et des professionnels afin de renforcer l'employabilité des jeunes en Île-de-France.

[www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr)



### **Espace 93 – Victor Hugo – Clichy-sous-Bois**

La salle de spectacle Espace93 propose à des publics variés une programmation allant de la culture hip-hop à la musique classique.

### **Maison de la Jeunesse de Clichy-sous-Bois**

La Maison de la Jeunesse propose aux jeunes clichois de 12 à 20 ans des activités extrascolaires variées.

[www.clichy-sous-bois.fr](http://www.clichy-sous-bois.fr)



### **Gemeinschaftsschule auf dem Campus Rütli – CR<sup>2</sup>**

La « Gemeinschaftsschule » du Campus Rütli rassemble une école élémentaire et un collège de l'arrondissement berlinois de Neukölln. Elle compte 763 élèves et 84 enseignants.

[www.campusrütli.de](http://www.campusrütli.de)

# Partenaires du projet



## Ghetto Style Movement Association

Ghetto Style est un collectif international de danseurs et artistes de hip-hop dont l'objectif est de revaloriser la notion de « ghetto » en promouvant ses expressions créatives et artistiques.

[www.ghetto-styles.com](http://www.ghetto-styles.com)



## Info-Café Berlin-Paris

L'Info-Café Berlin-Paris situé dans les locaux berlinois de l'OFAJ accueille le public en recherche d'informations sur la France et les programmes d'échanges franco-allemands. Il organise également des événements culturels et linguistiques.

[www.infocafe-berlinparis.de](http://www.infocafe-berlinparis.de)



## Institut d'études sur les migrations et la sécurité (imss)

L'imss propose un dialogue ouvert entre monde académique, politique, média et grand public sur les thèmes des migrations et de la sécurité, au travers de ses activités d'expertise, d'organisation de séminaires et de conseil auprès des décideurs politiques.

[www.imss-berlin.de](http://www.imss-berlin.de)



## Jugend-, Kultur- und Werkzentrum Grenzallee

Le Centre culturel pour les jeunes Grenzallee propose aux jeunes du Nord de Neukölln des activités sportives, techniques, artistiques et musicales ainsi que des conseils et mesures de prévention.

[www.grenzallee.com](http://www.grenzallee.com)



## Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ)

L'OFAJ est une organisation internationale au service de la coopération entre la France et l'Allemagne qui soutient la mobilité des jeunes en Europe et s'engage à transmettre l'expérience franco-allemande de réconciliation par l'engagement dans la société civile.

[www.ofaj.org](http://www.ofaj.org)



DG Éducation et culture

Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie

## Programme COMENIUS

COMENIUS est un programme de l'Union européenne promouvant la coopération entre acteurs de la vie scolaire ainsi que la mobilité des élèves et des enseignants de la maternelle au secondaire.

[www.agence-erasmus.fr/page/comenius](http://www.agence-erasmus.fr/page/comenius)



### **La Ménagerie e.V.**

La Ménagerie e. V. est une plate-forme théâtrale berlinoise qui rassemble des artistes de la scène francophone et soutient et réalise des projets de théâtre pour les écoles et un large public.

[www.lamenagerie.org](http://www.lamenagerie.org)



### **Lycée polyvalent Alfred Nobel**

Le lycée polyvalent Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois est un établissement d'enseignement secondaire faisant partie de l'académie de Créteil. Il compte 1 100 élèves et une centaine d'enseignants.

[www.lyceealfrednobel.fr](http://www.lyceealfrednobel.fr)



### **Neukölln**

L'arrondissement de Neukölln, situé au Sud de Berlin, est l'un des douze arrondissements administratifs de la ville et est peuplé d'environ 320 000 habitants.

[www.berlin.de/ba-neukoelln](http://www.berlin.de/ba-neukoelln)



### **Projet „Stadtteilmütter in Neukölln“ du Diakoniewerk Simeon**

Le projet des *Stadtteilmütter* de Neukölln soutient l'intégration des familles issues de l'immigration avec une approche participative.

[www.diakonie-integrationshilfe.de/sis-leistungen/stadtteil-muetter/](http://www.diakonie-integrationshilfe.de/sis-leistungen/stadtteil-muetter/)



### **Streetdance-Connection e. V.**

La SDC est une association de danseurs de hip-hop de Berlin qui organise des manifestations et des projets nationaux et internationaux avec des DJs et des danseurs.

[www.streetdance-connection.com](http://www.streetdance-connection.com)



### **Werkstatt der Kulturen**

Ce centre culturel berlinois s'engage dans la promotion de l'interculturel et de la richesse artistique des cultures minoritaires ou migratoires.

[www.werkstatt-der-kulturen.de](http://www.werkstatt-der-kulturen.de)

# Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln : Présentation des deux territoires

**A gauche :** Des participants de Clichy-sous-Bois découvrent dans les rues de Neukölln les affiches annonçant les représentations publiques de leur projet.

**A droite :** Le Kottbusser Damm à Neukölln.



Les deux villes partenaires du projet-pilote, Clichy-sous-Bois et Neukölln, vivent depuis ces dix dernières années de grands changements au sein de leur population qui s'accompagnent d'un changement d'image de leur ville. Ce texte présente les deux villes avec leurs points communs et leurs différences. Les chiffres et données mentionnés dans ce document sont ceux de l'année de publication (2014).

## État des lieux : Clichy-sous-Bois

### Le développement urbain à Clichy-sous-Bois : de grandes ambitions et des occasions manquées

Jusqu'en 1955, la commune de Clichy-sous-Bois était, avec ses deux parties distinctes (le Bas-Clichy et le Haut-Clichy), une petite ville, presque un village, située dans la grande couronne d'une métropole parisienne en plein essor. En 1954, elle ne comptait encore que 5 000 habitants. C'est la politique de développement urbain des banlieues parisiennes et la construction de nouveaux quartiers (dits « grands ensembles »), à partir du milieu des années 1950, qui vont être la cause de la croissance de la population jusqu'à sa taille actuelle d'environ 30 000 habitants.

Au début des années 1960, la ville se retrouve au cœur du projet d'urbanisation ambitieux de l'architecte de renom Bernard Zehrfuss qui prévoyait initialement la construction de 10 000 logements modernes destinés à des familles de la classe moyenne. Ce plan faisait partie de la réponse politique à la crise aiguë du logement à laquelle était confrontées la capitale et toute la région environnante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en raison principalement de l'industrialisation galopante et de la proximité de la capitale. Finalement, ne seront construits que 3 100 logements au total dans le cadre du plan d'urbanisme (1 600 dans le Bas-Clichy et 1 500 sur la commune voisine de Montfermeil) –

dont les quartiers présentent aujourd'hui le plus de problèmes, sous tous abords, dans les deux communes : « le Chêne Pointu » à Clichy-sous-Bois et « Les Bosquets » à Montfermeil.

### Une enclave dans la grande banlieue de Paris

L'un des éléments essentiels du projet était la construction de l'autoroute A87, qui n'a été réalisée qu'en partie, avant d'être abandonnée complètement en 1985 au profit du grand contournement de Paris (la Francilienne). Ce projet d'infrastructure avorté aurait dû jouer un rôle important dans la croissance socio-économique de la ville, puisque la A87 aurait facilité l'accès à des zones économiques vitales telles que l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle et le pôle économique de Marne-la-Vallée (entre autres Disneyland Paris) et par conséquent l'accès aux emplois. Aujourd'hui, les autobus souvent bondés sont le seul moyen de transport en commun pour se rendre à Clichy-sous-Bois ou en sortir. La ville est donc coupée des importants pôles économiques régionaux cités ci-dessus, bien que géographiquement très proche, et ses habitants se voient confrontés à des trajets longs et pénibles pour aller travailler, à cause des mauvaises liaisons.

En résumé, un chiffre semble intéressant et marquant : si seulement 15 kilomètres séparent Clichy-sous-Bois de Paris, 1h30 de transports publics sont nécessaires pour relier les deux villes.

### L'évolution urbaine

Les grands ensembles construits entre 1954 et 1965, en partie dans le cadre du plan Zehrfuss, sont composés exclusivement d'appartements en copropriété situés dans de grands immeubles (copropriétés collectives), ce qui représente aujourd'hui encore 39%<sup>1</sup> des logements existants à Clichy-sous-Bois. Une telle proportion de copropriétés collectives est plutôt inhabituelle pour les banlieues du nord de Paris. Cette structure particulière s'explique par l'origine de l'urbanisation



Clichy-sous-Bois	Neukölln
<p><b>30 077</b> habitants</p>	<p><b>322 153</b> habitants, cinquième arrondissement le plus peuplé de Berlin</p>
<p><b>38,6%</b> des habitants ont moins de 20 ans (24,7% en France)</p>	<p>Environ <b>17%</b> des habitants ont moins de 18 ans (16% en Allemagne)</p>
<p><b>5</b> crèches et centres d'accueil municipaux, <b>14</b> écoles maternelles et primaires, <b>3</b> collèges et <b>1</b> lycée</p>	<p><b>20</b> structures d'accueil d'enfants, <b>39</b> écoles primaires, <b>18</b> établissements d'enseignement secondaire</p>
<p><b>22%</b> de chômage (11% en France)</p>	<p><b>19,6%</b> de chômage (7,3% en Allemagne)</p>
<p><b>45%</b> des habitants (14,3% en France) vivent en-dessous du seuil de pauvreté, ce qui signifie qu'ils disposent de moins de 60% du revenu français médian<sup>1</sup>.</p>	<p><b>22,5%</b> des habitants (15,8% en Allemagne) vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui signifie qu'ils disposent de moins de 60% du revenu national médian. Presque un habitant sur trois vit des aides sociales à Neukölln</p>
<p><b>1</b> service Jeunesse municipal, <b>1</b> Centre communal d'action sociale</p>	<p><b>33</b> centres d'accueil de jeunesse publics</p>
<p>Environ <b>33%</b> des habitants sont étrangers (5,6% en France)</p>	<p><b>22,8%</b> des habitants sont étrangers (9% en Allemagne)</p>

Source : Site officiel de la ville de Clichy-sous-Bois, de l'arrondissement de Neukölln, Insee, Le Monde, Tribalat Michèle, Statista, Zusammenleben in Berlin, Bundesagentur für Arbeit, Zeit Online, Metzner Thorsten

<sup>1</sup> Le salaire médian est le salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus

## Présentation des deux territoires

de la ville : ces habitations ont été acquises à l'origine par des familles de classe moyenne plutôt aisées, désireuses de s'établir dans un lieu attrayant et vert non loin de la capitale.

La construction de logements sociaux n'était donc absolument pas une priorité du développement urbain de Clichy-sous-Bois du milieu des années 1950 au milieu des années 1960. Ce n'est qu'à partir de 1965 que la plupart des projets de construction peuvent être classés dans la catégorie logements sociaux. Jusqu'en 1980, on pouvait observer dans la population de Clichy-sous-Bois un bon équilibre social.

La construction de logements sociaux représente aujourd'hui 3 144 unités<sup>2</sup>. Elle fut mise en avant à partir du milieu des années 1960, et mise à disposition des classes à revenu plus faible des espaces habitables locatifs bon marché. Ceci a augmenté inéluctablement la densité d'habitation et de population à Clichy-sous-Bois, sans prise en compte de la qualité de vie dans la ville. De cette politique initiée par l'Etat ont résulté des cités-dortoirs, peu reliées les unes aux autres et dépourvues de vrai centre-ville, qui offrent peu de lien social.

### Une population fluctuante

La crise économique de la fin des années 1970 a provoqué le départ de Clichy de classe moyenne gagnant bien leur vie de leurs copropriétés, autrefois si attrayantes. Un renouvellement de la population a eu lieu. Aujourd'hui encore, la population de Clichy se renouvelle par moitié tous les 10 ans. Ceux qui peuvent se permettre de déménager quittent la ville et ceux qui emménagent sont contraints pour des raisons financières de venir habiter dans les banlieues isolées.

Les signes d'un déclassé social de pans entiers de la population française sont particulièrement évidents à Clichy-sous-Bois : environ 23,5% de la population vit dans des conditions précaires (70% en-dessous du seuil de pauvreté dans certains quartiers).<sup>3</sup> Environ trois-quarts des locataires et deux-tiers des propriétaires vivent sous le seuil de pauvreté. 38,6% de la population a moins de 20 ans. Le taux de chômage s'élève en 2012 à 22,3% à Clichy-sous-Bois (et beaucoup plus chez les moins de 25 ans)<sup>4</sup>. 21% des foyers de Clichy-sous-Bois comptent plus de 5 personnes. (Voir le texte « État et Nation, intégration et égalité des chances »). La majorité des habitants de Clichy-sous-Bois n'est pas d'origine française. Du fait de l'interdiction en France de rassembler des données statistiques sur l'origine ethnique (ou même la nationalité d'origine) de la population, collecte qui n'est pas compatible avec le principe d'égalité de la République Française, aucun chiffre exact n'est disponible par groupe ethnique. En revanche, on connaît la proportion d'étrangers dans la population<sup>5</sup> : 5,6% pour la France entière, environ 18,9% dans le département de Seine-Saint-Denis et un tiers pour Clichy-sous-Bois. D'après une étude datant de 1999 et se basant sur le dernier recensement de la population en France, Clichy-sous-Bois est la ville française comptant le plus

grand nombre de jeunes dont un des parents est né à l'étranger<sup>6</sup>.

### Des conditions de vie et de logement précaires

La situation sociale et démographique de la ville de Clichy-sous-Bois a conduit à une dégradation extrême de l'état de nombreux bâtiments, voire de quartiers entiers, au cours des deux dernières décennies. Les quartiers composés exclusivement de copropriétés collectives, soit plus d'un tiers des logements de Clichy-sous-Bois, sont particulièrement touchés par ce phénomène, la plupart des propriétaires n'ayant pas les moyens financiers pour procéder à des rénovations. Entre-temps, la situation dans certains quartiers est devenue si critique qu'une démolition semble la seule issue possible<sup>7</sup>.

La plupart des copropriétaires ne disposent pas des moyens nécessaires à des rénovations ou à un déménagement et se retrouvent démunis. Chaque année, la mairie doit faire face à environ 2 000 demandes d'attribution de logement social, alors que Clichy-sous-Bois ne peut satisfaire que 50 demandes par an<sup>8</sup>, la commune souffrant d'un extrême manque de ressources. Elle ne dispose que de 617 € de revenu communal par an et par habitant (la moyenne nationale des communes de France se situe autour de 992 € par an et par habitant, soit 50% de plus). Ces moyens limités ne peuvent venir à bout des problèmes auxquels la commune est confrontée.<sup>9</sup>

Les conditions d'habitation médiocres influencent également la santé des habitants, le fort lien entre inégalités sociales et dégradation des conditions de santé s'observe à travers ces deux exemples : outre le fait que l'on vit en Seine-Saint-Denis en moyenne deux ans de moins que dans les Hauts-de-Seine, un département aisé de l'Île-de-France, la recrudescence d'épidémies que l'on croyait disparues prouve la détérioration des conditions de vie. En plus du retour de la rougeole, contre laquelle on ne vaccinait plus depuis les années 1980, ce sont des foyers de tuberculose qui se déclarent régulièrement depuis 2011 dans les quartiers les plus délabrés. Indicateur fort de pauvreté, la réapparition de cette maladie met aussi en avant le problème de la présence insuffisante de médecins à Clichy-sous-Bois<sup>10</sup>. Alors que la ville est située dans la plus grande zone urbaine de France, elle connaît une pénurie de médecins généralistes comparable à celle observée dans les régions les plus rurales dites « déserts médicaux ». Paris disposait, en 2012, de plus de 130 généralistes pour 100 000 habitants ; ils n'étaient que 75 pour 100 000 en Seine-Saint-Denis<sup>11</sup>.

Entre-temps, les acteurs étatiques, régionaux et communaux, sont passés à l'action et Clichy-sous-Bois se situe au cœur du plus grand programme national de restructuration urbaine, le « Projet de Renovation Urbaine » (PRU)<sup>12</sup>. La ville et en particulier le quartier du Haut-Clichy se retrouvent donc depuis 2002 dans une énorme phase de transformation, caractérisée par des phases de démolition, de résidentialisation et de réhabilitation de quartiers délabrés, ainsi que par la construction



La place du marché de Clichy-sous-Bois se voit progressivement bordée de nouveaux immeubles : leurs habitants disent avec fierté résider dans le « nouveau » Clichy-sous-Bois.

de nouvelles infrastructures sociales et de logements. Ce programme a été prolongé pour la période 2014-2024 : le Clichy-sous-Bois de 2020 ne ressemblera donc plus à celui de 2005. La ligne de tramway T4, projet du Nouveau Grand Paris présenté au printemps 2013 par le Premier ministre dont la construction débutera en 2014 et s'achèvera en 2017, desservira notamment Clichy-sous-Bois et Montfermeil et devrait présenter un désengorgement salutaire de la ville.

Fin juillet 2013, c'est à Clichy-sous-Bois que le Président François Hollande a présenté la nouvelle politique de la ville française. De 2 492 villes et quartiers bénéficiant de contrats urbains de cohésion sociale (2007-2013) – contrats engageant l'Etat et les collectivités à coordonner le programme de lutte contre les inégalités – les aides seront désormais ciblées sur 1 300 « quartiers prioritaires », dont le Haut-Clichy. François Hollande et son gouvernement ont pour objectif de simplifier la politique de la ville en France et de supprimer la superposition de subventions. La politique de la ville de Hollande se définit ainsi par la concentration des efforts sur moins de quartiers prioritaires pour plus d'efficacité.

Pour parer aux critiques faisant remarquer que les projets de rénovation urbaine ne peuvent

changer totalement les structures sociales à problèmes de villes comme Clichy-sous-Bois, le gouvernement a aussi annoncé des solutions pour stopper le chômage des jeunes. Les premières et principales d'entre elles sont les emplois d'avenir, les contrats de génération et surtout les emplois francs. Cette dernière mesure consistera en une aide de 5 000 euros, versée à toute entreprise qui embauche en CDI un jeune de moins de 30 ans au chômage depuis plus d'un an et résidant dans une zone urbaine sensible.

#### État des lieux : Neukölln

Neukölln est un arrondissement (Bezirk) de Berlin de tradition ouvrière, situé au sud/sud-est de Berlin. La partie nord de l'arrondissement se trouve au sein du « Ring », la première ceinture berlinoise. Comme beaucoup de *Bezirke* berlinois, Neukölln est composé de plusieurs quartiers (Ortsteile) : Neukölln, Britz, Buckow, Rudow et Gropuisstadt. Neukölln ne s'est pas toujours appelé ainsi : jusqu'en 1912, son nom officiel était Rixdorf, appellation actuelle du petit centre historique du quartier. C'est l'administration de Guillaume II, irritée que le nom de « Rixdorf » soit connoté frivolement, qui nomme le quartier « Nouveau - Cölln », référence à « Cölln », qui formait l'autre



Neukölln est un quartier central de Berlin très bien desservi par les transports en commun...

partie du quartier de l'autre côté de la Spree et l'actuel cœur du « Grand-Berlin ».

« Neu-Cölln » ne fait partie de Berlin que depuis 1920, date à laquelle un grand nombre de villes alentours furent annexées au « Grand Berlin ». Britz, Buckow et Rudow fusionnèrent avec Neukölln pour donner un grand arrondissement.

Il existait depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle de nombreuses entreprises industrielles dans l'arrondissement. La population, nombreuse, comptait donc déjà 262 000 habitants au début du XX<sup>e</sup> siècle mais n'a plus connu ensuite de croissance rapide, à l'inverse de Clichy-sous-Bois.

Bien que Neukölln soit déjà une ville de taille moyenne à l'époque, le besoin en main d'œuvre des fabriques installées dans le quartier n'a cessé de croître. Les entreprises étaient de leur côté fortement subventionnées pour soutenir ce que l'on appelait pendant les années de partition Est-Ouest de la ville (1949-1989) « l'économie insulaire » ouest-berlinoise. Ce besoin en main d'œuvre peu qualifiée a été ensuite, dans les années 1970, surtout comblé par l'immigration (*Gastarbeiter*, travailleurs invités). Il en résulte un des arrondissements berlinois les plus peuplés, avec 322 153 habitants en décembre 2013.<sup>13</sup> (Voir article « Etat et Nation, intégration et égalité des chances »)

### Structure urbaine

L'architecture et la structure urbaine de l'arrondissement sont hétérogènes : au nord, la densité propre à un centre-ville, au sud, une structure de faubourg. Le quartier de Neukölln, au nord de l'arrondissement qui porte le même nom, se caractérise par des hauts immeubles d'habitations disposant de plusieurs arrière-cours verdoyantes, typiques de Berlin. Plus au sud,

on trouve des zones où dominent des maisons individuelles, des lotissements à caractère « banlieusard » ou de grands immeubles. Il existe, parallèlement à une majorité de logements appartenant à des propriétaires particuliers, un certain nombre de constructions à caractère social. L'exemple le plus connu est celui du grand ensemble Fritz-Reuter-Stadt, construit dans les années 1920-1930. Il est composé de deux parties distinctes, dans lesquelles se trouvent plus de mille logements. La « cité du fer à cheval » (*Hufeisensiedlung*) est d'ailleurs inscrite depuis 2008 au patrimoine de l'humanité de l'Unesco. Principalement en raison de déficits de l'espace habitable et de la qualité de vie, certaines parties de Neukölln ont été classées par le Sénat berlinois à partir de la fin des années 1990 en tant que « zones à besoins spécifiques ». En 2013, Berlin compte au total 33 quartiers ainsi qualifiés, dont onze sont situés à Neukölln. Pour chacun d'entre eux, il existe un *Quartiersmanagement*, une gestion participative de quartier chargée de s'occuper du développement intégratif du milieu urbain (Voir article « Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances à travers l'accompagnement social de proximité »).

### Structure sociale

La chute du mur de Berlin et la fin de la politique de subventionnement qui en a résulté ont conduit – après la croissance du milieu du siècle – à la disparition de nombreux emplois, beaucoup d'entreprises ayant déménagé dans l'ancienne partie est de la ville. Il est resté à Neukölln une population peu qualifiée, dont la main d'œuvre n'est plus demandée. Cette évolution caractérise aujourd'hui encore la situation et la structure sociale de l'arrondissement, car la pauvreté est la

## Présentation des deux territoires

suite logique du chômage. Il y a par conséquent à Neukölln un plus fort taux de chômage que dans Berlin en général. 19,6%<sup>14</sup> exactement de la population active de Neukölln est sans emploi, contre 11,7% dans tout Berlin<sup>15</sup>. 42,1% des habitants de Neukölln sont d'origine immigrée, ce qui comprend à la fois les étrangers, les allemands naturalisés ainsi que les allemands issus d'une ou plusieurs générations d'immigrés<sup>16</sup>. Dans tout Berlin vivent 27,4% de citoyens d'origine immigrée<sup>17</sup>. Les habitants de Neukölln de nationalité non-allemande viennent de 147 pays différents, en majorité de Turquie, des pays arabes, de Pologne, des territoires de l'ex-Yougoslavie et de l'ancienne Union Soviétique<sup>18</sup>. 33,9% des étrangers vivant à Neukölln sont au chômage<sup>19</sup>. On notera ici la disparité de l'évolution entre le nord et le sud de l'arrondissement : les problèmes sociaux à Nord- Neukölln sont un phénomène d'ensemble et touchent la totalité de la zone. Ce quartier abrite 64% des personnes d'origine immigrée de tout l'arrondissement, et 24% de sa population est au chômage, soit un niveau bien plus élevé que dans le reste de Neukölln<sup>20</sup>. L'augmentation du chômage et de la pauvreté se reflète dans les chiffres de l'éducation de l'arrondissement. Sur les 11 792 élèves inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire dans les écoles de Neukölln durant l'année scolaire 2012-2013, seuls 4 599, soit 39%, ont été jusqu'au lycée pour passer le baccalauréat (Abitur). À Berlin en général, ce sont 49%.<sup>21</sup> Le discours des médias au sujet de Neukölln est en général marqué par les stéréotypes et les articles négatifs. Les hommes politiques

– comme Heinz Buschkowsky<sup>22</sup> – déplorent depuis longtemps déjà la criminalité accrue de l'arrondissement, en particulier les délits liés à la drogue, les effractions et les coups et blessures graves, devenus quotidiens. On reproche à une partie de la population étrangère de ne pas faire d'efforts pour s'intégrer<sup>23</sup> ainsi qu'une tendance à ne pas reconnaître l'autorité des forces de l'ordre, voire à attaquer les fonctionnaires de police et à vouloir régler de façon interne les problèmes. Ce scepticisme prononcé à l'encontre des institutions étatiques contribue à un isolement face à la culture, l'éducation et la formation dans de nombreuses familles<sup>24</sup>. L'arrondissement s'est donc donné pour objectif de sortir les enfants le plus tôt possible de leur isolement familial par des offres ciblées de prise en charge, pour pouvoir aider à leur développement au sein de structures collectives.

### Un début de gentrification

Comme mentionné au début de ce texte, la ville de Clichy-sous-Bois et l'arrondissement de Neukölln vivent une période de changement. Ces changements sociaux, aussi appelés « gentrification », sont en cours. Ceci marque le dernier point de comparaison. Bien que les statistiques ne soient pas en mesure de mettre en lumière les processus de transformation de Neukölln, et bien que son image encore principalement négative tende à confirmer la précarité sociale de l'arrondissement, il existe quelques indices crédibles indiquant les premiers effets d'une gentrification à Neukölln. Cette notion désigne « la domination progressive de ménages aux revenus élevés dans des zones d'habitations

...Clichy-sous-Bois ne dispose à ce jour d'aucune ligne de métro, tram ou RER.



# Présentation des deux territoires

urbaines attractives au détriment de groupes de populations aux revenus plus faibles par le biais de mesures de rénovation ou de changement de propriétaire ».<sup>25</sup>

De plus en plus de jeunes gens, étudiants ou artistes, partent des quartiers de Berlin désormais « gentrifiés » pour trouver en Neukölln un espace aux loyers encore abordables et aux possibilités de création importantes. Il n'est plus rare de trouver dans cette partie de la ville des galeries d'art, des cafés branchés, des discothèques ou encore des magasins bio.

Le nord de Neukölln se situe dans le centre de Berlin et est extrêmement bien desservi par les transports publics, constituant ainsi la localisation idéale pour les populations jeunes. Nord-Neukölln fait désormais partie d'une « ceinture gentrifiée » allant de l'ancien aéroport de Tempelhof au sud jusqu'au nord-est dans les anciens quartiers de l'est (Pankow). Cette différence géographique est

de taille dans la comparaison avec Clichy-sous-Bois et la banlieue parisienne. Les conséquences de cette gentrification sont un manque aigu de logements (de part l'accroissement de la demande), de très fortes augmentations de loyer et une propension à l'investissement galopante qui contribue à transformer les structures urbaines et sociales de l'arrondissement.

Depuis qu'un certains nombres d'artistes et d'étudiants se sont installés à Neukölln, la vie de l'arrondissement change. On peut ainsi observer que certains habitants de Neukölln menacent<sup>26</sup> les nouveaux arrivants (souvent plus éduqués et aux revenus plus élevés) en les considérant comme responsables de la hausse des loyers.

Certes le pouvoir d'achat de l'arrondissement, notamment au nord, s'améliore, cependant cela ne profite pas à tous : l'augmentation des loyers oblige bon nombre de familles installées depuis de nombreuses années à devoir déménager, bien

---

## Notes

1/ Mairie de Clichy-sous-Bois, [www.clichy-sous-bois.fr/Habitat-et-cadre-de-vie/Habitat](http://www.clichy-sous-bois.fr/Habitat-et-cadre-de-vie/Habitat)

2/ Sur un total de 9 740 logements (Source : Mairie de Clichy-sous-Bois, [www.clichy-sous-bois.fr/Habitat-et-cadre-de-vie/Habitat](http://www.clichy-sous-bois.fr/Habitat-et-cadre-de-vie/Habitat))

3/ Dans les quartiers de la cité du Chêne-Pointu et de l'Étoile du Chêne-Pointu ; Source : Béguin, François (2013) : Ascenseurs en panne et copropriété malade à Clichy-sous-Bois, *Le Monde*, le 11/07/2013, [www.lemonde.fr/societe/article/2013/07/11/ascenseurs-en-panne-et-copropriete-malade-a-clichy-sous-bois\\_3446516\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/07/11/ascenseurs-en-panne-et-copropriete-malade-a-clichy-sous-bois_3446516_3224.html)

4/ Conseil régional d'Île-de-France : Délibération CR 82-12 du 28/09/2012, Action régionale en faveur du parc privé, intervention en faveur des copropriétés du Bas-Clichy à Clichy-sous-Bois, [www.iledefrance.fr/sites/default/files/mariane/RAPCR82-12DEL.pdf](http://www.iledefrance.fr/sites/default/files/mariane/RAPCR82-12DEL.pdf)

5/ Insee : Etude Pays de naissance des immigrés en Seine-Saint-Denis, [www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?Reg\\_id=20&ref\\_id=POPOP93001](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?Reg_id=20&ref_id=POPOP93001)

6/ Tribalat, Michèle (2007) : Les concentrations ethniques en France, in : La Maisonneuve, Éric de, Parant, Alain : L'engrenage démographique, Agir, 29/01/2007, [www.societe-de-strategie.asso.fr/pdf/agir28txt4.pdf](http://www.societe-de-strategie.asso.fr/pdf/agir28txt4.pdf)

7/ Béguin, François (2013) : Ascenseurs en panne et copropriété malade à Clichy-sous-Bois, *Le Monde*, 11/07/2013, [www.lemonde.fr/societe/article/2013/07/11/ascenseurs-en-panne-et-copropriete-malade-a-clichy-sous-bois\\_3446516\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/07/11/ascenseurs-en-panne-et-copropriete-malade-a-clichy-sous-bois_3446516_3224.html)

8/ Citons également le phénomène non négligeable des « marchands de sommeil » : des investisseurs achètent souvent plusieurs appartements délabrés mis à prix dans les enchères publiques hebdomadaires, pour les louer ensuite à des prix honteusement élevés à des étrangers le plus souvent en situation irrégulière.

9/ Dilain, Claude (2010) : Moi, Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois, j'ai honte, *Le Monde*, 11/04/2010, [www.lemonde.fr/societe/article/2010/04/10/moi-claude-dilain-maire-de-clichy-sous-bois-j-ai-honte\\_1331612\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2010/04/10/moi-claude-dilain-maire-de-clichy-sous-bois-j-ai-honte_1331612_3224.html)

10/ Morice, Louis : Tuberculose : le 9-3, malade de la pauvreté, *Le Nouvel Observateur*, 23/09/2011, [www.tempsreel.nouvelobs.com/social/20110923.OBS0947/tuberculose-le-9-3-malade-de-la-pauvrete.html](http://www.tempsreel.nouvelobs.com/social/20110923.OBS0947/tuberculose-le-9-3-malade-de-la-pauvrete.html)

11/ Insee : Densité de professionnels libéraux de la santé au 1<sup>er</sup> janvier 2012, [www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?Reg\\_id=20&ref\\_id=santc06107](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?Reg_id=20&ref_id=santc06107)

12/ C'est sur le territoire de la communauté de communes de Clichy-Montfermeil qu'a été mis en œuvre en 2004 le plus grand projet de rénovation urbaine de France. A l'été 2013, trois résidences avaient été réhabilitées, 497 logements se trouvaient en cours de résidentialisation, 45 nouveaux logements avaient été bâtis et 58 étaient en chantier. Le projet initial prévoit environ 2 100 nouveaux logements et la rénovation de 977 autres pour un montant total de 534 millions d'Euros (600 logements ont été terminés fin 2008). (Source : ANRU)

souvent au sud de Neukölln ou même dans d'autres quartiers moins bien desservis par les transports en commun et également déjà fortement touchés par des problèmes sociaux<sup>27</sup>.

La gentrification, qui propose aux touristes, étudiants et nouveaux Berlinois un visage plus agréable et plus ouvert<sup>28</sup>, amène donc dans le même temps une homogénéisation de la population dans les zones touchées par ce phénomène et une ghettoïsation des plus défavorisés vers des quartiers moins chers (en périphérie). Ce phénomène est l'inverse de la situation à Clichy-sous-Bois, où la population s'est renouvelée depuis les années 1970, passant de classes moyennes plutôt aisées à des familles en difficultés économiques et sociales, la population de Neukölln, du moins au nord, devient plus riche et s'embourgeoise.

## Conclusion

Clichy-sous-Bois et Neukölln ont certains points communs structurels : les deux entités ont des faiblesses sociales, un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, un nombre de citoyens non-français ou non-allemands important, et souffrent de nombreux articles négatifs dans les médias. Mais il y a aussi des différences. Premièrement, les deux villes ont des situations géographiques opposées : Clichy-sous-Bois est partiellement isolé à la périphérie de Paris ; Neukölln est au centre de Berlin et donc bien connecté aux transports publics. Deuxièmement, les structures urbaines différencient les deux villes : Clichy-sous-Bois a longtemps concentré des cités dortoirs dans des bâtiments qui nécessitaient des rénovations ; Neukölln connaît aussi les tours (comme Gropiusstadt), mais le nord de l'arrondissement est surtout doté d'immeubles urbains du XIX<sup>e</sup> siècle.

13/ Mairie de Berlin-Neukölln (31/12/2013), [www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html)

14/ Mairie de Berlin-Neukölln (02/2014), [www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html)

15/ Agence nationale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit) (mars 2014), [www.statistik.arbeitsagentur.de/Navigation/Statistik/Statistik-nach-Regionen/Politische-Gebietsstruktur/Berlin-Nav.html](http://www.statistik.arbeitsagentur.de/Navigation/Statistik/Statistik-nach-Regionen/Politische-Gebietsstruktur/Berlin-Nav.html)

16/ Mairie de Berlin-Neukölln (31/12/2013), [www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html)

17/ Agence des statistiques Berlin-Brandenburg (02/2013), <https://www.statistik-berlin-brandenburg.de/pms/2013/13-02-08a.pdf>

18/ Mairie de Berlin-Neukölln (31/12/2013), [www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/migrationsbeauftragten/bevoelkerungsstruktur.html)

19/ Mairie de Berlin-Neukölln (02/2014), [www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html)

20/ Mairie de Berlin-Neukölln (02/2014), [www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html)

21/ Mairie de Berlin-Neukölln (16/08/2013), [www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/schuelerzahlen.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/schuelerzahlen.html)

22/ Focus : Buschkowsky wetttert gegen Intensivtäter mit Migrationshintergrund, 6/10/2013, [www.focus.de/politik/deutschland/da-hilft-kein-sozialarbeiter-buschkowsky-wetttert-gegen-intensivtaeter-mit-migrationshintergrund\\_aid\\_1121738.html](http://www.focus.de/politik/deutschland/da-hilft-kein-sozialarbeiter-buschkowsky-wetttert-gegen-intensivtaeter-mit-migrationshintergrund_aid_1121738.html) Consulté le 14/02/2014

23/ Süddeutsche Zeitung : CSU will Ausländer zur Integration zwingen, 19/05/2010 [www.sueddeutsche.de/politik/neue-debatte-ueber-leitkultur-csu-will-auslaender-zur-integration-zwingen-1.883780](http://www.sueddeutsche.de/politik/neue-debatte-ueber-leitkultur-csu-will-auslaender-zur-integration-zwingen-1.883780) Consulté le 14/02/2014

24/ Bild Zeitung : Die bittere Wahrheit über unsere Schulen, 19/09/2012 [www.bild.de/politik/inland/heinz-buschkowsky/bild-serie-multi-kulti-wahrheit-ueber-schulen-26261652.bild.html](http://www.bild.de/politik/inland/heinz-buschkowsky/bild-serie-multi-kulti-wahrheit-ueber-schulen-26261652.bild.html) Consulté le 14/02/2014

25/ Bundeszentrale für politische Bildung : Gentrifizierung im 21. Jahrhundert, [www.bpb.de/apuz/32813/gentrifizierung-im-21-jahrhundert?P=all](http://www.bpb.de/apuz/32813/gentrifizierung-im-21-jahrhundert?P=all)

26/ Tagesspiegel : Hip, hipper, Neukölln [www.tagesspiegel.de/berlin/gentrifizierung-in-berlin-hip-hipper-neukoelln/9152496.html](http://www.tagesspiegel.de/berlin/gentrifizierung-in-berlin-hip-hipper-neukoelln/9152496.html)

27/ Die Zeit : Wir wollen hier bleiben! Alles andere ist uns egal!, [www.zeit.de/lebensart/2010-10/gentrifizierung-andrej-holm](http://www.zeit.de/lebensart/2010-10/gentrifizierung-andrej-holm)

28/ Tagesspiegel : Ein Viertel aller Mieter fürchtet Verdrängung, [www.tagesspiegel.de/berlin/studie-zu-gentrifizierung-ein-viertel-aller-mieter-fuerchtet-verdraengung/6454700.html](http://www.tagesspiegel.de/berlin/studie-zu-gentrifizierung-ein-viertel-aller-mieter-fuerchtet-verdraengung/6454700.html)

# La politique communale en France et en Allemagne à l'image de Clichy-sous-Bois et de Berlin-Neukölln

Mechthild Baumann

En collaboration avec Maxime Boitieux

**A droite :** « Vite ! Un tram jusqu'à Clichy-Montfermeil ! » ; publicité sur le fronton de la mairie en 2010 pour le raccordement de Clichy-sous-Bois à la ligne de tramway.

Avant les premières rencontres, les participants au projet issu du monde politique ou de l'administration pensaient avoir compris comment fonctionnait « l'autre » et comment il travaillait. Après tout, de chaque côté du Rhin, la vie en société est organisée et réglée au niveau communal, il existe des élus locaux, des maires, des adjoints et une administration communale. Mais les points communs s'arrêtent là car, comme souvent, « le diable se cache dans les détails ». Afin de mieux comprendre son homologue et son travail, une connaissance des spécificités des systèmes communaux est indispensable - c'est ce que nous allons vous présenter ici à l'aide des exemples de Clichy-sous-Bois et de Berlin-Neukölln.

## Rôles et compétences des communes...

Nombre de différences proviennent de deux conceptions de l'État divergentes, chacune développée au cours de l'histoire : la France est un État centralisé, l'Allemagne un État fédéral (Voir l'article « État et Nation, intégration et égalité des chances »).

### ... en France

La France a plusieurs niveaux administratifs : 27 régions (22 sur le continent européen et 5 pour les territoires d'outre-mer), 101 départements et environ 36 000 communes.

Les régions sont subordonnées à l'État central dont le siège est à Paris. Jusqu'en 1982, ces régions avaient très peu de compétences dans « la République une et indivisible ». Le Président François Mitterrand est le premier à s'engager pour la décentralisation : avec les lois Defferre de 1982, l'État délègue de nouvelles compétences aux trois niveaux administratifs précédemment cités.

Un exemple concret : le contenu des politiques d'éducation est géré en France au niveau de l'État, quand la gestion des bâtiments des établissements scolaires est déléguée aux autres échelons : les lycées relèvent de la responsabilité des régions, les

collèges de celle des départements, et les écoles maternelles et primaires de celle des communes. Les communes sont souvent d'anciennes paroisses de tailles différentes. La plus grande ville est Paris avec 2,2 millions d'habitants et la plus petite, Caubous (Haute-Garonne), compte seulement deux habitants.

Les compétences communales en France concernent par exemple la construction et l'entretien des écoles maternelles et primaires, la mise en place d'un plan d'occupation des sols (en lien avec les directives nationales), la construction et l'entretien des voies de circulation communales ainsi que la construction de logements sociaux. Le maintien de l'ordre public peut également être délégué à la commune, notamment grâce à la création d'une force de police municipale.

10 000 des 36 000 communes comptent moins de 200 habitants. Ceci conduit à un grand nombre de responsabilités administratives pour de petites communes et à une certaine inefficacité. Ainsi le Président François Hollande a entrepris une réforme qui doit simplifier le système administratif et donner plus d'autonomie dans la prise de décisions aux différents échelons administratifs. Ceci entraînerait une réduction des coûts administratifs en mettant par exemple en commun dans certaines communes la gestion des déchets ou de l'eau. En 2008, près de 92% des communes françaises sont engagées dans une coopération intercommunale. Le gouvernement français crée en 2010 un statut de métropole pour les grandes communes, pour leur permettre de récupérer les compétences des départements. Ceci devant également entraîner, selon les initiateurs de cette réforme, des économies et une répartition plus claire des compétences pour chaque échelon administratif.

### ... en Allemagne

La traditionnelle Allemagne fédérale a adopté une démarche à l'exact opposé de la France. Tout d'abord, on ne peut parler de « l'Allemagne » que



depuis la création de l'Empire en 1871 : il s'agissait avant d'une multitude de principautés. Unies « sous un même toit », celles-ci ont toujours veillé à préserver leur autonomie. L'Allemagne est depuis ses origines structurée de manière fédérale à travers la commune, le *Land* (État fédéré, *Länder* au pluriel), et l'État.

Il existe pour ces trois niveaux administratifs, en France comme en Allemagne, des parlements et exécutifs élus démocratiquement, mais il apparaît que les homologues allemands possèdent davantage de compétences décisionnelles et de marges d'action.

Dans la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, il est inscrit que les communes, auxquelles appartiennent les villes et les différentes coopérations intercommunales, ont le droit de s'administrer librement. Chacun des 16 *Länder* décide lui-même de sa manière de fonctionner ; ce qui implique donc 13 règlements communaux différents, les trois villes-État de Berlin, Brême et Hambourg bénéficiant d'un statut particulier. Toutefois, le fait que les communes en Allemagne ne soient pas totalement indépendantes pose un continu problème, puisque jusqu'en 2006 l'État pouvait déléguer aux communes des missions qu'elles devraient non seulement mettre en place, mais également financer.

Les missions des communes se différencient selon leur caractère obligatoire – c'est-à-dire inscrites au nombre des missions de libre administration, ou facultatif. L'inscription sur les registres d'état civil (obligatoire en Allemagne lors de chaque emménagement dans une ville), la gestion des passeports ainsi que la construction et l'entretien des routes font ainsi partie des missions obligatoires. Les communes s'occupent de manière facultative, en fonction des priorités politiques et du budget disponible, des équipements sportifs, des piscines, des points verts et des transports publics.

Un exemple concret des différences dans la répartition des compétences entre la France et l'Allemagne est la responsabilité dans le processus de naturalisation. En France, il s'agit d'une compétence de l'État (à travers les préfetures) alors qu'en Allemagne, la compétence revient à une administration régionale (qui porte un nom différent en fonction du *Land*).

## Le maire

### En France : représentant de l'État et des citoyens

Le maire (mandat de 6 ans) est élu par le conseil municipal comme représentant de l'État et des citoyens au sein de sa commune. La relation à l'État s'incarne par la présence de la photographie officielle du Président de la République en fonction dans (presque) toutes les mairies. En tant que représentant de l'État, le maire est officier d'état civil, chef de la police municipale et également chef de l'administration municipale. Le conseil municipal est élu par les citoyens et les représente. Le nombre de conseillers municipaux est proportionnel à la taille de la commune. Contrairement à l'Allemagne, les groupes au sein du conseil se définissent plus souvent selon leurs objectifs locaux que par une appartenance à un parti. Dans le conseil municipal de Clichy-sous-Bois, on retrouve par exemple deux groupes issus des élections municipales de mars 2014 : « Avançons ensemble » et « Clichy, nouvelle génération ».

Les adjoints au maire le soutiennent et le représentent en cas d'absence, ils sont également officiers d'état civil. Le nombre d'adjoints ne doit pas dépasser 30% du nombre de membres du conseil municipal. Le maire décide des domaines politiques qu'il attribue aux adjoints et conseillers municipaux, en nommant par exemple un adjoint au maire délégué à la jeunesse, aux sports et aux loisirs. Contrairement à l'Allemagne, le politique est séparé



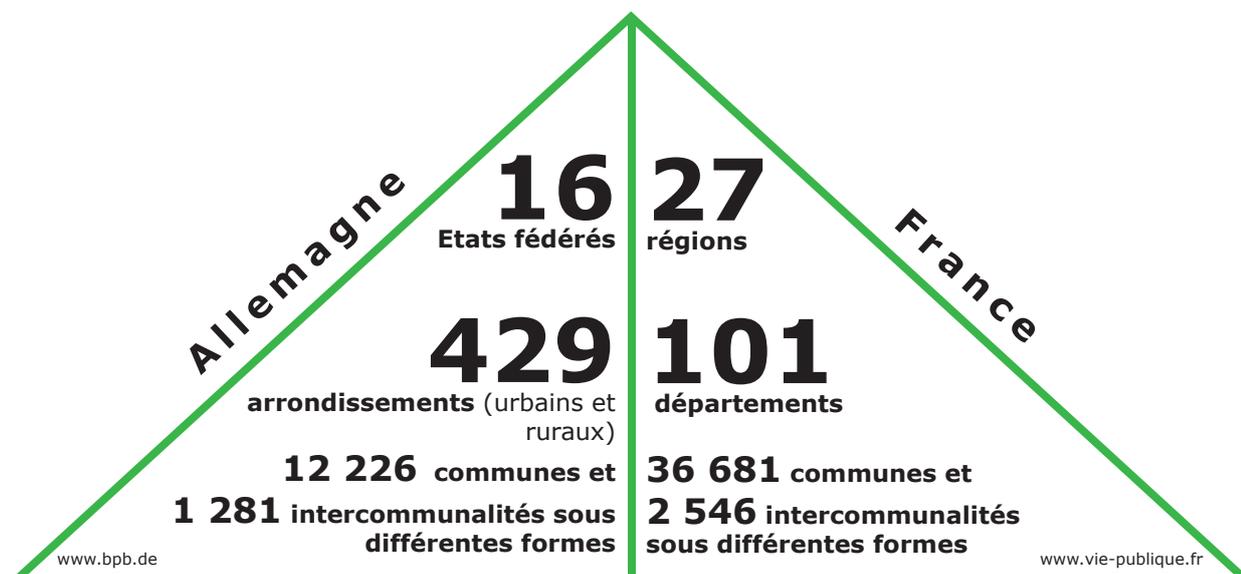
de l'administratif, sauf en la personne du maire. Le maire de Clichy-sous-Bois est le chef de l'administration et est épaulé dans cette tâche par un Directeur Général des Services (DGS) chargé de faire le lien entre le niveau politique et le niveau administratif.

D'un autre côté, le maire est un homme politique et est soutenu par un cabinet. Celui-ci a une fonction politique : il s'agit de personnes de confiance qui conseillent le maire politiquement. Ce cabinet est dirigé par un directeur de cabinet qui ne peut être éligible. Les membres du cabinet sont également liés politiquement ; leur contrat est lié à la durée du mandat du maire. Le nombre de membres du cabinet est réglementé en France : deux membres de cabinet pour une commune

entre 20 000 et 40 000 habitants, davantage pour les communes plus importantes. Le cabinet d'Anne Hidalgo, maire de Paris, compte par exemple 32 collaborateurs.

#### En Allemagne : le « petit chancelier »

Les missions du maire allemand se rapprochent de celles de son collègue français. Si l'Allemagne était marquée, au début de la République fédérale, par une grande diversité dans les constitutions communales, aujourd'hui, c'est le modèle dit de l'Allemagne du Sud qui semble dominant. Les citoyens allemands ou ressortissants de l'Union européenne votent en fonction de leur *Land* tous les quatre, cinq ou six ans pour un conseil municipal, et élisent leur maire lors d'un autre scrutin. Le conseil mu-



Rencontre dans les locaux de la mairie de Neukölln.

**A gauche :** Jörgen Koglin, Président des Députés de l'Assemblée Berlin-Neukölln, offre un « buddy Bär » —la mascotte multicolore en forme d'ours, symbole de Berlin— à Gilbert Klein, adjoint au Maire de Clichy-sous-Bois.

**A droite :** dans le public, les participants du premier échange de théâtre.



nicipal et le maire travaillent ensemble mais leurs périodes de mandat diffèrent. Contrairement à la France, le maire allemand est un fonctionnaire élu, cela veut dire qu'il jouit pendant son mandat de l'ensemble des droits des fonctionnaires. Mais comme en France, il n'est pas uniquement chef des

élus communaux, il dirige également l'administration communale. Ses missions sont alors très diverses : en tant qu'élu, il représente sa commune. En tant que chef du personnel administratif, il doit diriger et mettre en œuvre les décisions du conseil municipal. Si la ville est plus importante, le maire

#### France :

Le maire

- Chef de l'administration communale
- Chef de la police municipale
- Représentant de l'État et des citoyens
- Élu pour six ans par le conseil municipal

Séparation stricte entre fonction politique et administrative du maire

- Adjoints responsables de domaines d'action (jeunesse, éducation, etc.), et soutenus par des pôles ou directions administratifs
- Cabinet du maire chargé des aspects politiques
- Directeur général des services fait le lien entre ces deux fonctions

Le maire n'est pas un fonctionnaire, mais il a la qualité d'officier d'état civil

#### Clichy-sous-Bois :

35 membres du conseil municipal pour presque 30 000 habitants : le maire, 13 adjoints et 21 conseillers municipaux.

#### Allemagne :

Le maire

- Chef de l'administration communale
- Élu tous les quatre, cinq ou six ans selon l'État fédéré par le conseil municipal
- Maire soutenu par des chefs de services responsables de domaines d'actions particuliers

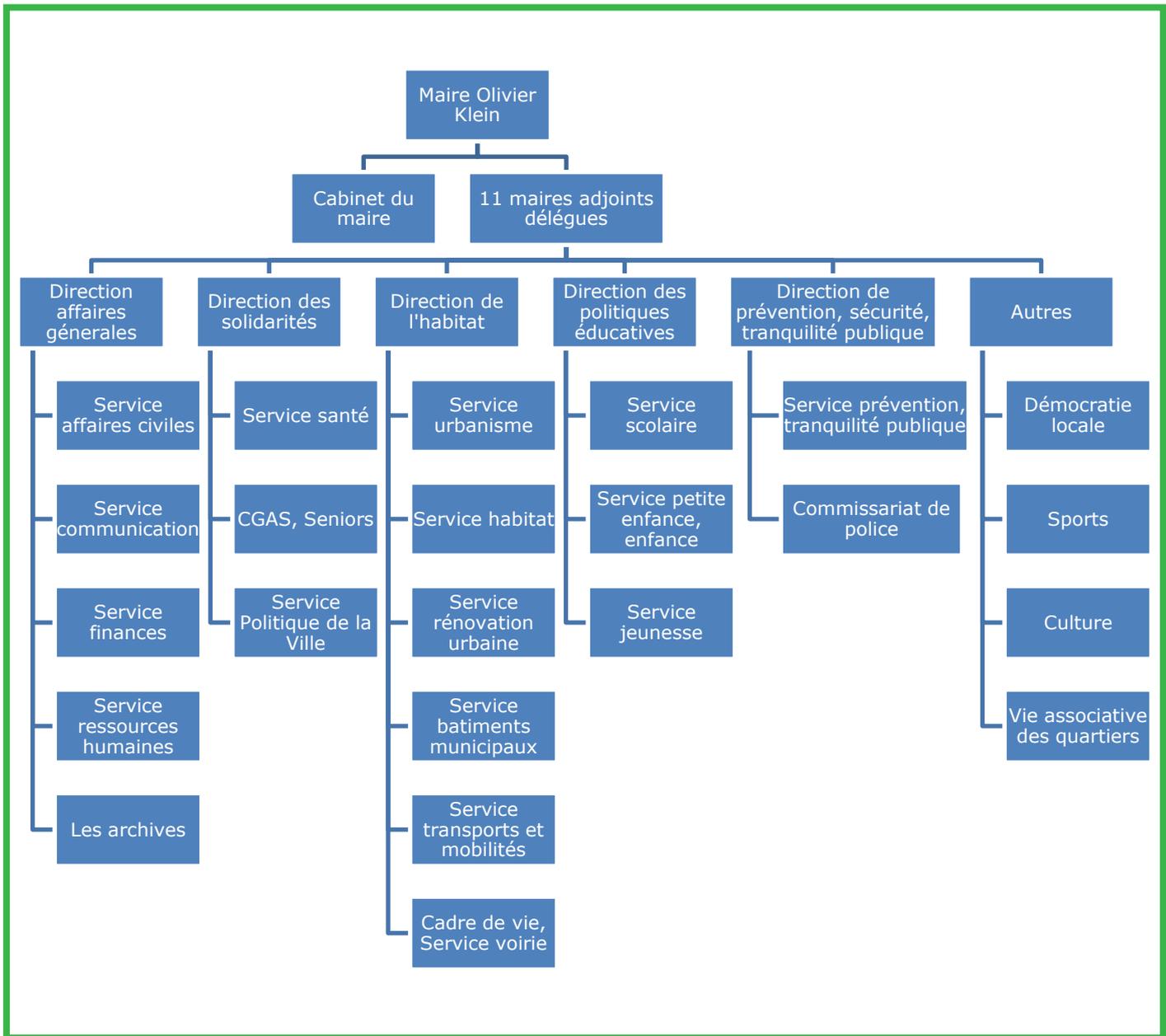
Il n'y a pas de séparation entre aspect politique et administratif

Le maire est fonctionnaire le temps de son mandat

#### Berlin-Neukölln :

55 membres de l'assemblée des conseillers de l'arrondissement de Neukölln pour environ 322 000 habitants. L'assemblée est divisée en cinq domaines d'action qui sont chacun dirigés par un conseiller d'arrondissement qui a la fonction de chef de service.

# La politique communale



Source: Ville de Clichy-sous-Bois

allemand est soutenu par des chefs de service (*Dezernenten*) qui dirigent un domaine de l'administration.

Le conseil municipal, portant un nom différent en fonction des communes (parfois *Stadtrat*, conseil de la ville, ou encore *Bezirksverordnetenversammlung*, *BVV*, assemblée des conseillers d'arrondissement, à Berlin) représente le parlement communal et est, conformément au système fédéral, le législateur communal. Les élus des conseils travaillent bénévolement et représentent les intérêts des citoyens. Leur compétence la plus importante et la plus puissante concerne la planification et le vote du budget : qui reçoit de l'argent et pour quoi faire ? Les membres du conseil ont ensuite la possibilité de contrôler l'administration et de légiférer sur le vivre ensemble de la commune.

Le maire dirige et le conseil municipal contrôle l'administration communale qui – au contraire des deux autres instances – n'est pas élue. Cela veut dire que les membres de l'administration sont employés et conservent leurs postes plus longtemps que les élus du conseil municipal. Les membres de l'administration ont souvent une formation correspondant à leurs postes et détiennent une certaine expérience : il est alors fréquent que le maire travaille sur des initiatives avec eux afin d'améliorer le vivre ensemble au sein de la commune. En tant qu'agents du service public, leur fonction première reste d'appliquer les missions de la commune, qu'elles soient facultatives ou obligatoires, ainsi que d'être au service de citoyens.

## Qui est responsable...

### ... à Clichy-sous-Bois ?

Clichy-sous-Bois compte 30 077 habitants (2014) et a conclu une coopération intercommunale avec la ville voisine de Montfermeil. Le conseil municipal de Clichy-sous-Bois comprend 35 personnes en 2014 : le maire, 13 adjoints, 16 conseillers municipaux de la majorité et 5 conseillers de l'opposition. La parité femme-homme est respectée entre les 13 adjoints et le maire.

Par son approche transversale, le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » a touché à différents domaines politiques : jeunesse, intégration, éducation et prévention. Cela veut dire que selon le projet, différents pôles administratifs ont été impliqués :

- Le pôle jeunesse de la direction des politiques éducatives,
- La direction sécurité, tranquillité publique,
- La direction vie associative des quartiers.

Les différentes activités ont été coordonnées par Nassim Bitout, chargé de projet rattaché à la direc-

tion générale. Son service est directement rattaché aux organes décisionnels et au directeur général des services.

La séparation entre politique et administratif a eu pour conséquence, pour chaque partie du projet pilote, l'implication d'un représentant politique et d'un agent administratif. Cette perception parallèle des missions à travers un élu et un agent a parfois troublé le groupe allemand. « Qui est responsable pour ceci ? » demandaient régulièrement les participants. Il a été nécessaire de faire la lumière sur ces zones d'ombre en improvisant une présentation du système politique et administratif au niveau communal en France.

### ... à Berlin-Neukölln ?

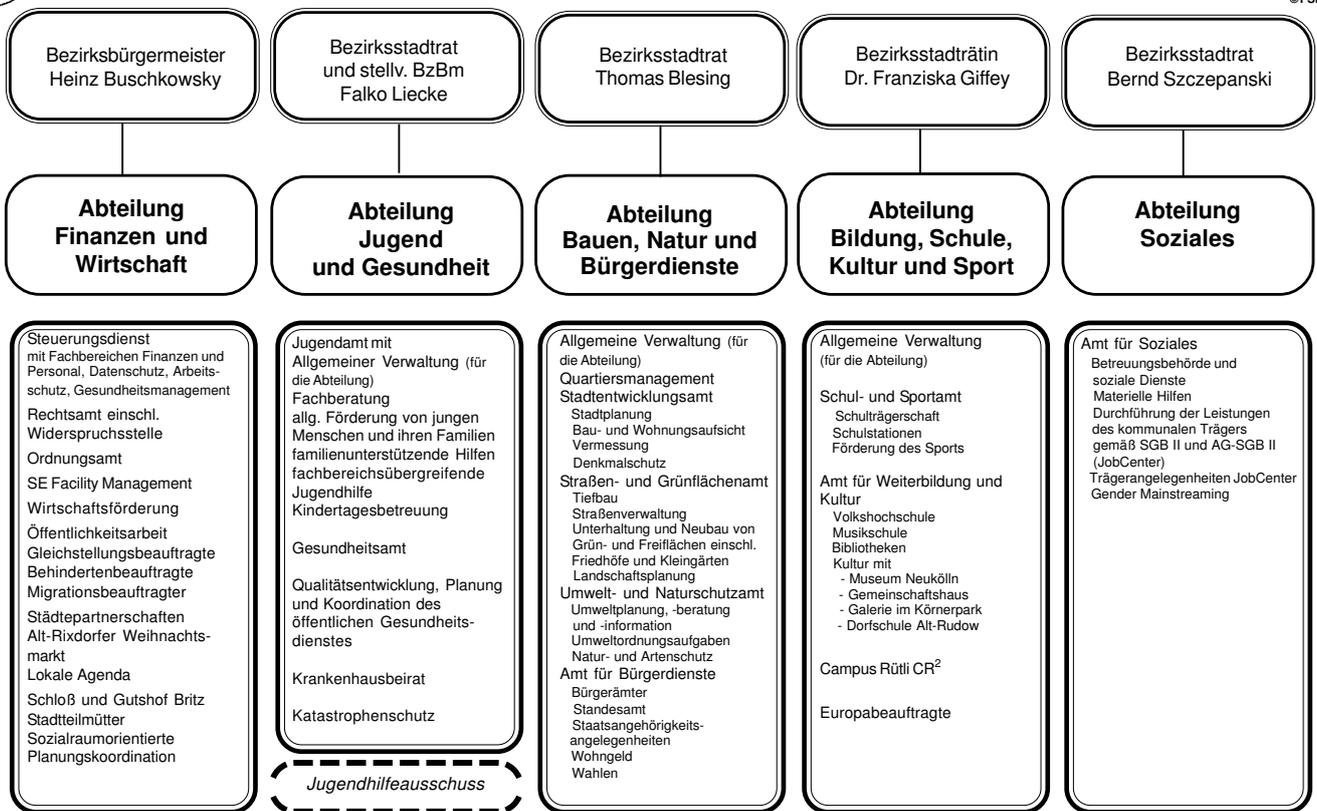
Berlin-Neukölln compte 322 153 habitants (2014) et constitue l'un des 12 arrondissements berlinois. Il y a en tout 11 220 coopérations intercommunales en Allemagne. 6 064 d'entre-elles représentent moins de 2 000 habitants. La répartition territoriale varie en fonction des *Länder* : la Rhénanie-du-Nord-Westphalie compte énormément de communes, 45 555 alors que la Rhénanie-Palatinat en compte uniquement 1 758.



## Binnenstruktur des Bezirksamtes Neukölln von Berlin



©PSL\_02\_2





Échanges, networking et entre-aide à tous les niveaux, de gauche à droite : participants et organisateurs de l'échange de professionnels ; Béatrice Angrand, Secrétaire générale de l'OFAJ, en compagnie de Jeannette Bougrab, ancienne Secrétaire d'État à la Jeunesse et à la Vie associative ;

Les habitants de Neukölln élisent les 55 membres du conseil municipal berlinois (BVV) tous les cinq ans. Ce BVV élit ensuite le maire et les conseillers d'arrondissements (*Bezirksstadträte*). Ces conseillers, appelés dans d'autres villes *Dezernenten* (chefs de service), sont responsables d'un service politique à l'image du ministre d'un *Land* ou d'État. En plus de ses cinq services, Neukölln dispose d'un chargé de l'intégration placé sous le contrôle de l'exécutif.

Comme à Clichy-sous-Bois, différents domaines politiques et différents services ont été touchés par le projet pilote :

- Service éducation, culture et sport,
- Service jeunesse et santé,
- Chargé d'intégration,
- Service affaires sociales.

Au début du projet pilote, le service jeunesse était l'interlocuteur principal du projet pilote ; au cours de l'année le service éducation, école, culture et sport a pris le relais.

Il paraîtrait impensable à Clichy-sous-Bois que le chef de service ou conseiller municipal soit à la fois un élu (donc partisan) et en même temps un responsable administratif. « Qui est ici l'élu ? Qui est de l'administration ? ». Il a également fallu expliquer ces subtilités.

## Conclusion

Les communes françaises et allemandes ont toutes une forme de parlement et de gouvernement local avec à leur tête un maire. Mais leurs missions se différencient dans l'organisation concrète.

Dans une France toujours centralisée malgré les trois grandes lois de décentralisation (1982, 2003, 2014), les grandes directives sont prises par Paris. Les communes possèdent certes une marge de décision mais celle-ci reste encore limitée. La politique sociale à destination des citoyens relève par exemple de la compétence du département et non de la commune. Dans une Allemagne traditionnellement fédérale, les communes jouissent de la libre administration, ce qui ne les rend pas totalement autonomes vis-à-vis de l'État puisqu'elles doivent toutes assurer certaines missions obligatoires, comme la gestion des passeports.

Une autre différence est la relation entre politique et administration en France. Alors qu'en Allemagne, les deux sont liées, elles sont en France séparées et doivent coopérer.

Les deux systèmes, également les villes de notre projet pilote, recherchent de la même manière à moderniser l'administration locale. Le e-Gouvernement et une plus grande participation sont deux



Ivan Stevanovic, Président de Streetdance-Connection et Gabriele Vonnekold, ancienne conseillère municipale de Neukölln chargée de la Jeunesse.

projets qui pourraient réduire la distance entre citoyens et administration. Ces deux aspects sont également pris en charge par des programmes étatiques comme celui de la Politique de la ville à Clichy-sous-Bois ou la *Soziale Stadt* (ville sociale) à Neukölln. Ces programmes se donnent pour objectif de réduire les inégalités sociales entre les habitants et les quartiers (voir l'article « Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances à travers l'accompagnement social de proximité »).

Grâce aux expériences de ce projet pilote, il est recommandé dans l'optique d'un échange d'élus ou d'agents administratifs, de faire venir un expert au début du projet de rencontres qui évoquera les différences de structures et de fonctionnements. Cette connaissance initiale facilite l'orientation dans les structures du pays partenaire et a aussi pour vertu de lancer la réflexion sur sa propre structure. La participation des représentants de la politique et de l'administration aux côtés des experts du monde du travail de jeunesse, de l'intégration et de la justice a été la particularité du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln ». A travers cette pluralité des approches, les participants ont pu échanger au maximum autour de leurs pratiques dans le travail avec les jeunes avec moins d'opportunité. De plus, les décideurs politiques ont pu porter un regard sur le travail des « autres » et

ainsi stimuler leurs propres visions politiques. Enfin, les élus et membres de l'administration ont soutenu fortement le projet sur toute sa durée. C'est une plus-value à ne pas sous-estimer.

---

#### **Mechthild Baumann**

directrice de l'imss, coordination du projet pilote

#### **Maxime Boitieux**

volontaire à l'OFAJ dans le cadre du volontariat franco-allemand (2013-2014)

# Échange interdisciplinaire et international de professionnels et d'élus

Borris Diederichs

En collaboration avec Carolin Müller-Bretl et Léa Briand

**A droite :** les professionnels de Neukölln découvrent Clichy-sous-Bois.

Les multiples problèmes auxquels sont confrontés Clichy-sous-Bois et Neukölln ont au moins autant de causes diverses. Pour offrir aux jeunes de ces deux quartiers une aide appropriée, il a fallu faire appel à différentes approches et à de nombreux acteurs ayant un contact direct ou indirect avec ces jeunes.

Pour cette raison, Ditmar Staffelt, alors membre de l'Académie européenne de Berlin (EAB), demande à cette association d'organiser une rencontre d'acteurs et responsables de projets dans des quartiers marginalisés ou pour des programmes d'action en faveur de ces publics. L'objectif était d'échanger sur les approches de promotion et d'identifier les pratiques efficaces dans le travail avec des jeunes défavorisés. A l'automne 2008 des professionnels spécialisés et des décideurs politiques de Clichy-sous-Bois se sont rendus pour la première fois à Berlin. Cette rencontre a été organisée par l'Académie européenne de Berlin et cofinancée par le Goethe-Institut de Paris et la Centrale Fédérale pour l'éducation politique (BpB). Ceci forme la base du projet pilote de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et de l'Institut d'études sur les migrations et la sécurité (imss), l'Académie européenne de Berlin demeurant partenaire de l'échange.

C'est par l'engagement de l'OFAJ qu'a débuté ce projet pilote de trois ans à l'approche globale : toutes les parties prenantes de Clichy-sous-Bois et de Berlin-Neukölln pouvant aider à la promotion de l'intégration et de l'égalité des chances ont été rassemblées pour participer à un échange franco-allemand dans le cadre d'actions concertées. Le fer de lance de cette approche a été la rencontre de professionnels et d'élus. Ces derniers se sont rencontrés trois fois durant le projet pilote : en mars 2010 à Clichy-sous-Bois, en avril 2011 et en octobre 2012 à Neukölln. Les participants étaient des enseignants, des travailleurs sociaux, des fonctionnaires de l'administration scolaire, des juges pour enfants et des policiers, mais aussi des élus et des jeunes.

## Objectifs et méthodes

L'objectif de ces rencontres était de donner aux participants allemands ou français un aperçu de la politique d'intégration de la ville partenaire dans laquelle se déroulait l'échange et de la mise en oeuvre de celle-ci, de leur donner l'occasion de faire la connaissance des acteurs locaux dans les domaines du travail avec la jeunesse, de la prévention et de la répression de la criminalité, de l'intégration et de l'école, et d'intensifier ainsi l'échange interculturel commencé en 2008.

Pour les organisateurs s'est ajouté un autre objectif important pour les programmes d'échange : la coopération sur le long terme et le développement de projets communs concrets.

A l'aide d'exposés, d'ateliers de réflexion et de visites sur place, des stratégies d'action et solutions ont été imaginées et documentées, qui peuvent s'appliquer à différentes collectivités et villes. Il était demandé aux participants d'échanger leurs points de vue sur le défi que constitue l'intégration de jeunes de différentes origines ethniques, d'approfondir leurs connaissances existantes et de découvrir des approches novatrices du travail avec la jeunesse.

Les objectifs des échanges étaient ainsi :

- une plus étroite interconnexion et coopération entre les professionnels,
- un échange d'informations et d'expériences des élus sur les approches diverses du travail de jeunesse en France et en Allemagne,
- la valorisation des connaissances acquises, c'est-à-dire la mise en oeuvre les connaissances acquises dans leur propre environnement de travail.

La particularité de ces échanges et de l'approche utilisée dans ce projet est son caractère interdisciplinaire et comparatif : un nombre de participants venant de divers horizons a été convié à échan-



ger en groupes de travail sur les solutions pour combattre les problèmes spécifiques aux jeunes. Ainsi les policiers de Neukölln n'ont pas seulement échangé avec leurs collègues de Clichy-sous-Bois mais aussi avec des travailleurs sociaux et des enseignants de leurs pays ou du pays voisin. Cette approche a été décisive dans la réussite du projet : créer une prise de conscience qu'il existe d'autres perspectives qui peuvent venir du pays voisin ou d'autres professionnels.

Dans une optique d'approfondissement de cette thématique, l'accent a été mis pendant les échanges sur trois aspects pédagogiques :

**Appropriation intellectuelle du sujet** : les participants ont pu se familiariser avec les données centrales et le contexte grâce aux exposés introductifs sur le thème de l'immigration et de l'intégration en France comparé avec l'Allemagne et sur celui de la participation citoyenne dans les quartiers sensibles. Grâce à des comptes-rendus sur la situation concrète actuelle des habitants de Neukölln et à Clichy-sous-Bois, ils en ont retiré les connaissances fondamentales pour une première approche de l'échange et pour mieux en cerner les enjeux.

**Aperçu des dispositifs dans la pratique** : les participants ont pu échanger lors de différents workshops mais aussi lors des visites locales (écoles, commissariats de police et autres initiatives locales) sur des projets concrets et les différentes pratiques. Ainsi les professionnels et les élus ont eu la possibilité de plonger dans le quotidien des acteurs et de leurs méthodes de travail.

**Analyser et évaluer les projets** : les participants ont mené une réflexion critique sur les impressions et les connaissances acquises lors de courtes analyses communes et de la réunion plénière finale. Ils ont échangé leurs points de vue sur les similitudes

et les différences, sur les approches gagnantes et sur les difficultés du travail avec la jeunesse, et ont pour finir esquissé les prochaines étapes d'une coopération future.

#### **Participants**

Environ 140 professionnels de France et d'Allemagne travaillent pendant trois ans sur les jeunes avec moins d'opportunités.

#### **Interdisciplinaire**

Les groupes sont interdisciplinaires : enseignants, travailleurs sociaux, policiers, juges, journalistes, chercheurs, agents d'administration, élus, etc.

#### **Thèmes**

Rôle de l'éducation dans l'instauration de l'égalité des chances – Promotion de la participation politique des jeunes – Prévention à la criminalité et à la violence – Identité et histoire nationale etc.

#### **Citations – À quoi cela a-t-il servi ?**

« Beaucoup d'informations et d'impressions intéressantes et touchantes. »

« Réflexion sur sa propre approche. »

« Analyse de son travail à travers les autres. »

« Mise en réseau d'associations de migrants, de structures scolaires et étatiques. »

# Échange de professionnels

## 2010 – Lancement à Clichy-sous-Bois

Après d'intensives préparations, le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » a été lancé en avril 2010 en banlieue parisienne. Dans la cadre de cet échange ont eu lieu des ateliers sur trois sujets : « éducation et formation », « intégration et citoyenneté », ainsi que « prévention et sécurité ». Ceci a permis aux participants de découvrir les acteurs du pays voisin et les différentes facettes du travail de jeunesse, avec pour objectif commun d'élaborer des stratégies locales de résolution des problèmes.

Les participants allemands ont ainsi gagné une vue d'ensemble de la situation de Clichy-sous-Bois. La découverte d'autres structures de coopération et de travail a été perçue comme très enrichissante. Etablir des comparaisons avec Neukölln leur a souvent été difficile car les structures des deux villes sont parfois très différentes. Cet aspect pratique sur place a été profitable pour tous les participants, surtout pour les Allemands qui souhaitaient se confronter davantage aux méthodes en usage chez leurs voisins.

En parallèle de cet échange, les coopérations concrètes entre acteurs ont été approfondies comme pour le projet de théâtre « Cinq versions de la vie » entre le Albrecht-Dürer-Gymnasium et le Lycée Alfred Nobel (voir l'article « Le théâtre comme outil pédagogique et social »).

Les conclusions de cet échange de professionnels et d'élus ont été compilées dans une documentation publiée en août 2010.

## 2011 – Neukölln

À la moitié du projet pilote, les berlinois de Neukölln ont organisé un programme d'échange de professionnels très riche dans leur arrondissement : l'objectif était cette fois que les Français découvrent les réalités sociales de Neukölln afin d'approfondir la coopération et de développer d'autres projets. Les points principaux de débats étaient les suivants : « Jeunesse et culture », « Parentalité » et « Prévention ». Différents projets et locaux ont été présentés comme la direction de la police locale, la maison des voisins de Neukölln, l'association Madonna *Mädchenkultur* ou le projet autour d'une groupe de pères turcs de Neukölln. La nouveauté cette fois-ci a été les quatre rencontres de professionnels autour de cet échange. La rencontre a été complétée par un projet scolaire de théâtre franco-allemand, une exposition photo et un échange de journalistes français et allemands. Pendant que les professionnels découvraient les structures et dispositifs de Neukölln, les élèves ont pu répéter la pièce « Cinq versions de la vie » qu'ils ont ensuite joué devant les professionnels, les élus locaux et nationaux ainsi qu'un public de 300 personnes. De plus, les professionnels ont échangé avec les élèves autour de leurs impressions et leurs expériences.

L'échange a été enrichi d'une exposition de photos intitulée « Clichy sans cliché », qui était présentée pour la première fois en Allemagne à la mairie de Neukölln. Les photographes ont montré dans cette

exposition un autre visage de Clichy-sous-Bois. Enfin, en parallèle de cette rencontre se déroulait un échange de journalistes de France et d'Allemagne également organisé par l'OFAJ, avec pour but de faire changer les visions et perceptions sur les quartiers dits sensibles que sont Clichy-sous-Bois et Neukölln. Les journalistes ne sont certes pas des multiplicateurs directs auprès des jeunes, mais ils participent fortement dans la société à la diffusion de l'image négative des banlieues et des jeunes qui en sont issus.

## 2012 – Conférence de clôture

Une troisième et dernière rencontre de professionnels et d'élus a eu lieu à Neukölln lors de la Conférence de clôture du projet pilote dans le *Werkstatt der Kulturen*. Les participants ont tiré un bilan des trois dernières années pour développer une nouvelle stratégie de coopération pour l'avenir. En parallèle de conférences sur les concepts et dispositifs d'intégration en Europe (en prenant l'exemple des Pays-Bas) en comparaison des structures administratives locales, le sketch « Les différences culturelles dans la politique d'intégration française et allemande » a permis de soulever différents concepts dans un débat vivant. Il en a découlé des dispositifs de financement locaux à Clichy-sous-Bois et Neukölln.

Les questions posées lors de ces trois années de projet ont pu être à nouveau discutées par les participants dans des ateliers de réflexion. Ces discussions ont été enrichies par les présentations d'experts franco-allemands du travail de jeunesse. Les sujets des ateliers comme « la dynamique de groupe dans les rencontres franco-allemandes », « les échanges interdisciplinaires de professionnels et la collecte de fonds » ou encore « les processus d'apprentissage interculturel dans des lieux défavorisés » ont été autant de contenus pour poser la base d'une coopération durable.

À travers une présentation d'extraits du Festival de hip-hop de 2011 (voir article « Le hip-hop comme médium du travail international de jeunesse dans des territoires défavorisés ») et de la pièce « Le dieu du carnage » (voir article « Le théâtre comme outil pédagogique et social »), les jeunes artistes ont pu démontrer la qualité de leur travail pendant ce projet pilote. Les jeunes ont répondu après les représentations aux questions du public. La table ronde avec des représentants de la politique, de l'administration, de l'économie et de la culture a parachevé ce programme par un débat sur l'intégration à travers l'égalité des chances sur le marché du travail.

## Évaluation et conclusion

Les différentes rencontres d'élus et de professionnels ont été continuellement évaluées afin que la méthode et la mise en pratique soient la meilleure possible dans la continuité du projet. Une impression très positive a été dans l'ensemble retirée de cette évaluation. Ces échanges interculturels, par leur structure à la fois théorique et pratique, ont été perçus par tous les participants comme très enrichissants, sincères et sincères. Les impressions



Scène inhabituelle dans un service d'information et de conseil à Clichy-sous-Bois : une habitante discute avec animation avec un agent de police de Neukölln.

et les informations que les participants ont retiré de l'échange étaient à la fois très diverses et très touchantes. Ils ont surtout constaté qu'ils étaient confrontés, à Neukölln comme à Clichy-sous-Bois, à des problèmes similaires. En ce qui concerne les problématiques abordées, les participants de France et d'Allemagne ont constaté qu'ils se trouvaient à différents stades de développement et pouvaient ainsi profiter énormément les uns des autres par le biais de l'échange interculturel.

Plus de 90 % des participants ont déclaré que l'échange avait répondu à leurs attentes. La première pierre d'un réseau interprofessionnel et international a été posée. L'échange d'informations a été très apprécié par tous les participants, car il leur a permis d'établir des comparaisons entre les communes, les pays et les métiers, de mettre à jour des déficits potentiels dans le travail avec la jeunesse actuel et d'en retirer des inspirations pour leur travail quotidien. Les points de vue extérieurs ont aidé aussi bien le groupe français que le groupe allemand à prendre de la distance par rapport à son propre travail, à réfléchir à celui-ci au cours de discussions avec tous les autres participants, à

remettre en question ses propres approches, attentes et manières de procéder au sein des structures respectives (par exemple le système scolaire, la politique d'intégration), et enfin à développer des idées pour de nouveaux projets. Mais même si les participants se sont au cours de cet échange souvent heurtés à certaines limites – celles par exemple de la langue, de la compréhension des différentes structures ou encore de la capacité à assimiler tant d'informations – et s'il n'était possible d'apprendre que de manière restreinte les uns des autres, il n'en demeure pas moins que la spécificité de cet échange a permis aux professionnels et élus d'acquérir de nouveaux savoirs dans le domaine où ils travaillent, d'être stimulés dans leur action par l'échange d'expériences personnelles et la réflexion sur leur propre situation professionnelle. Tout cela grâce à l'étude approfondie d'un autre pays, de sa culture et de sa langue. À travers les évaluations des deux programmes d'échanges, il a été démontré que ces nouvelles approches ont été profitables à l'ensemble du public cible.

#### **Que retiennent les participants ?**

L'amélioration des compétences linguistiques est

## Échange de professionnels

essentielle pour la compréhension entre les professionnels et pour la coopération dans le temps. Ce qui est aussi important : la qualité des relations personnelles, la concordance des professions de chacun – afin que chaque participant ait un homologue avec lequel échanger – l'interdisciplinarité, une proportion équilibrée de salariés et de bénévoles, une participation constante sur la durée des personnels spécialisés, une présence continue des participants pendant l'échange ainsi qu'un travail commun des participants sur certains points du programme.

Pour ce qui est des contenus, la définition des intérêts et des besoins en amont de la rencontre a joué un rôle primordial. La mise en relation des participants d'un pays ainsi que la prise de contact avec les participants de l'autre pays en amont de l'échange ont aussi joué un grand rôle, de même au début de l'échange que la mise à disposition d'un dossier contenant toutes les informations fondamentales et les données de base sur Clichy-sous-Bois et Neukölln. Durant l'échange, la multiplication des visites auprès d'institutions ou de projets concrets et l'identification de champs d'action communs ont aussi joué un rôle. Tous ces aspects ont permis de concevoir un programme

dont le contenu intéressait le plus grand nombre de participants et qui a conduit à l'approfondissement des thématiques.

Concernant la méthode, le but étant une contribution active des participants, plusieurs points se devaient d'être garantis : l'égalité entre les différents personnels spécialisés pendant l'échange, un dialogue approfondi, une composition souple des groupes de travail, un encadrement professionnel des discussions et un programme conçu de manière flexible.

Néanmoins, certains groupes de professionnels ont rencontré dans le développement de projets des obstacles insurmontables. En raison des différentes structures hiérarchiques et administratives, ainsi que pour des raisons de procédures, les professionnels de la police et de la justice n'ont malheureusement pas été en mesure de prolonger leur coopération.

Avec le recul, il convient de noter que ces rencontres d'élus et de professionnels ont été la base et le cadre pour un projet pilote durable. Par la participation de divers groupes professionnels et les comparaisons entre pays, de nom-

« **Quelle égalité des chances pour une meilleure intégration sur le marché de l'emploi ?** » la nécessité d'un dialogue entre le monde administratif et économique fut l'un des objets de la conférence de clôture en 2012 à Berlin. De gauche à droite : Sandeep Singh Jolly (dirigeant de German Telematics Gesellschaft für telematikdienste GmbH), Abdel Aïssou (Directeur Général adjoint de Randstad),



breuses synergies sont apparues et ont permis des rencontres de qualité et des échanges enrichissants pour les jeunes des quartiers défavorisés. Des projets novateurs comme l'échange de théâtre, les rencontres de hip-hop ou la coopération sur les énergies renouvelables n'auraient pas eu lieu sans l'implication des décideurs et des professionnels. Les réseaux créés pendant ces séminaires ont pu être immédiatement mis à profit pour de nouvelles coopérations.

---

## **Borris Diederichs**

chargé de projet Diversité et participation à l'OFAJ, coordination du projet pilote

## **Léa Briand**

chargée de projet à l'imss (2013)

## **Carolin Bretl-Müller**

chargée de recherche à l'imss (2010), évaluation de l'échange de professionnels (2010)

Jacqueline Hénard (publiciste et membre du conseil d'administration de Club 21 Diversity), Franziska Giffey (Conseillère municipale de l'arrondissement de Berlin-Neukölln, en charge de l'éducation, de l'école, de la culture et des sports), Abdelali Meziane (Adjoint au Maire de Clichy-sous-Bois, en charge de la jeunesse, des sport et loisirs) et Ariane Bourrellier (MJC Ile-de-France).





## Interview

Nassim Bitout

Chargé de projets relations internationales de la ville de Clichy-sous-Bois

### **Quelles ont été vos surprises lors des échanges entre les professionnels des deux villes ?**

Le plus surprenant a été de constater que malgré les différences culturelles et professionnelles, les problématiques restent assez similaires entre nos pays. Les questions d'intégration et d'éducation transcendent les différentes langues et cultures. Les défis lancés par le vivre ensemble ne s'arrêtant pas aux frontières, les échanges de pratiques ont un intérêt certain dans nos métiers. Ainsi, réfléchir ensemble à la socialisation des jeunes enfants, à la transmission des valeurs communes et aux différents modes de régulation sociale est un atout important.

Cette volonté de travailler ensemble n'a cependant pas été suffisante pour avancer dans notre réflexion commune. La phase de prise de contact et de connaissance mutuelle a été déterminante car elle a suscité l'étonnement face aux valeurs, aux approches et aux techniques différentes utilisées par nos deux pays. Il était intéressant de constater que malgré nos points communs, notre vision de l'altérité et notre approche des méthodes d'intégration et d'éducation diffèrent à ce point. Ainsi le simple fait de rapprocher les concepts d'immigration et de sécurité a été un débat que nous avons du avoir avant même de débiter nos échanges. Pour nous il n'était pas possible de lier ces deux problématiques car cela ne correspondait pas à notre approche et à notre perception des choses.

### **En quoi l'échange entre les administrations de deux pays est-il important voire indispensable ? Comment peut-on préparer au mieux ce type d'échange ?**

L'échange est indispensable car il permet de prendre du recul sur ses pratiques professionnelles et de s'interroger sur les méthodes employées au quotidien. Il est surtout important car la rencontre ou parfois la confrontation entre professionnels, jeunes et populations implique de trouver immédiatement des réponses pragmatiques à des interrogations interculturelles et professionnelles. Ainsi, la rencontre permet de modifier son image du

monde et sa « carte des valeurs ».

Préparer un échange est toujours délicat car le manque de temps est souvent l'ennemi de nos projets. Cependant, des rencontres préparatoires en « face à face », et pas uniquement via internet ou le téléphone, semblent indispensables. Il est fondamental d'appréhender le contexte et les enjeux sociaux, politiques et administratifs afin que l'échange de professionnels soit efficace et sans malentendus.

### **Est-ce que votre implication dans le projet pilote a modifié votre manière de travailler dans votre institution ?**

Difficilement, car l'importance des procédures, de la réglementation et des cultures professionnelles rendent difficile l'intégration de méthodes nouvelles. Ce point est important car il pose les limites de nos échanges. Malgré la bonne volonté des participants nous ne pouvons déroger aux contraintes différentes imposées par nos administrations et nos lois.

### **Les échanges entre Clichy-sous-Bois et Neukölln ont été intenses pendant trois ans. Cela signifie-t-il la fin d'une étape mais aussi la fin de l'échange ? Quelles sont les nouveaux défis à relever ?**

Même si l'expérience est enrichissante, elle n'est pas suffisante. Malgré trois années de collaboration, il aurait été intéressant de poursuivre ces échanges notamment pour les habitants. Si un défi reste à relever, c'est bien celui de la rencontre des populations, outil nécessaire à une identité européenne commune. S'il est possible et indispensable, à un niveau professionnel, de consacrer du temps à la réflexion, il est impératif de mettre en place des projets d'échanges concrets pour nos habitants. La pérennité de ce type de programme passe certainement par les professionnels mais surtout par l'échange et la rencontre entre les populations. C'est pourquoi nous tentons, avec nos différents partenaires, de poursuivre nos échanges notamment sur la question des femmes-relais.

# Interview

Michael Lisowski

Responsable « relations publiques et prévention » de la police de Berlin



## **Qu'est-ce qui vous a le plus étonné ou surpris pendant les échanges de professionnels entre Berlin-Neukölln et Clichy-sous-Bois ? Quelles étaient les plus grosses différences entre la police française et allemande ?**

Clichy-sous-Bois n'avait pas de commissariat au moment de notre visite (il était en construction). Du coup, c'était des policiers d'une autre ville qui faisaient les patrouilles dans Clichy-sous-Bois. L'identification avec la population et ses problèmes m'a parue difficile. La police française se focalise principalement sur la répression et l'enquête. On avait l'impression que les dispositifs techniques (caméra de surveillance par exemple) étaient là pour résoudre les problèmes. Nous n'avons pas vu de travail de prévention classique « sur le terrain » de la part des policiers. Contrairement à l'Allemagne, en France et en particulier à Clichy-sous-Bois, le travail de prévention est établi par le maire et son administration.

## **Comment le travail de prévention est-il organisé à Berlin ?**

Berlin est divisée en 36 sections de police. Chaque section est dotée de sa propre équipe de prévention composée de deux policiers. L'un d'eux est responsable de la prévention criminelle (par exemple violence dans la sphère publique, harcèlement et autres phénomènes spécifiques aux jeunes), ainsi que des actions de prévention des cambriolages ou des chapardages de vélos. Le deuxième policier est quant à lui responsable de la prévention des accidents de la route, avec par exemple la surveillance des trajets menant aux écoles ou la sécurité des seniors sur la voie publique. Ces deux domaines d'intervention pouvant être liés par des approches intégratives. Les réunions de prévention contre la violence sont en général organisées en commun par le conseiller à la sécurité routière et le chargé de la prévention. Ceci permet à l'équipe de prévention d'agir rapidement et efficacement dans les écoles lors de réunions sur des thèmes actuels tels que le harcèlement ou la consommation d'alcool et de drogues sur la voie publique. Cette structure particulière de la police

de Berlin permet à chaque section de réagir vite et de manière individuelle à des actes délictueux ou des manquements aux règles de sécurité routière. Les agents de police responsables de la prévention travaillent en règle générale en coopération étroite avec les écoles. Ceci crée sur le long terme une relation personnelle et de confiance entre les élèves et les chargés de prévention au sein des sections de la police.

## **Quel rôle l'intégration des jeunes issus de l'immigration joue-t-il au sein du travail des polices de Neukölln et de Clichy-sous-Bois ?**

La police de Berlin a depuis plusieurs années compris que pour un travail de prévention efficace avec des jeunes venant de familles issues de l'immigration, elle devait prendre en compte un grand nombre de facteurs : les familles qui immigreront en Allemagne viennent de nations différentes ; elles maîtrisent peu ou pas du tout la langue allemande ; les systèmes juridique et scolaire leurs sont pour la plupart étrangers. Le processus d'intégration est alors très long. Mon impression a été différente en France. Beaucoup de migrants viennent de pays francophones. De plus, une grande partie des migrants ont la nationalité française. J'avais l'impression que seul leur contexte culturel les différencie d'avec les Français non-issus de l'immigration. Ils se sentent déjà Français. Le processus d'intégration semble apparemment plus facile. Le problème se trouve surtout du côté des Français non-immigrés, qui ne reconnaissent pas les immigrés comme français à part entière. Ceci entraîne des conflits qui se répercutent aussi sur le travail de la police.

## **Dans quelle mesure un échange entre professionnels et administrations des deux pays est important voire indispensable ?**

L'échange a servi dans un premier temps à apprendre à se connaître et à se comprendre. Même sur des sujets comme la sécurité, où il y a peu de points communs, l'expérience était importante pour comprendre les structures de police du pays voisin. Il était également intéressant de voir les différentes visions et approches quant à la

## Échange de professionnels

recherche de solutions aux problèmes de sécurité. La visite du commissariat de la ville voisine de Montfermeil, responsable du secteur de Clichy-sous-Bois au moment de la visite, a été très informative, de mêmes que celles d'un centre culturel pour jeunes ainsi que du lieu de rencontre pour femmes à Clichy-sous-Bois.

### **Comment planifier ce genre d'échanges et y préparer les professionnels et les institutions au mieux ?**

Un échange devrait être organisé, comme dans notre cas, à travers une institution externe. A travers l'« éclairage » neutre sur certains thèmes, nos discussions ont porté leurs fruits. Mais malheureusement, il faut le reconnaître, pas dans le domaine de la sécurité. Les différentes structures n'ont pas permis d'aboutir, dans le cadre du projet, à des résultats ou des démarches dans l'optique d'une collaboration approfondie.

### **L'échange a permis de rencontrer des professionnels d'autres domaines. Comment avez-vous considéré l'échange avec d'autres professionnels de France mais aussi de Neukölln ? Qu'est ce que cet élément supplémentaire vous a apporté ?**

L'échange avec les professionnels d'autres domaines a été très informatif. Le sujet « école et éducation » m'a particulièrement intéressé. J'ai pu tout d'abord observer les échanges intenses entre enseignants et éducateurs des deux pays. Le projet commun de théâtre et la mise en place d'une plateforme en ligne n'ont pas seulement contribué à des échanges et contacts permanents entre enseignants mais surtout entre les élèves de Clichy-sous-Bois et de Neukölln.

**A droite :** pendant longtemps, Clichy-sous-Bois n'avait pas de commissariat. Les professionnels ont donc visité celui d'une ville voisine.

**En dessous :** réflexions à la lumière de trois années d'échanges : Michael Lisowski lors la conférence de clôture du projet « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln ».



MISSARIAT DE POLICE



# Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances à travers l'accompagnement social de proximité

Irène Servant

**A gauche :** conférence de clôture à Berlin

**A droite :** séminaire à l'Académie Européenne de Berlin.



Les questions d' « intégration » et d' « égalité des chances » sont étroitement liées à celles concernant l'accès des individus à la société, considérée comme la société d' « accueil ». Accès physique d'abord, dans le sens très concret de l'arrivée dans un nouveau pays. Accès structurel, culturel, social et personnel, ensuite, se référant aux différentes barrières, plus ou moins visibles, qui définissent les cadres de vie commune d'une société.

L'enjeu est donc de transmettre aux nouveaux arrivants des outils leur permettant une participation à chances égales dans la société, qu'il s'agisse d'apprentissage linguistique, de compréhension culturelle ou d'insertion dans un milieu professionnel. En France et en Allemagne, les gouvernements ont mis en place des « mesures d'intégration » visant à favoriser cette transmission. Elles peuvent prendre la forme de directions politiques à travers l'institution de portefeuilles gouvernementaux ou de mesures concrètes, telles que le Contrat d'Accueil et d'Intégration en France (depuis 2007) ou les cours d'intégration en Allemagne.

L'effectivité de ces actions, issues de différents bords politiques, ainsi que le terme même d' « intégration », restent discutés. Ils font face à une adhésion mitigée de la part du public concerné et plus globalement de la société civile engagée dans ce domaine. Aussi bien à travers les politiques concrètes qu'à travers le terme d' « intégration », c'est l'aspect unilatéral du procédé qui est contesté. Comme l'indique la sociologue Dominique Schnapper, le terme d'intégration « peut sembler impliquer que les comportements doivent se conformer à des normes déjà établies »<sup>1</sup>.

Au travers de l'ambiguïté épistémologique du terme relevant à la fois de la sociologie et de la politique, existe le risque de confusion entre une politique visant à une cohésion sociale dans son ensemble et une démarche semblant forcer l'adaptation de nouveaux arrivants à une société déjà donnée.

Dans la réalité domine plutôt cette dernière inter-

prétation, aussi bien parmi les nouveaux arrivants qu'au sein de la société d'accueil. Ainsi les mesures politiques, visant à « accueillir » un public ciblé, sont parfois perçues comme une offre de dialogue à sens unique ou simplement incomprise par ce même public. Ces incompréhensions, de même que le sentiment des nouveaux arrivants de ne pas être respectés en tant que personnes, mènent souvent à l'inefficacité des mesures étatiques d'intégration. C'est pour combler ces déficits que des initiatives et projets adaptés aux besoins des groupes ciblés se sont développés dans des villes comme Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln, cherchant à rendre un autre type de transmission possible grâce au travail social de proximité.

Le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » avait pour but de promouvoir, entre autres, la rencontre d'acteurs sociaux travaillant à la promotion de l'intégration et de l'égalité des chances auprès de, ou en lien avec la jeunesse. Le Centre Social de l'Orange Bleue et l'Arifa (Archives de l'immigration familiale) à Clichy-sous-Bois et le Diakoniewerk Simeon à Neukölln poursuivaient les mêmes objectifs – de permettre l'inclusion de familles socialement isolées, principalement d'origine étrangère, grâce au travail de médiatrices socioculturelles et des *Stadtteilmütter* – leur partenariat semblait pertinent pour une comparaison des différentes mesures d'intégration.

Les *Stadtteilmütter* du Diakoniewerk Simeon sont des femmes d'origine étrangère, majoritairement mères de famille, résidentes à Neukölln. Jusqu'à en situation d'inactivité, elles sont formées pendant six mois sur dix thèmes se rapportant à l'éducation et la santé, puis sont employées sur une période d'un à trois ans. Leur tâche est alors de retransmettre ces informations au cours de visites qu'elles effectuent dans des familles de leurs quartiers et dans leur langue maternelle.

Les médiatrices socioculturelles (auxquelles on se réfère désormais sous l'appellation de « médiatrices » seulement) de l'Arifa à Clichy-sous-Bois



sont également d'origine étrangère. Elles tiennent des permanences dans leurs locaux ou directement dans des lieux clés (bureau de poste, maison des services publics- plate-forme d'accueil des différents services administratifs...) et accompagnent les habitants de Clichy-sous-Bois auprès de l'administration ou lors de visites médicales en les informant dans leur langue maternelle sur leurs droits et/ou sur les démarches à suivre.

L'enjeu principal des missions, à Clichy-sous-Bois comme à Neukölln, réside dans l'établissement d'une relation personnelle et de confiance entre les médiatrices/*Stadtteilmütter* et leur public cible par le biais d'un dialogue dans la langue maternelle des personnes concernées.

Comment cet objectif et ces méthodes comparables sont-ils appliqués dans deux contextes nationaux et politiques différents ? Comment comprendre des évolutions parfois dissemblables ? Et comment expliquer, malgré ces divergences, ce même choix de l'accompagnement de proximité ? La première partie de cet article sera consacrée à une définition de la notion de proximité et à une comparaison franco-allemande de l'application de cette notion dans le domaine du travail social. Une fois ce cadre théorique posé, nous chercherons à comprendre les divergences franco-allemandes à travers l'exemple concret de la rencontre entre Clichy-sous-Bois et Neukölln et, au-delà des différences, le choix commun de ce type de projet pour favoriser l'intégration et l'égalité des chances.

#### La France, l'Allemagne et la proximité

La notion de proximité (en allemand *Nähe*), a en français comme en allemand un sens propre (une courte distance dans l'espace) et un sens figuré référant au caractère d'affinité, de parenté, entre deux personnes ou entités abstraites<sup>2</sup>.

Dans la même famille étymologique, on trouve en français, comme en allemand, le « prochain », (« der Nächste »), c'est-à-dire l'Autre. Au-delà de ces observations étymologiques, le terme de « proximité » a pris en France un sens de plus en

plus politique, s'étendant à des domaines variés (police de proximité, juges de proximité)<sup>3</sup>.

Cette extension d'emploi correspond à la mise en avant d'une action politique plus décentralisée, plus « proche » du citoyen (sur laquelle nous reviendrons dans ce chapitre) par l'État. Il trouve dans la langue allemande un équivalent déclinable selon les épithètes : *Bürgernah* (proche des citoyens), *Kieznah* (proche du quartier).

L'intérêt de cette courte observation étymologique est de montrer la complexité du travail social de proximité dans des environnements urbains touchés par une certaine disparité, c'est-à-dire où la proximité géographique (au sens propre), ne va pas nécessairement de pair avec une proximité sociale (au sens figuré : une « familiarité » avec l'environnement global, aussi bien humain que structurel). Quelles solutions sont apportées en France et en Allemagne face à ces disparités, ce décalage entre une promiscuité territoriale et une absence de liens sociaux ou identitaires avec cet environnement de proximité ? Comment expliquer l'approche de l'accompagnement de proximité dans les deux pays ?

#### L'approche territoriale : politique de la ville en France et ville sociale en Allemagne

La « politique de la ville », comprise dans le contexte actuel français comme le travail public auprès des quartiers « en difficulté », est le résultat de deux évolutions du paysage politique français, au sens propre, territorial, d'une part et figuré, structurel, d'autre part.

Initié par le processus d'industrialisation en France, au cours du XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> siècle, le fort développement démographique dans les villes est intensifié par le baby-boom suite à la Seconde guerre mondiale. Il a pour conséquence en France une crise du logement urbain, à laquelle l'État tente de répondre par la création de « grands ensembles », en périphérie des villes importantes<sup>4</sup>. Si cette politique permet dans un premier temps de créer du logement en masse, elle aboutit, dès les années 1970, à un isolement de fait des popula-

tions vivant dans les grands ensembles. Délaissés par les habitants qui en ont les moyens au profit de logements directement dans les villes ou dans des zones pavillonnaires en banlieue, nombre de ces quartiers manquent d'infrastructures et de moyens de transport directs vers les centres villes.

Ces problèmes des grands ensembles deviennent une priorité politique, donnant naissance au terme de « politique de la ville » dans les années 1980, en partie suite aux émeutes dans la banlieue lyonnaise en 1981.<sup>5</sup> En lien avec cette évolution urbaine et démographique, le processus de décentralisation s'accélère au début des années 1980 avec l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir. Les responsabilités des collectivités territoriales sont redessinées, relativisant le pouvoir du gouvernement central au profit des collectivités locales<sup>6</sup>. Ces deux évolutions parallèles donnent naissance à une nouvelle forme d'interaction entre l'État et les collectivités (région ou municipalité) : une politique partenariale sous forme de contrats, favorisant une action ciblée territorialement et limitée temporairement<sup>7/8</sup>.

Une autre particularité de la politique de la ville est son aspect « pluridimensionnel » et de ce fait interministériel. Le Comité Interministériel des Villes (CIV, instance de décision), puis la Délégation Interministérielle des Villes (DIV, instance d'exécution), rattachés au Ministère de la Ville, sont créés respectivement en 1984 et 1988 pour assurer la coordination des différents ministères dans ce domaine d'action prioritaire.<sup>9</sup> Des zones d'actions, (Zones Urbaines Sensibles – ZUS), quartiers ciblés au sein de villes, sont définies dans un deuxième temps par le « Pacte de relance pour la ville » en 1996. Dans ce cadre l'intervention se fait sous la forme d'appel à projets lancés par l'État.

Dans les deux cas (contrat ou appel d'offre), il s'agit de projets de développement social et/ou urbain allouant un financement limité à une collectivité locale, voire un quartier, ciblés. Malgré un processus de décentralisation permettant aux collectivités locales de bénéficier de plus d'autonomie, l'impulsion reste donnée par l'État, relayé par de nouvelles institutions de coordination.

En Allemagne, la politique de la « ville sociale » (Soziale Stadt), initiée en 1999, a une autre origine<sup>10</sup>. Suite à l'unification allemande, un très grand nombre d'habitants de l'Est de l'Allemagne s'installent dans les grandes villes de l'Ouest du pays, où les perspectives économiques sont plus attrayantes. En résultent alors des disparités démographiques et économiques très fortes entre Est et Ouest, ainsi qu'au sein même des villes, engendrant des inégalités intra-communales croissantes. Face à cette situation, le gouvernement allemand, suivant l'initiative de certains États fédérés (Länder), décide de mettre au point un programme assurant la cohésion et l'inclusion sociales au sein de villes ciblées : la « ville sociale ».

Le programme de la ville sociale repose sur un système de coopération des différents acteurs du système fédéral (État fédéral, États fédérés et villes) et vise une action dans cinq domaines précis : habitat, école et éducation, intégration, santé et économie locale.

Au niveau de la méthode, un point central du programme consiste en la collaboration et la mise en réseau d'acteurs privés et publics. C'est le principe du Quartiersmanagement – mot pour mot « gestion de quartier » – qui permet la constitution de Conseils de quartiers où siègent ensemble habitants, associations, commerçants, et auxquels sont alloués des budgets pour la mise en place de projets au sein du quartier.

Cette forme de démocratie participative permet une inclusion directe et active des habitants dans la vie de leur quartier, tel que le préconise le principe d'État « animateur » comme le nomme par exemple Jacques Donzelot<sup>11</sup> (en allemand « aktiverender Staat », terme employé pour la première fois en Allemagne par la coalition socio-démocrate et verte en 1999<sup>12</sup>).

Malgré une relative autonomie d'action, la décision gouvernementale de réduire le budget du programme « ville sociale » en 2010 révèle la position de dépendance de fait des communes par rapport au gouvernement fédéral<sup>13</sup>.

À des problématiques similaires (crise du logement, disparité, polarisation) les États français et allemand ont donc cherché à apporter des réponses comparables s'axant autour de la lutte contre les disparités et pour la cohésion sociale en milieu urbain, à travers le financement ciblé de projets dans des zones perçues comme prioritaires. Il s'agit dans les deux cas d'une approche à la fois territoriale et sociale. Dans les deux pays, une attention nouvelle a été portée à la participation directe des habitants, les sortant d'un rôle passif de la réception d'un service, pour les amener à agir directement dans leurs quartiers (approche comprise surtout en « nouvel allemand » et, depuis peu, en « nouveau français » sous le terme d'empowerment).

La structure fédérale allemande, plus encline à la délégation de services à des structures privées, permet dans ce contexte une action plus autonome qu'en France à la fois de la part des villes (dont le lien à l'État fédéral est relativisé par l'action intermédiaire des États fédérés) et des habitants, par exemple à travers les Conseils de quartier. Cette action indépendante est relativisée en France par le lien fort qui lie les communes à l'État (notamment à travers la contractualisation directe avec lui), permettant une unité d'action au niveau national.

Ces deux tendances – autonomie relative des communes allemandes et liens très forts entre l'État central français et ses villes – se retrouvent concrètement dans l'application du travail social de proximité dans les quartiers. Au travers des programmes de la politique et la ville et de la « ville sociale » aussi bien en France qu'en Allemagne, l'accent n'est plus simplement mis sur le combat contre le processus de désintégration et sur la pérennisation du travail social de proximité mais aussi sur les principes d'émancipation et de participation de la population dans son environnement social direct.

### **Le travail social de proximité**

En France, le travail social de proximité apparaît



Sur les toits de Neukölln : comment prendre de la hauteur pour considérer les différences et les similitudes des deux quartiers.

dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à un moment de forte industrialisation, provoquant une surpopulation des villes et un accroissement des disparités au sein de celles-ci. C'est à cette période que naissent les premiers Centres Sociaux, créés dans le but de favoriser l'implication des habitants dans leur espace social. Si les centres sociaux sont nés d'initiatives privées et indépendantes de l'État, ils se développent cependant tout au long du XX<sup>e</sup> siècle avec des subventions et un soutien publics.<sup>14</sup> Le processus de décentralisation au cours des trente dernières années, décrit plus haut, conduit de ce fait à une démultiplication des partenaires financiers des centres sociaux et à une diversification des contrats de financement<sup>15</sup>. A contre-sens de cette complexification du financement, les Centres Sociaux se sont organisés dès 1922 en Fédération (Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels de France), assurant une unité nationale à leur action locale.

Parallèlement à cette évolution, des initiatives privées, de plus petite envergure, travaillent dans différents quartiers en France avec des « femmes-relais », souvent bénévoles, pratiquant une médiation linguistique, sociale et culturelle pour des familles primo-arrivantes. Ainsi, l'association Archives de l'Immigration Familiale (ARIFA) est créée en 1989 à Clichy-sous-Bois par le médecin Sakina Madaoui qui remarque que nombre de ses patientes se font accompagner par une amie ou connaissance maîtrisant mieux la langue et étant plus familières des procédures<sup>16</sup>. Il ne s'agit pas seulement de traduire l'entretien avec le médecin, mais surtout d'informer la patiente sur les démarches de santé et pratiques réglementaires dans le cabinet médical. Originaire de Clichy-sous-Bois, la professionnalisation de ce type de médiation évolue et est relayée par d'autres associations en France. L'accompagnement ne concerne pas seulement le domaine médical mais s'étend à toute autre démarche adminis-

trative et, dans le cas notamment de l'Arifa, à des événements et sorties culturelles.

Le concept de médiation sociale est abordé dans le cadre de la politique de la ville, décrite plus haut, et est défini le 22 septembre 2000 lors d'un séminaire co-organisé par le Ministère de la ville<sup>17</sup> : la médiation sociale se décline en différents profils de métiers: médiateur social et culturel, médiateur social dans l'espace public, les transports ou le logement, correspondant de nuit, médiateur scolaire, médiateur de santé... Les postes de médiateurs (environ 13 000 en France en 2011) sont financés principalement par l'État par le biais des emplois aidés, et dans une moindre mesure par les collectivités locales<sup>18</sup>.

La médiation sociale, issue d'initiatives privées puis soutenue et développée par la volonté politique publique, apparaît comme un service adapté à des quartiers ciblés comme « prioritaires » et vient compléter les « services » proposés par les Centres Sociaux par un accompagnement au cas par cas. La médiation sociale et culturelle, telle qu'elle est pratiquée par exemple à Clichy-sous-Bois, montre la pertinence du travail sur la proximité, à la fois géographique et sociale, à travers la création d'un lien de confiance entre médiatrice et habitante, permettant d'établir une communication avec les institutions administratives sur place.

Ce lien direct de l'État avec les actions de proximité est relativisé en Allemagne par la fonction particulière des organisations caritatives. Six organisations (Caritas, Diakonie, Zentralwohlfahrtsstelle der Juden, Rotes Kreuz, Arbeiterwohlfahrt et Paritätischer Wohlfahrtsverband) disposent d'un statut privilégié au sein de la société civile allemande puisqu'elles bénéficient « d'une priorité conditionnelle » pour les actions et établissement à caractère sociaux et ont en retour une obligation de garantie de services envers l'État<sup>19</sup>. Cette particularité est due, entre autres, à la forte influence des œuvres caritatives

## L'accompagnement social de proximité

d'inspiration religieuse en Allemagne, sans commune mesure en France.

Les trois quart des services sociaux allemands sont pris en charge par l'une de ces six organisations caritatives, qui gèrent aussi bien des jardins d'enfants, que des hôpitaux, des maisons de retraites ou encore des services de conseil et des permanences. Les organisations bénéficient d'une indépendance d'action, toutefois relative puisqu'elles sont tenues de rendre des comptes à l'État allemand<sup>20</sup>.

Chacune des six organisations détient une orientation propre, qu'elle soit religieuse pour Caritas (catholique), Diakonie (protestante) et Zentralwohlfahrtsstelle der Juden (judaïque), ou encore sectorielle pour les autres (Rotes Kreuz, Arbeiter Wohlfahrt, Paritätischer Wohlfahrtsverband). Selon leurs orientations, les organisations caritatives perçoivent également un financement privé structurel. Ainsi la Caritas et la Diakonie sont financées à hauteur d'environ 10% par leurs Eglises respectives<sup>21</sup>.

Une telle structure, que certains auteurs rapprochent du système corporatiste (fondé sur la coopération entre l'État et des « corporations » d'intérêt) correspond à l'attachement allemand au principe de subsidiarité (délégation des tâches).<sup>22</sup> Il n'empêche pas la fondation de multiples initiatives et associations privées, financées par divers fonds publics (nationaux, locaux, européens) et proposant des services dans le domaine social.

C'est ce même principe de subsidiarité, qui a permis la naissance des *Stadtteilmütter* à Berlin-Neukölln, issues d'un projet du *Quartiersmanagement* du quartier *Schillerkiez*. Ainsi, le *Diakoniewerk Simeon* de Neukölln a conçu avec les habitantes du quartier le projet *Stadtteilmütter*, visant à créer un lien avec les mères de famille pri-

mo-arrivantes ayant un accès difficile au système scolaire allemand.

Inspirées dans leur action par le projet hollandais « Ruzzak » (sac à dos), les *Stadtteilmütter* travaillent avec une « sacoche » contenant des jeux et de la documentation informative sur dix thèmes autour de l'éducation, la scolarisation et la santé en Allemagne. L'objectif est double : il s'agit d'une part de favoriser l'épanouissement scolaire, linguistique et personnel d'enfants d'origine étrangère à travers un travail d'information auprès de leurs parents. D'autre part, le projet vise à l'insertion professionnelle des *Stadtteilmütter* : elles-mêmes d'origine étrangère et jusque-là en situation d'inactivité, elles n'ont pas, ou peu, de diplômes. Comme chez les médiatrices, le projet de la *Diakoniewerk Simeon* « joue » donc sur les deux niveaux de la proximité : elles accompagnent les primo-arrivantes dans le quartier, voire opèrent directement auprès des familles concernées, et construisent un lien de confiance et de compréhension culturelle et linguistique.

Malgré des différences structurelles, la Diakonie et l'Arifa ont constaté un besoin similaire : celui des familles, principalement des mères primo-arrivantes isolées linguistiquement et socialement et ayant peu accès aux structures scolaires et administratives locales.

### **Les *Stadtteilmütter* de Neukölln à la rencontre des médiatrices socioculturelles de Clichy-sous-Bois**

Le public des *Stadtteilmütter* à Neukölln, tout comme celui du Centre Social de l'Orange Bleue ou de l'Arifa à Clichy-sous-Bois, se trouve dans une situation de mobilité géographique réduite, due, surtout à Clichy-sous-Bois, à un enclavement géographique, mais également à des barrières

Discussion avec une mère de famille de Neukölln (deuxième à droite) dans un « Café pour parents ».



linguistiques, à l'appréhension d'un univers étranger, voire, pour certaines femmes, à des situations familiales spécifiques (interdiction plus ou moins stricte de quitter seule le domicile). C'est cette situation d'isolement que les associations sur place cherchent à combattre à travers des mesures de proximité : visites au domicile, activités de groupe ou accompagnements individualisés.

L'échange franco-allemand apporte une réponse nouvelle et originale dans la mesure où il permet une « ouverture » et une découverte à travers les médiatrices et *Stadtteilmütter* de problématiques similaires dans une ville et un pays pourtant autres. Une prise de distance qui vient donc compléter l'approche de proximité.

L'échange virtuel favorisé dans un premier temps pour permettre à un public, dont la mobilité se trouve réduite, de se projeter de l'autre côté du Rhin, a fait place dans un second temps à deux rencontres physiques des *Stadtteilmütter*, médiatrices, coordinatrices et directrices. Ces voyages ont permis une confrontation et compréhension directe de l'univers de vie et de travail des partenaires, grâce à des visites commentées des deux quartiers, des discussions et groupes de travail et à des immersions professionnelles dans les activités des collègues.

### Que révèle l'échange ?

L'échange des *Stadtteilmütter* et des médiatrices a permis d'identifier trois divergences entre les deux initiatives.

### Réalités urbaines

Une première divergence tient aux réalités urbaines très différentes de Clichy-sous-Bois et de Neukölln. La situation d'isolement géographique des habitants de Clichy-sous-Bois en marge de la métropole parisienne ne rencontre pas d'équivalent dans la circonscription de Neukölln, située au sein même de la ville de Berlin et à quelques stations de métro de son centre touristique. Bien que les mères de famille rencontrées par les *Stadtteilmütter* soient dans de nombreux cas réduites de facto à l'« immobilité » par méconnaissance de la langue allemande, par peur ou par impossibilité de s'absenter seule hors du quartier voire du logement (interdiction au sein de la famille ou emploi du temps rythmé par les différentes occupations du foyer), elles ont potentiellement la possibilité de se déplacer relativement aisément dans Berlin.

Dès lors, l'accompagnement de proximité à Clichy-sous-Bois prend une autre dimension. L'ouverture culturelle et la découverte de l'environnement urbain est un des objectifs de l'Arifa et du centre social de l'Orange Bleue qui mettent en place, individuellement et conjointement, des projets de découverte de la ville de Clichy-sous-Bois à vélo et des sorties culturelles à Paris, qui n'est située qu'à quinze kilomètres. Il s'agit d'encourager les familles sur place à s'approprier leur environnement de proximité, auquel elles n'ont pas un accès immédiat. La situation est donc très différente de celle de Neukölln, où les habitants n'ont besoin que de vingt minutes pour rejoindre le centre de Berlin. Outre un réseau de transport plus dense permettant des déplacements dans Berlin plus fréquents, l'absence

de ce champ d'action chez les *Stadtteilmütter* à Neukölln s'explique également par la présence d'autres structures, notamment le *Quartiersmanagement*, mentionné plus haut, qui permet aux habitants de Neukölln d'avoir un espace à leur disposition au sein duquel ils peuvent participer directement à l'organisation de leur environnement.

### Porteurs des projets et reconnaissance de l'activité

Une autre différence importante tient au cadre porteur des deux projets. Comme décrit plus haut, le projet *Stadtteilmütter in Neukölln* a été initié au sein d'une « filiale » de l'organisation caritative d'affiliation protestante Diakonie, alors que l'Arifa est une association locale, sans implantation au niveau national.

Cette différence structurelle a des conséquences concrètes. L'implantation nationale de la Diakonie permet une mise en réseau et une synergie de moyens, soutenant le développement du projet des *Stadtteilmütter* au-delà de Neukölln et de Berlin. A l'inverse, l'Arifa travaille « seule ». Le travail des médiatrices est cependant relayé au niveau national par le Ministère de la Ville, dans le cadre de la politique du même nom.

Une autre conséquence des structures de projets différentes réside dans le fait que bien que la médiation socioculturelle soit un métier reconnu nationalement, toujours dans le cadre de la politique de la ville, les médiatrices de l'Arifa déplorent un manque de reconnaissance effective de leur champ d'action professionnel.

Les *Stadtteilmütter* sont quant à elles formées et certifiées par la Diakonie et soutenues par des mesures de soutien à l'intégration sur le marché du travail. Mais elles n'ont pas de diplôme ou de formation reconnues par l'État, et leur situation professionnelle reste ainsi précaire. Leur nombre (90 à Neukölln en 2013) et la localisation de leurs bureaux au sein de la mairie d'arrondissement, sont cependant des marques de leur présence et de la reconnaissance politique dont bénéficie le projet à Berlin-Neukölln.

Les *Stadtteilmütter* et les médiatrices rencontrent ainsi des problématiques similaires (développement structurel du projet, reconnaissance professionnelle d'un métier), sous des formes différentes.

### Approches pédagogiques et méthodiques

Enfin, en conséquence des divergences déjà évoquées, les missions d'accompagnement se déclinent différemment dans les deux projets. Le projet de l'Arifa a permis de professionnaliser dès 1989 une pratique, déjà existante sur la base du bénévolat, d'information, d'accompagnement et de soutien auprès de familles primo-arrivantes. Le projet *Stadtteilmütter* a conçu quant à lui un programme d'accompagnement à double visée : à la fois l'intégration des mères de familles primo-arrivantes mais aussi des mères de quartier (*Stadtteilmütter*) elles-mêmes en leur proposant une possibilité d'insertion sur le marché du travail allemand. L'objectif du projet *Stadtteilmütter* réside principalement dans le soutien auprès des mères de famille primo-arrivantes, en vue de l'épanouissement scolaire et multilinguistique de leurs enfants. Une telle mission

## L'accompagnement social de proximité

à visée presque éducative diffère de celle de l'Arifa qui cible en premier lieu la femme, citoyenne et mère.

Le travail avec et pour la jeunesse diffère de ce fait dans les deux projets : les *Stadtteilmütter* sont avant tout des mères s'adressant aux mères de leurs quartiers, elles travaillent en collaboration avec des jardins d'enfants, des écoles, exercent une formation éducative auprès de leur public et entrent en contact avec les familles principalement par le biais de leurs enfants. Elles transmettent aux familles des outils pédagogiques (lecture, apprentissage linguistique, développement psychomoteur), conseillent et accompagnent les mères pour l'épanouissement de leurs enfants. Le travail autour de la parentalité, également un axe majeur chez l'Arifa, se concentre en premier lieu sur l'accompagnement de l'adulte (démarches médicales pré- et postnatales, inscription et suivi scolaire de l'enfant par exemple).

Ces approches variées d'une thématique commune ont donné lieu à de nombreuses discussions lors des deux rencontres : comment accompagner le parent dans la réussite scolaire de son enfant ? A quelles questions relatives à l'éducation sont confrontées les médiatrices et *Stadtteilmütter* et comment y répondent-elles ? Quels sont les outils pédagogiques proposés ?

Outre les valeurs protestantes de la Diakonie, c'est également la perception du travail sur et pour l'intégration en France et en Allemagne qui explique ces différences. En Allemagne, où l'identité nationale passe avant tout par une identification culturelle et linguistique, le travail des *Stadtteilmütter* vise en premier lieu à informer et à soutenir les femmes primo-arrivantes dans l'éducation culturelle, linguistique et sanitaire de leurs enfants. En France, où l'insertion sociale tient traditionnellement à l'adhésion à un système de droits et de valeurs politiques, le travail d'information des médiatrices se base moins sur l'éducation et favorise davantage l'information relative aux droits des habitants et à leur accompagnement dans des démarches de santé ou administrative.

### **Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances à travers l'accompagnement social de proximité**

Au-delà des divergences susnommées, l'échange a confirmé surtout un point commun central : le projet de l'Arifa, tout comme le projet *Stadtteilmütter*, sont des projets phares, qui ont inventé une approche nouvelle pour assurer un lien par la proximité géographique avec des familles primo-arrivantes, socialement isolées, à Berlin-Neukölln et Clichy-sous-Bois.

En France, comme en Allemagne, l'accompagnement de proximité par des médiatrices ou *Stadtteilmütter* maîtrisant la même langue maternelle que le public concerné et ayant pour la plupart vécu une histoire similaire d'immigration, permet la création d'un lien de confiance et l'ouverture d'un dialogue avec les institutions locales (école, administrations, centres de santé), jusque-là difficile.

En agissant directement sur le lieu de vie, l'espace de proximité, les médiatrices et *Stadtteilmütter*

cherchent à familiariser leur public avec leur environnement direct. Le manque de mobilité est ainsi moins subi, puisque l'espace proche est investi et devient un espace de vie, d'échange, au sein duquel les familles découvrent des possibilités d'action autonomes.

Bien que ces deux projets soient couronnés de succès, les deux initiatives sont confrontées à la problématique similaire de la reconnaissance des métiers de *Stadtteilmütter* et de médiatrice. Appréhender la proximité autrement – lier une proximité géographique à une proximité sociale, passer du simple voisinage au vivre-ensemble : c'est le défi qu'ont relevé les *Stadtteilmütter* à Berlin-Neukölln et les médiatrices de Clichy-sous-Bois. En exportant leur projet au-delà de la frontière, elles ont également permis de renforcer la proximité de la France et de l'Allemagne, pays voisins et, depuis cinquante ans, amis.

### **Conclusions et recommandations : exporter la proximité ? – potentialités et limites de l'échange professionnel**

L'observation et la compréhension des divergences méthodiques et structurelles au sein du projet Clichy-sous-Bois/Neukölln a permis un apprentissage mutuel entre les différents partenaires et leur public cible. De façon très pratique d'abord, l'échange a permis d'observer, comprendre et expérimenter des méthodes nouvelles (accompagnement dans les démarches administratives chez les médiatrices, modules de formation et sacoche emblématique comme outil de travail chez les *Stadtteilmütter*). Plus généralement, la comparaison a permis un changement de perspective sur des problématiques internes, comme par exemple autour de la question de la reconnaissance professionnelle, commune aux deux projets, se déclinant cependant de façon différente à Clichy-sous-Bois et à Neukölln.

Le projet pilote d'échange entre *Stadtteilmütter* et médiatrices a permis d'expérimenter un nouveau type de rencontre, autour d'une problématique originale et d'un public jusqu'ici peu concerné par les échanges franco-allemands. Ce faisant, il a permis d'élaborer certaines recommandations pour de futurs échanges dans le domaine professionnel de l'accompagnement social.

### **Préparer l'échange**

Il semble nécessaire de s'adresser à un public homogène de participants. Comme on a pu le voir, les associations diffèrent en France et Allemagne, dans leurs structures et organisations internes. Il est parfois difficile de repérer des postes équivalents entre les partenaires. Un travail de présentation préalable des structures partenaires permet de mieux cibler les différentes fonctions au sein de chaque association et de comprendre, en amont, le niveau où l'échange professionnel peut s'avérer particulièrement fructueux.

De la même façon, une présentation préalable à l'échange, du champ et de l'objet de travail de chaque association permet de mieux cibler l'objet concret de la rencontre professionnelle. Des domaines d'action similaires (par exemple l'accompagnement social de proximité) cachent parfois

## Echange des *Stadtteilmütter* et des médiatrices socioculturelles

### Objectif de la rencontre :

échange méthodologique de professionnels du travail d'accompagnement parental, des *Stadtteilmütter* et des médiatrices socioculturelles,

### Participants :

- Du projet *Stadtteilmütter* de Neukölln : 1 chargée de projet, 4 coordinatrices, 2 *Stadtteilmütter*,
- De l'association ARIFA de Clichy-sous-Bois : 1 directrice, 6 médiatrices,
- De l'association Orange bleue de Clichy-sous-Bois : 1 directrice,
- De la ville de Clichy-sous-Bois : 2 conseillers municipaux, 1 chef de service,
- Coordination du projet : imss (1 directrice, 1 coordinatrice de projet, 1 stagiaire) ; OFAJ (1 chargé de projet, 1 volontaire).

### Déroulé de la rencontre :

- **Phase de préparation** (février – septembre 2012) : échanges en tandem sur Skype et par visioconférence en groupe,
- **Première rencontre** : faire connaissance et présentation de la structure de l'échange (Clichy-sous-Bois, 23.-26.09.2012) : visite de l'association ARIFA, du centre social Orange bleue et d'une école, visite de la ville de Clichy-sous-Bois, discussions dans la mairie de Clichy-sous-Bois sur les thèmes « Construction politique de l'intégration », « Politique de la ville à Clichy-sous-Bois » et « Femmes : droits, formation et leurs rôles dans l'intégration » avec des conseillères municipales et responsables de la ville de Clichy-sous-Bois,
- **Deuxième rencontre** : observations et approfondissement de l'échange comparatif (Berlin, du 19/02 au 23/02/2013) : observations en équipe, module de qualification, échange avec des mères, visite de quartiers, visite de la maison des voisins de Neukölln, discussion avec le responsable du bureau de la politique de la ville (Quartiersmanagement), travail de groupe sur les méthodes et les structures des deux programmes.

### Méthodes :

- visioconférences et tandems virtuels (échanges réguliers en tandem via Skype),
- groupes de travail et workshops,
- visites de quartiers et de projets
- observations en tandem.

### Résultats

- **Défis communs, solutions communes ?** Les deux projets concentrent un grand nombre de défis communs (manque de reconnaissance de la profession, conditions de travail précaires, accès aux familles, relations aux institutions locales,...). L'échange a rendu une réflexion commune sur des approches similaires possible.
- **Expérience et acquis personnels** : les femmes ont à travers cet échange découvert pour la première fois le pays voisin et la diversité de leurs habitants.
- **Changement de perspective et réflexion sur son propre travail** : les projets et les structures des associations ont été présentées lors de l'échange. Avec ce changement de perspective, de nouvelles solutions ont été proposées.
- **Acquis méthodologiques** : les *Stadtteilmütter* utilisent des méthodes de travail des médiatrices et inversement.



## Notes

- 1/ Schnapper, Dominique : Qu'est-ce-que l'intégration ? , Gallimard, 2007, p.15
- 2/ Cf. Dictionnaire du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) : <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=1955322660>
- 3/ Cf. [www.vrm.ca/Cap\\_0708.asp](http://www.vrm.ca/Cap_0708.asp)
- 4/ Weber, Florian Daniel : La politique de la ville en France et la ville sociale en Allemagne, Publication de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2007 p.3 Disponible sur Internet : [i.ville.gouv.fr](http://i.ville.gouv.fr), consulté le 25/05/13.
- 5/ Ibid. p.7
- 6/ Frinault, Thomas : La décentralisation : retour sur deux siècles de réformes, Essai, [www.metropolitiques.eu/-Essais-.html](http://www.metropolitiques.eu/-Essais-.html)
- 7/ Weber, Florian Daniel : La politique de la ville en France et la ville sociale en Allemagne, Publication de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2007, p.28. Disponible sur Internet : [i.ville.gouv.fr](http://i.ville.gouv.fr), consulté le 25/05/13
- 8/ La politique de la ville à l'épreuve des violences urbaines de 2005, dossier de La Documentation Française, 2010, [www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000077-la-politique-de-la-ville-a-l-epreuve-des-violences-urbaines-de-2005](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000077-la-politique-de-la-ville-a-l-epreuve-des-violences-urbaines-de-2005), consulté le 25/05/13
- 9/ La politique de la ville à l'épreuve des violences urbaines de 2005, dossier de La Documentation Française, 2010, [www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000077-la-politique-de-la-ville-a-l-epreuve-des-violences-urbaines-de-2005](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000077-la-politique-de-la-ville-a-l-epreuve-des-violences-urbaines-de-2005), consulté le 25/05/13
- 10/ Weber, Florian Daniel : La politique de la ville en France et la ville sociale en Allemagne, Publication de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2007. Disponible sur Internet : [i.ville.gouv.fr](http://i.ville.gouv.fr), consulté le 25/05/13

des méthodes ou projets très variables, dont la comparaison peut s'avérer difficile, voire peu pertinente. Une fois l'objet d'étude commun repéré et sélectionné, le travail d'échange lors de la rencontre gagne en limpidité et en efficacité. Une première rencontre, consacrée uniquement à cette présentation et à l'élaboration commune d'un objet de travail, est indispensable, surtout dans le cas d'un nouveau partenariat.

Enfin, il convient de cibler des méthodes adaptées à l'échange, favorisant un apprentissage à la fois personnel et technique, tout particulièrement avec un public novice dans la rencontre professionnelle bi- ou multinationale. Les temps d'immersion et d'observation du travail des autres ont par exemple rencontré un succès unanime auprès des participantes. L'observation en direct, et en tandem, des activités professionnelles quotidiennes de leurs partenaires a permis aux médiatrices de saisir très concrètement les pratiques des *Stadtteilmütter*, et vice-versa. L'immersion a rendu possible un échange à deux et en petits groupes, plus fructueux que des discussions comparatives avec l'ensemble des participantes.

### Pendant l'échange

L'encadrement linguistique de la rencontre joue un rôle central pour l'échange. Tout particulièrement pour des groupes multilingues, dans lesquels les participantes ne parlent pas seulement français ou allemand, mais possèdent également une ou plusieurs langues communes, il est essentiel de cibler une ou des langues de travail et de garantir une traduction efficace permettant une participation de toutes, même de celles n'ayant ni l'allemand ni le français comme langue maternelle. Concrètement, il s'agit donc d'éviter une contribution limitée de certaines participantes, inhibées parce qu'elles seraient moins à l'aise dans la langue majoritaire commune des autres participantes. Annoncer le français et l'allemand comme langue de travail et passer par une liaison classique à travers la traduction et l'interprétariat, tout en laissant la possibilité d'utiliser une autre langue, comme le turc ou l'arabe, pour les échanges informels, peut sembler une solution pour régler ces ambiguïtés linguistiques.

Plus généralement, les thèmes abordés touchent des sujets sensibles (insertion sociale, éducation, santé), et perçus parfois différemment par les acteurs originaires de contextes culturels différents. Afin d'éviter des incompréhensions de contenu, il semble nécessaire d'assurer une médiation avertie entre les deux groupes, permettant aux participants d'anticiper les éventuelles différences interculturelles. Celle-ci peut prendre la forme d'un ou plusieurs séminaires de préparation avant la rencontre (par exemple « L'éducation linguistique en Allemagne » ou « La laïcité en France »...), mais aussi d'un accompagnement pendant l'échange, par exemple sous la forme d'animations ou d'ateliers de discussions sur un thème défini.

### Après l'échange

La particularité des échanges professionnels par rapport à des rencontres plus classiques de la jeunesse est leur finalité pour la pratique des participants. Ces rencontres prennent du temps dans des calendriers souvent déjà chargés, il est d'autant plus important de pouvoir mesurer le gain de cet investissement. La mise en valeur des résultats de l'échange peut prendre des formes différentes selon les capacités des partenaires : d'un simple atelier bilan clôturant la dernière rencontre à une synthèse écrite commune qui peut être publiée et toucher un plus large public, l'éventail des possibilités est large.

Enfin, il est important d'ancrer la ou les rencontre/s dans une continuité. Qu'il s'agisse de poursuivre l'échange, de le déplacer sur un nouveau niveau, de l'ouvrir à des partenaires supplémentaires, ou simplement de le clore, pour mieux travailler individuellement sur les acquis, il est nécessaire, pour les participants, de percevoir la dimension durable du temps investi dans la rencontre.

---

### Irène Servant

chargée de projet à l'imss (2011-2013), organisation et accompagnement de l'échange des *Stadtteilmütter* / médiatrices socioculturelles

---

11/ Cf. Lexique administratif : [www.olev.de/a/aktiver\\_staad.htm](http://www.olev.de/a/aktiver_staad.htm)

12/ Donzelot, Jacques ; Estebe, Philippe in : L'État animateur, Essai sur la politique de la ville, 1994

13/ Franke, Thomas : Auswirkungen der Mittelkürzungen im Programm Soziale Stadt, Expertise und Dokumentationen zur Wirtschafts- und Sozialpolitik, Friedrich Ebert Stiftung, Novembre 2011, <http://library.fes.de/pdf-files/wiso/08707.pdf>

14/ Durand, Robert, in : Poyraz, Mustafa : Les interventions sociales de proximité, 2005, p.49

15/ Durand, Robert, in : Poyraz, Mustafa : Les interventions sociales de proximité, 2005, p.51

16/ Dutertre, Joël, in : 20 ans de médiation sociale et culturelle, Actes de la rencontre du 15 octobre 2010, p.17

17/ Cf. Médiation sociale : pour la reconnaissance d'un métier, Rapport du groupe de travail interministériel et interpartenarial, Les éditions du CIV, Hors-Série, décembre 2011, p.42

18/ Cf. Médiation sociale : pour la reconnaissance d'un métier, Rapport du groupe de travail interministériel et interpartenarial, Les éditions du CIV, Hors-Série, décembre 2011, p.28

19/ Andersen, Uwe, Wichard Woyke (Hg.) : Handwörterbuch des politischen Systems der Bundesrepublik Deutschland, 5. Version actualisée, Bundeszentrale für politische Bildung, 2003

20/ Buestrich, Michael ; Wohlfahrt, Norbert : Die Ökonomisierung der Sozialen Arbeit, in : Wandel der Sozialen Arbeit, Aus Politik und Zeitgeschichte, Bundeszentrale für politische Bildung, 12/08, p.22

21/[www.kas.de/wf/doc/kas\\_16323-1522-1-30.pdf?090429084805](http://www.kas.de/wf/doc/kas_16323-1522-1-30.pdf?090429084805)

22/ Rudzio, Wolfgang : Das politische System der Bundesrepublik Deutschland, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2011, p.92

## Interview

### Entretien croisé des médiatrices socio-culturelles et des « Stadtteilmütter »

Maria Macher  
Isabelle Gamiette  
Zümryie Kurt (de gauche à droite)  
Ouarda Benarab (en bas)



#### **Quelles étaient vos attentes avant l'échange ? Comment envisagiez-vous la coopération avec les partenaires ?**

##### **Les médiatrices de l'association Arifa à Clichy-sous-Bois :**

Au regard du projet initial qui mettait en contact via Skype les médiatrices de langue turque de Clichy-sous-Bois avec les *Stadtteilmütter* de Neukölln, nous voulions rencontrer les *Stadtteilmütter* dans leur contexte de travail et échanger ardemment avec elles : comprendre comment elles travaillent, quelle était leur approche avec un public issu de l'immigration. Les caractéristiques de nos territoires d'intervention sont en effet presque identiques.

##### **Isabelle Gamiette, directrice de l'association Arifa et Ouarda Benarab, Directrice du Centre Social l'Orange bleue à Clichy-sous-Bois :**

C'est vrai, l'objet de l'échange portait sur la pratique d'un métier analogue de part et d'autre. L'attente était de savoir comment chacune des deux structures abordait la profession de médiatrice, mais aussi, dans une optique de formation, de donner aux médiatrices l'opportunité de réinterroger leurs connaissances et compétences professionnelles.

##### **Maria Macher, chef du projet des Stadtteilmütter à Neukölln :**

Nous étions très impatientes et curieuses de rencontrer les médiatrices françaises, nous voulions établir des comparaisons et découvrir la mise en œuvre française du projet. Nous étions très ouvertes et avions hâte de participer à cet échange d'égaux à égaux. Mais la route a été longue et parsemée d'embûches jusqu'à la réalisation de cet échange.

#### **Quelle a été la valeur ajoutée de l'échange pour votre travail et vos projets en général ?**

##### **Les médiatrices de l'Arifa de Clichy-sous-Bois :**

Cet échange nous a permis de revoir notre positionnement, notre méthode de travail, de nous questionner sur la cohérence de notre action.

##### **Isabelle Gamiette, directrice de l'association Arifa et Ouarda Benarab, Directrice du Centre Social l'Orange bleue à Clichy-sous-Bois :**

L'ouverture sur une autre pratique professionnelle, un autre environnement est une plus-value en soi, essentielle, car elle apporte toujours un enrichissement. Prendre du recul sur sa pratique, avoir un retour sur soi est toujours bénéfique. La volonté commune des médiatrices de renforcer le travail en équipe, la cohésion de groupe ainsi que le renouvellement de leurs méthodes constituent une réelle valeur ajoutée.

##### **Zümryie Kurt, Stadtteilmütter à Neukölln :**

Les Françaises travaillent différemment. Elles accompagnent les familles et vont avec elles ici et là. Nous le faisons désormais aussi à Neukölln, mais seulement depuis que nous sommes allées en France. Avant nous ne faisons que dix visites dans chaque famille et orientons les femmes vers les centres d'aide et d'accueil. Maintenant il nous arrive aussi d'accompagner les familles, chez le pédiatre par exemple. Si elles y rencontrent des problèmes de compréhension, nous sommes là. Ce travail d'accompagnement est très important.

#### **Quels éléments, aspects ou discussions vous ont surprises avant, pendant ou après l'échange ?**

##### **Les médiatrices de l'Arifa à Clichy-sous-Bois :**

La visite du quartier qui ressemblerait le plus à Clichy-sous-Bois fût surprenante car on n'y retrouvait pas du tout le caractère des quartiers défavorisés, dégradés. Bien au contraire, la notion de pauvreté, de quartiers dits sensibles diffère d'un pays à l'autre.



**Zümryie Kurt, Stadtteilmütter à Neukölln :**

A Clichy-sous-Bois, il n'y a presque que des étrangers, et à Paris nous n'avons vu presque que des touristes. Ce n'est pas aussi multiculturel qu'à Berlin. Les gens ne se mélangent pas autant en France.

**Maria Macher, Chef du projet des Stadtteilmütter à Neukölln :**

Lors de notre visite à Clichy-sous-Bois nous avons commencé à comprendre comment fonctionnent les différents niveaux de l'administration française, à la fois techniquement et politiquement. Pendant les deux jours passés là-bas nous avons énormément appris sur les conditions de vie à Clichy-sous-Bois et avons continuellement questionné et observé d'un autre point de vue nos propres expériences et réalités de travail à Neukölln.

À la suite de cette première visite, il est apparu encore plus clairement que notre travail et nos projets sont très proches de ceux de l'association Arifa, tant dans le contenu que dans les méthodes. Nous avons ainsi pu lors de la visite des collègues françaises, nous concentrer sur l'essentiel. Nous

nous sommes concentrées sur le contenu du travail et des projets et avons pu échanger sur les méthodes, les structures de travail, les objectifs, les voies et défis d'accès dans les deux pays. Ce qui m'a particulièrement intéressé dans l'échange, en tant que chef du projet, a été la diversité des méthodes employées dans les deux pays pour toucher un public similaire ainsi que les thèmes pertinents pour les migrants dans les deux villes. J'ai trouvé l'échange entre les *Stadtteilmütter* et les médiatrices très fructueux, en particulier quand je repense aux nombreuses rencontres personnelles et aux discussions passionnées.

Il y a malheureusement eu entre la directrice de l'Arifa et moi-même des problèmes de compréhension linguistique, mais nous avons néanmoins pu nous entretenir sur beaucoup de questions qui nous préoccupent en tant que responsables. Les succès, les obstacles, les objectifs, les concepts et la mise en œuvre de nos projets sont très similaires voire même identiques. Pour cela, les thèmes à aborder pour un prochain échange sont donc loin d'être épuisés.



# Les contraires s'attirent : une comparaison franco-allemande de l'impact des systèmes de l'action sociale en faveur de la jeunesse

Borris Diederichs

**A gauche :** un agent de la Police nationale présente un centre de jeunes de la police de Clichy-sous-Bois aux professionnels de Neukölln.

**A droite :** les professionnels allemands discutent avec des élèves français.



En raison d'un développement historique et politico-culturel différent, il existe en France et en Allemagne de nombreuses spécificités structurelles dans le domaine du travail de jeunesse qui compliquent la comparaison. Les structures et approches du travail de jeunesse et de l'action sociale en faveur de la jeunesse dans les territoires défavorisés présentent une grande complexité également due à d'autres éléments comme l'acception des concepts d'État, de Nation, d'intégration, la signification de l'identité, la culture d'apprentissage propre à chaque système éducatif, l'histoire coloniale, les réalités urbaines ou encore les effets des crises socio-économiques.

Malgré ces différences, ou plutôt en raison même de celles-ci, il est très intéressant de comparer les deux systèmes au niveau du travail de jeunesse afin d'identifier les méthodes qui pourraient optimiser le travail quotidien au niveau local ou national. A ceci s'ajoute la question des effets de la dynamique des rencontres franco-allemandes de professionnels et de jeunes avec des participants issus de territoires défavorisés.

## **La manière de considérer l'État, la Nation et l'intégration impose un cadre propre**

Un fait présent depuis toujours dans la différenciation de l'action sociale en faveur de la jeunesse est l'acception du concept d'État qui est fait dans les deux pays. En France, l'État centralisé et laïc représente les valeurs de la République et prend en charge le domaine de l'éducation, alors que l'Allemagne fédérale, qui se définit comme une « Nation culturelle », délègue l'éducation aux *Länder* et le travail de jeunesse aux communes. En France, le travail de jeunesse, est régi par des acteurs étatiques de manière centralisée ; il met l'accent sur d'autres points de contenu comme de méthode que le principe de subsidiarité qui régit les dispositifs en Allemagne (rôle des organisations caritatives confessionnelles et laïques, voir

article «Promouvoir l'intégration et l'égalité des chances à travers l'accompagnement social de proximité »). La République fédérale pose dans sa constitution un lien de principe entre l'État et l'Église. C'est pour cela que de nombreux projets de jeunesse sont organisés par des porteurs de projets venant de l'Église ou encore fédérations de jeunesse, d'organisations autogérées par des migrants, d'associations culturelles, sportives ou de quartier. Le contact avec la pluralité religieuse et les approches axées sur la diversité est donc plus fort en Allemagne. Dans un État laïc comme la France, la religion relève de l'ordre du privé, aussi l'identité religieuse constitue rarement le sujet d'une rencontre de jeunes.

L'orientation d'un projet pour un public cible spécifique (par exemple pour « des jeunes hommes musulmans, issus de l'immigration ») peut, dans un contexte de comparaison ou même par l'aspect du genre, mener les responsables et multiplicateurs français à une forme de confusion. D'un autre côté, les acteurs socio-pédagogiques allemands sont étonnés de voir dans les projets en France que le manque d'identification des jeunes des banlieues aux autorités de l'État soit toujours rapporté aux difficultés de l'État français d'assumer son passé colonial.

Dans la comparaison entre Clichy-sous-Bois et Neukölln, deux autres facteurs sont transposables pour d'autres territoires défavorisés en France comme en Allemagne : il s'agit du chômage et du rapport au territoire spécifique en France. Le taux de chômage étant actuellement plus élevé en France qu'en Allemagne (accentué par la crise économique, particulièrement à Clichy-sous-Bois, voir article « Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln : présentation des deux territoires »), les projets sont souvent orientés vers l'amélioration de l'employabilité des jeunes (notamment dans un contexte international).



D'autre part, l'action sociale en faveur de la jeunesse fait l'objet, en France, d'une forte territorialisation. Ce rapport spécifique local provient des structures de redistribution des subventions étatiques et de l'ancrage communal des acteurs. Les détails du développement historique de ce schéma, de l'actualité politique, ou encore de la culture pédagogique dans sa complexité, dépassent les cadres de cet article. Cependant, les différences issues des ces fragments ont constitué la source d'un processus de sensibilisation réciproque au cours des diverses rencontres de professionnels (voir article « Échange interdisciplinaire et international de professionnels et d'élus » et la documentation 2011 du réseau « Diversité et participation »).

#### **Sensibilisation à travers le changement de perspective**

Regarder à travers les yeux d'un ressortissant de l'autre pays permet de renforcer sa perception critique du contexte national et d'améliorer au possible son approche. Les deux prochains exemples montrent dans quelle mesure les différentes socialisations des multiplicateurs à travers leurs systèmes de formation et les structures spécifiques au travail de jeunesse influencent les approches de l'autre pays.

#### **Ethnicisation de problèmes sociaux vs. manque de reconnaissance des constructions identitaires multiples**

La Nation allemande se base en effet sur la culture et la langue (issu du *ius sanguinis*, voir l'article « État et Nation, intégration et égalité des chances »), ce qui amène à analyser les problèmes sociaux sous des aspects ethnoculturels, comme l'origine, la culture et la religion (voir par exemple l'ouvrage de Thilo Sarrazin *Deutschland schafft sich ab*, « L'Allemagne disparaît »). Ainsi, des problèmes

sociaux comme la pauvreté, le chômage ou le manque d'éducation sont ethnicisés.

Cette approche est incompréhensible pour les multiplicateurs français qui, attachés à la conception républicaine de la Nation, voient dans les inégalités territoriales et les problèmes sociaux le signe d'un manque d'intégration par la société. Depuis la Révolution française, l'origine ethnique ne joue qu'un rôle mineur pour les citoyens « libres et égaux », ce qui explique qu'il soit interdit de récolter des statistiques sur l'origine ethnique des Français (voir article « Clichy-sous-Bois et Berlin-Neukölln : présentation des deux territoires »). Dans une discussion franco-allemande sur des modèles d'identité collective et l'appartenance nationale, les professionnels allemands ont pu mettre en perspective certains de leurs modèles basés sur l'origine des jeunes et alors développer des réflexions dans la construction de nouveaux projets.

Un autre aspect de cet échange de professionnels et d'élus a été de faire remarquer le manque de reconnaissance par l'État et la société de la diversité ethnique ou religieuse de beaucoup de Français, et donc par conséquent des identités multiples des jeunes. Beaucoup de Français issus de l'immigration souhaiteraient que leurs aptitudes linguistiques et culturelles soient davantage valorisées. Cela conduit souvent les jeunes issus de l'immigration à rejeter l'autorité de l'État. Ajouté au manque de perspectives dans les territoires défavorisés et aux discriminations à l'embauche ou à la recherche de stage, ceci conduit à un potentiel de violence, que l'on n'observe pas sous cette forme en Allemagne.

Pendant les programmes d'échange de professionnels, les multiplicateurs français ont découvert les approches du travail de jeunesse à Neukölln respectueuses de l'identité religieuse ou culturelle des jeunes.

## L'action sociale en France et en Allemagne

Ces expériences ont motivé les professionnels français à développer, dans leur travail quotidien ou dans des projets franco-allemands, des programmes qui s'orientent davantage sur le thème de la construction d'identité (à l'image des rencontres théâtrales mais aussi dans le cadre du projet « Le vent tourne », la visite de la maison des immigrés à Bremerhaven, ou l'application d'exercices interculturels).

### **Les jeunes insistent sur les points communs et les différences**

Autant dans les moments informels que dans le programme officiel, les jeunes participants ont évoqué et échangé autour de leurs histoires migratoires, leurs expériences de discrimination quotidienne (dans les centres commerciaux, par exemple), la signification de la religion au quotidien ou le fait de grandir dans un quartier stigmatisé (comme dans un texte d'une chanson écrite pendant l'échange de hip-hop). Les jeunes ont alors découvert beaucoup de points communs comme leurs histoires personnelles et familiales, la stigmatisation qui y est liée, mais également de



# L'action sociale en France et en Allemagne

nombreuses différences au niveau de la mobilité, du logement ou de l'identité. Ceci a permis à beaucoup de jeunes de réfléchir sur eux-mêmes et l'autre, et de questionner leur sentiment d'appartenance. En règle générale, les pédagogues ont pu remarquer des effets positifs pendant les échanges comme un renforcement de la confiance en soi et une meilleure image de soi-même (voir l'interview d'Ingrid Streble).

Les rencontres de professionnels et de jeunes ont ouvert l'horizon de tous les participants. Il ne s'agissait pas d'établir quel système de travail de jeunesse ou quelle construction identitaire est la

meilleure. Non, les participants ont pu réfléchir, grâce à la confrontation avec d'autres modes de vie, structures, traditions, méthodes pédagogiques et débats politiques, à leur propre réalité en s'enrichissant de celle des autres.

---

## **Borris Diederichs**

chargé de projet Diversité et participation à l'OFAJ, coordination du projet pilote



# Le hip-hop comme médium pour le travail international avec la jeunesse dans les zones défavorisées

Elisa Meynier

**A gauche** : représentation lors du Festival à Clichy-sous-Bois.

**A droite** : Festival en plein air à Neukölln.



Les participants aux programmes de mobilité internationale sont en grande majorité issus des familles des classes moyennes et aisées (cf. Alexander Thomas, « Internationaler Jugendaustausch – ein Erfahrungs- und Handlungsfeld für Eliten? ») À l'heure de la mondialisation, l'accès aux programmes de mobilité européenne doit être facilité pour les jeunes avec moins d'opportunités, afin qu'ils renforcent leur participation (encore trop faible) dans la société et améliorent leur insertion sur le marché du travail (cf. Béatrice Angrand & Markus Ingenlath, « Le droit à la mobilité : une réponse européenne au chômage des jeunes », Les Échos, 28/11/2013)

On considère comme « jeunes avec moins d'opportunités »<sup>1</sup> les jeunes qui, en raison de leur origine sociale, de leur milieu modeste, d'un handicap, de difficultés scolaires, de différences culturelles, ou pour des raisons de santé ne peuvent pas participer à des programmes de mobilité.

La multiplicité des aspects recouvrant cette définition montre bien la difficulté à laquelle on se heurte, lorsque que l'on essaie de décrire exhaustivement ce groupe cible et aussi le danger corollaire de créer une nouvelle catégorie qui soit elle aussi discriminante. Le débat se voit également réduit aux « problèmes d'intégration des jeunes » alors qu'il faudrait aussi parler des mécanismes d'exclusion à l'œuvre dans la société. Pourtant, la pratique et la recherche scientifique montrent que ces jeunes, qui n'auraient pas eu sinon la possibilité d'une expérience à l'étranger, profitent tout particulièrement d'une rencontre internationale. Par conséquent, des programmes d'échange spécifiquement ajustés au groupe cible avec les moyens financiers adaptés sont indispensables pour atteindre les jeunes avec moins d'opportunités et obtenir des résultats durables. Les rencontres de hip-hop initiées dans le cadre du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » constituent à cet égard un exemple particulièrement intéressant.

## Pourquoi le hip-hop ?

Le hip-hop est né dans les ghettos noirs de New-York au début des années 1970 dans un contexte de crise économique<sup>2</sup>. L'un des thèmes centraux de ce mouvement est la critique du système de domination raciale et les inégalités sociales et économiques qui en résultent. Il n'est donc pas étonnant que la culture hip-hop soit particulièrement attrayante pour les jeunes issus de l'immigration vivant dans les zones défavorisées de France et d'Allemagne.<sup>3</sup>

Le hip-hop est souvent décrié en raison de sa nature agressive et subversive ainsi que pour sa misogynie déclarée. Pourtant, il se révèle être un outil formidable à la réalisation de projets sociopédagogiques car il permet de canaliser l'agressivité de ces jeunes à travers des *battles* de danse, le rap ou les graffitis.<sup>4</sup>

## Un développement parallèle en Allemagne et en France

La première apparition du mouvement hip-hop en France date des années 1980. Il fut popularisé dans les médias à l'occasion de tensions sociales qui secouèrent les banlieues.<sup>5</sup> On a souvent décrit cette culture urbaine comme une forme d'art propre aux banlieues françaises<sup>6</sup> — une forme d'art perçue d'ailleurs comme dangereuse et antisociale en dehors de ces quartiers.<sup>7</sup>

Un changement de discours est aussi perceptible dans les années 1980 : le problème des banlieues est mis en lien direct avec la question de l'immigration et de la mauvaise intégration de ces populations.<sup>8</sup>

En France, le hip-hop est donc synonyme des banlieues et des jeunes issus de l'immigration. Cette évolution a fortement marqué la perception de soi du rappeur français. Dans certaines chansons, ils se mettent en scène comme des « sauvages dangereux du temps de la colonisation, qu'il faudrait laisser entre quatre murs de cellule ». Beaucoup de ces artistes développent une esthétique violente pour soigner leur image subversive.<sup>9</sup>



On observe un développement similaire en Allemagne dans les années 1980 ; toutefois, l'identification des jeunes issus de l'immigration aux thématiques de la discrimination et du racisme est moins généralisée et plutôt limitée aux zones périurbaines de Berlin, Hambourg ou en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (par exemple la chanson « Fremd im eigenem Land » c'est à dire « Étranger dans son propre pays » de Advanced Chemistry ; Ulrike Weiher « Hip Hop und seine politische Dimension: Ein Vergleich zwischen Frankreich und Deutschland», Octobre 2013). Cependant, la perception de la culture hip-hop américaine demeure généralement assez idéalisée<sup>10</sup> et ces clichés sont entre autre véhiculés par les soldats US stationnés en Allemagne.

Certains auteurs n'hésitent pas à parler du « rap de la haine » pour décrire la tournure violente que prit le hip-hop au début des années 2000 dans certaines communautés en Allemagne au travers d'artistes comme Bushido, mais aussi en France. On vilipenda ce rap comme vulgaire, sexiste et faisant l'apologie de la violence (cf. « You got the flow ? Entwicklung des Rap in Deutschland und Frankreich », [www.fplusd.org/kultur-und-alltagsleben/musik/you-got-the-flow-entwicklung-des-rap-in-deutschland-und-frankreich/?type=221](http://www.fplusd.org/kultur-und-alltagsleben/musik/you-got-the-flow-entwicklung-des-rap-in-deutschland-und-frankreich/?type=221) ).

### **Les rencontres de hip-hop entre Clichy-sous-Bois et Neukölln<sup>11</sup>: Dynamique et compréhension mutuelle**

Pour les participants aux rencontres de hip-hop franco-allemandes, les différentes approches de la culture hip-hop entre la France et l'Allemagne n'ont pas constitué d'obstacle et de nombreux points communs se sont dégagés.

Bien sûr, les participants ont bénéficié des traditionnelles visites touristiques et animations interculturelles lors de leur voyage, mais c'est surtout la création commune d'une chorégraphie et l'élaboration de raps franco-allemands qui ont été au centre de la rencontre. Un puissant vecteur de motivation pour le groupe a été la présentation du travail réalisé en commun devant un large public

(plus de 3 000 spectateurs sur l'ancien aéroport de Tempelhofer Feld, voir l'encadré) au travers de spectacles, *battles* et concerts.

Pour surmonter la barrière de la langue, les jeunes se sont servi de langues intermédiaires (comme l'anglais, le turc ou l'arabe) et de formes non-

#### **Neukölln : août-septembre 2011**

Présentation des chorégraphies développées pendant la rencontre et participation aux *battles* du festival de hip-hop « Paris-Berlin » sur l'ancien aéroport Tempelhofer Feld à Berlin devant plus de 3 000 spectateurs (le 3 septembre)

#### **Clichy-sous-Bois / Paris : juin-juillet 2012**

Présentation des chorégraphies développées pendant la rencontre dans le cadre du festival de hip-hop « Effer'V'sens » organisé par la ville de Clichy-sous-Bois et participation aux *battles* « Ghetto Style code 123 » (Paris, le 23 juin), « Tour Île-de-France » (Clichy-la-Garenne, le 24 juin) et « Frénétik » (Clichy-sous-Bois, le 1<sup>er</sup> juillet)

#### **Neukölln : Octobre 2012**

Participation et présentation lors de la Conférence de clôture du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln »

#### **Participants**

À chaque rencontre 12 jeunes de Neukölln, 10 jeunes de Clichy-sous-Bois et 6 accompagnateurs



**DJW**  
Deutsch-Französisches Jugend-Office franco-allemand pour la jeunesse

**CFB**  
CENTRE FRANÇAIS de BERLIN

**JUK**  
WWW.WU...

**PLUME URBAINE**  
CORP

kuZ W  
zkyallee.de

fac



CLUME  
URBAINE  
CORP

I ♥  
HIP HOP

Armani Jeans

02 8 3000-3377 01  
134 44 4

## Le hip-hop comme médium

verbales de communication. Quand cela ne suffisait pas, ils faisaient appel à des traducteurs. Ainsi, il s'est formé une ambiance très communicative dans laquelle l'autre groupe n'a pas été considéré comme « étranger ».

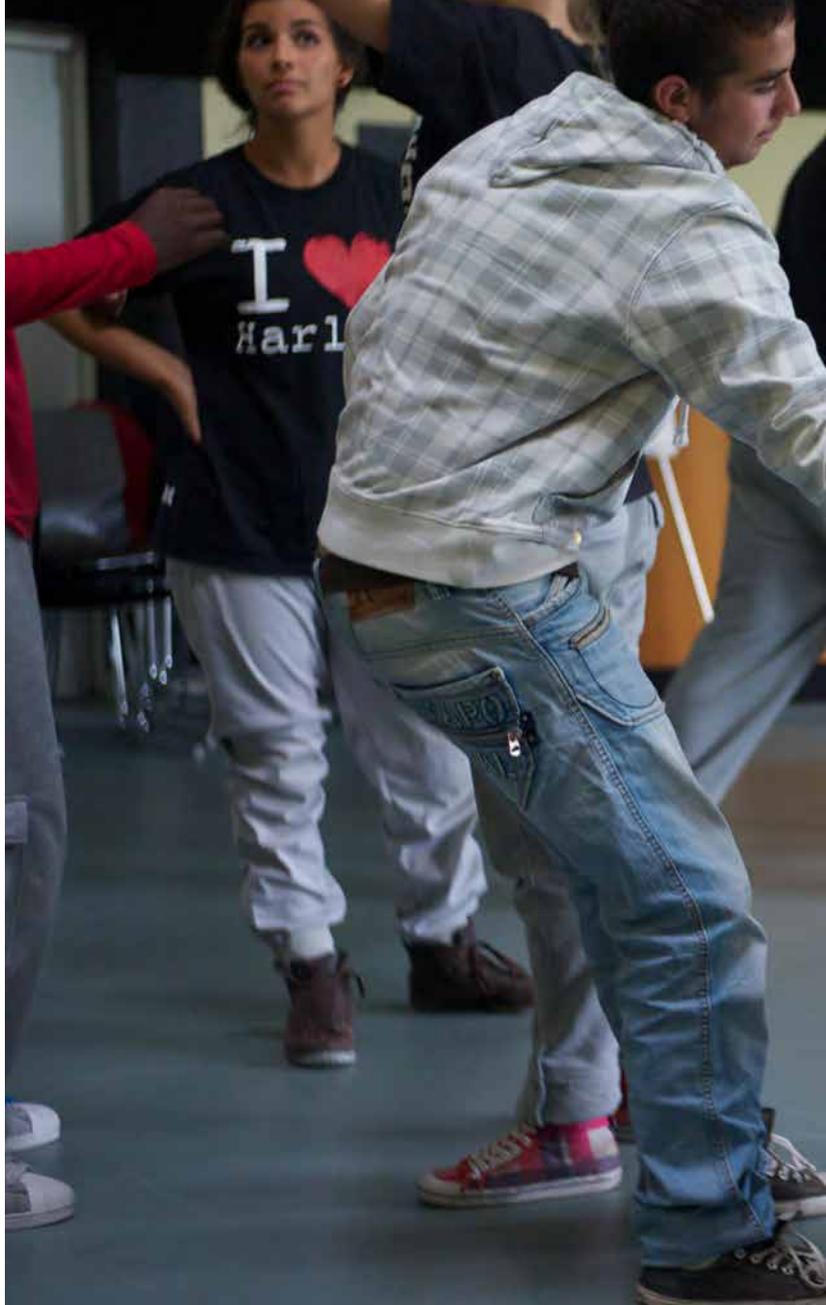
Trois facteurs ont été particulièrement importants pour la compréhension mutuelle et la dynamique de groupe :

- Certains participants étaient de jeunes artistes ; ils étaient par conséquent habitués à utiliser des formes d'expression verbales et non-verbales telles que le chant et la danse et à les présenter devant un public. Ils ont joué un rôle de moteur et de modèle pour les autres jeunes qui ont gagné assez de confiance en eux pour présenter devant un public les pas de danse et les textes qu'ils avaient appris.
- Bien que la culture hip-hop française compte de nombreuses différences par rapport à son pendant allemand, il existe pourtant des règles, valeurs et codes communs que les participants ont pu retrouver dans l'autre groupe. Un sentiment d'identité commune s'est ainsi créé, et celui qui semblait étranger s'est avéré ne pas l'être tant que ça. Selon certains participants, les jeunes qui s'identifiaient à la culture hip-hop étaient particulièrement sensibles aux valeurs universelles de paix, d'échange et d'ouverture.
- Enfin, de nombreux parallèles se sont dessinés entre les jeunes dans leur diversité : plans de vie semblables, biographies similaires (par exemple des origines étrangères, une passion commune pour le hip-hop, des familles nombreuses ou des situations matérielles précaires). Des processus de socialisation ressemblants ajoutaient encore au sentiment d'appartenance commune. Les origines étrangères jouaient à ce titre un rôle particulièrement important. Les participants étaient heureux de découvrir que des « gens comme eux » vivaient aussi dans le pays partenaire : « j'ai découvert qu'il y a aussi des turcs et des arabes en Allemagne », « j'me sens bien ici (en France), car il y a plein de gens de couleur », « ils sont comme nous ».

### **Le rôle du pays d'origine, de la nationalité, de la religion et de la culture alternative dans la construction identitaire**

Il n'y a pas eu de sondage sur la biographie des jeunes participant aux rencontres de hip-hop. Le dénominateur commun était d'avoir grandi à Clichy-sous-Bois ou Neukölln et d'être issu de l'immigration.

Chez certains participants, les spécificités propres à chaque culture hip-hop se sont tout de suite dessinées: les Berlinoises décrivaient dans leurs textes Berlin comme une ville gangrénée par la mafia et portaient des vêtements dénotant une forte influence de la culture hip-hop américaine : pantalons extra-larges, chaînes surdimensionnées autour du cou et de nombreux tatouages. Selon un travailleur social de Berlin, cette culture influence profondément ces jeunes dans leur construction identitaire, même si cela ne reflète pas vraiment la



Répétitions dans un centre culturel de jeunes de Neukölln.

réalité quotidienne. Les jeunes Français pour leur part évoquent plutôt des sujets politiques dans des raps dénonçant les systèmes de domination. L'influence d'autres instances de socialisation telles que l'école et les spécificités des méthodes d'apprentissage a aussi été visible.<sup>12</sup> Les jeunes Français de cette rencontre avaient par exemple une façon bien différente de leurs collègues allemands de réagir aux règles et aux injonctions du personnel encadrant : les jeunes Berlinoises avaient plutôt l'habitude de discuter et de convenir en groupe, de manière consensuelle, des règles à suivre, alors que les jeunes de Clichy-sous-Bois réagissaient plutôt de manière disciplinée aux règles qu'ont leur indiquait.

Ces exemples montrent bien que la construction identitaire de ces jeunes se déroule principalement dans le cadre national dans lequel ils grandissent et que la culture du pays d'origine ne joue qu'un rôle minime.

Cependant, le fait d'être issu de l'immigration joue un rôle important dans la construction de l'identité,



même si des différences peuvent être observées entre les jeunes de Neukölln et ceux de Clichy-sous-Bois.

Ainsi, la plupart des jeunes Berlinoïses sont nés à l'étranger, principalement en Turquie et au Liban, mais aussi en Iran, Russie, Serbie, au Ghana et Vietnam. Les jeunes de Clichy-sous-Bois quant à eux sont majoritairement nés sur place, puisque ce sont leurs parents qui se sont installés en France<sup>13</sup>. Les parents des jeunes de Neukölln sont plus profondément ancrés dans leur culture d'origine (de par la langue ou les vacances estivales passées au pays) alors que les parents des jeunes de Clichy-sous-Bois, qui sont issus principalement des anciennes colonies françaises (Maghreb et Afrique de l'Ouest), maîtrisent mieux la langue française et ont intériorisé les codes sociaux du pays d'accueil.<sup>14</sup> Les jeunes Français maîtrisent aussi moins souvent la langue du pays d'origine que leurs voisins allemands.

Alors que les Berlinoïses se présentent très volontiers comme citoyens de leur pays d'origine,

les jeunes de Clichy-sous-Bois ressentent comme une insulte le fait qu'on leur demande quel est leur sentiment d'appartenance (« Et pourquoi donc je ne serais pas français, moi qui ai toujours vécu ici ? C'est à cause de mon apparence que vous vous permettez d'en douter ? »)

Selon les travailleurs sociaux, ces réactions opposées sont la résultante des processus d'exclusion spécifiques de la société dans laquelle évoluent les Français et les Allemands issus de l'immigration. D'autres différences ont pu être observées : l'identification avec la religion<sup>15</sup> est un phénomène courant dans les deux groupes. Mais les Français semblent enclins à accorder une place plus importante à la religion et à durcir leur pratique, comme le montre par exemple le refus croissant de ceux-ci de manger de la nourriture qui ne soit pas « halal ».

Une autre différence notable se manifeste lorsque l'on demande aux jeunes d'évaluer leurs perspectives d'avenir. Celle-ci se laisse en partie expliquer par les inégalités sociales et

d'infrastructure (cf. « Présentation des deux territoires ») entre les deux quartiers, mais aussi par les spécificités du marché du travail allemand et français et la place qu'ils accordent à la jeunesse (cf. « Les contraires s'attirent : une comparaison franco-allemande de l'impact des systèmes d'action sociale en faveur de la jeunesse »). Les jeunes de Clichy-sous-Bois ont une vision beaucoup plus sombre de leur avenir scolaire et professionnel que les jeunes de Neukölln. Ils se sont aussi beaucoup moins engagés dans les activités d'organisation de l'échange, comme cela se reflète aussi dans leur faible implication aux projets culturels menés au quotidien à Clichy-sous-Bois, car ces projets sont impulsés par l'État et pas par une association autonome.

En Allemagne au contraire, les organisations à but non lucratif et les associations jouissent d'une plus grande indépendance et peuvent ainsi créer des projets de manière plus flexible, impliquer les jeunes dans les processus de décision et par là même stimuler leur créativité et leur autonomie. Il faut ajouter à cela que l'association liée au projet, Neukölln Streetdance Connection, recrute principalement des jeunes avec une forte inclination pour les projets artistiques. Comme la plupart des autres centres sociaux présents dans les zones défavorisées de France, la Maison de la Jeunesse de Clichy-sous-Bois poursuit quant à elle des objectifs socio-pédagogiques à destination d'un large public.<sup>16</sup>

### Organiser une rencontre de jeunes dans un contexte particulier

En France, ce sont les employés des MJC qui sont les interlocuteurs privilégiés pour l'organisation de rencontres de jeunes. Cela a des avantages et des inconvénients comme l'a montré la rencontre de hip-hop entre Neukölln et Clichy-sous-Bois : d'une part, le financement des frais de personnel du projet est pris en charge ; d'un autre côté, la réalisation de rencontres internationales de jeunes avec moins d'opportunités nécessite de nombreuses heures de travail supplémentaires, auxquelles s'ajoutent le travail en amont de la rencontre ainsi qu'en aval, les défis logistiques et d'infrastructure, ainsi que les ressources financières très limitées des participants et l'incertitude de leur participation effective au projet. De plus, de telles rencontres requièrent un personnel ayant reçu une formation adaptée. Les MJC sont donc confrontées à des défis tant en matière de personnel que sur le plan financier. Le problème côté allemand n'est pas inconnu, mais il se situe souvent à un autre niveau puisque la plupart des professionnels (et particulièrement dans le domaine artistique) sont des travailleurs indépendants. Cela signifie cependant qu'ils ne sont pas toujours disponibles et qu'ils demandent en général des honoraires qui ne peuvent pas être entièrement couverts par le porteur de projet ni par les soutiens financiers des rencontres internationales. Enfin, comme en France ces institutions sont placées sous la tutelle de la commune qui les finance, celles-ci suivent en général les priorités définies dans la politique générale de la commune, ce qui peut être un obstacle, ou bien alors un soutien supplémentaire.

---

### Notes :

1/ Définition officielle de la Commission européenne et des Directives de l'OFAJ 2013 (p.82)

2/ Boucher, Manuel : Rap, expressions de lascars. Significations et enjeux du Rap dans la société française. Paris, L'Harmattan, Union Peuple et Culture, 1998, p.492

3/ voir :

- Faure, Sylvia, Garcia, Marie-Carmen : Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques. La Dispute, coll. « Essais », Paris, 2005

- Barz, Heiner, Kosubek, Tanja, Müller, Bertram, Kessel, Martina : Aufwachsen mit Tanz, Erfahrungen aus Praxis, Schule und Forschung. Beltz Verlag, 2011, p.86

4/ Lafargue de Grangeneuve, Loïc : Gérer les risques avec les jeunes : État, cultures jeunes et (in) civilité, Lien social et Politiques, Numéro 57, printemps 2007, p.141-150. Consulté le 11/11/13 sur : [www.id.erudit.org/](http://www.id.erudit.org/)

5/ Op.cit. Boucher, 1998

6/ A propos du mot « Banlieue » : Jean-Marc Stébé, La crise des banlieues, P.U.F. « Que sais-je ? », 2007, p.39

7/ Boucher, Manuel : Les internés du Ghetto, Ethnographie des confrontations violentes dans une cité populaire. L'Harmattan, Paris, 2010, p.73

8/ Chebbah-Malicet Laure-Leyla : Des liaisons dangereuses ? Intégrer les « immigrés » et gérer la crise urbaine, Ecartés d'identité, n° 90/91, sept./déc. 1999

9/ Op.cit. Boucher, 2010, p.97

10/ Verlan, Sasha : Rap-Texte, (Arbeitstexte für den Unterricht, Die besten deutschen Rapper der 90er Jahren und ihre Texte), Reclam, 2001, p.19

Ces paramètres constituent souvent un frein à l'établissement de structures durables permettant l'échange de jeunes issus des zones défavorisées. Cependant, une attention particulière aux facteurs qui suivent facilite la réussite d'un projet international.

• **Aspects financiers du projet et partenaires :**

Il est nécessaire que suffisamment de moyens financiers et humains soient mis à disposition afin que le projet soit bien préparé avant la rencontre et mis à profit après celle-ci.

• **Une formation adaptée et un travail en réseau :**

Le travail avec des jeunes issus de zones défavorisées requiert une formation pédagogique adaptée aux réalités sociales. La mise en œuvre de projets internationaux demande des méthodes spécifiques dans le domaine linguistique et interculturel afin de guider le groupe de manière adéquate.

En vue d'améliorer la qualité des rencontres et de prendre davantage en compte les besoins spécifiques des publics, il est souhaitable que les professionnels puissent échanger régulièrement au sein d'un réseau d'organisations sociales sur les formats et méthodes respectant la diversité. L'échange entre Neukölln et Clichy-sous-Bois le montre bien, l'élaboration d'un programme doit prendre en compte des processus de construction identitaire complexes chez les jeunes qui sont aussi liés à des mécanismes d'exclusion.

• **Lien entre projets locaux et internationaux :**

Un moyen efficace pour motiver les jeunes, mais aussi les travailleurs sociaux consiste à établir

un lien entre le travail sur place et la rencontre internationale. Les participants de Clichy-sous-Bois et Neukölln avaient déjà pris part à des activités de danse, rap ou graph et pouvaient par conséquent réutiliser leurs connaissances dans un contexte international. Le fait que la rencontre soit basée sur un projet concret (avec à la fin la présentation du travail devant un public) a fait l'unanimité tant parmi les participants que les travailleurs sociaux. Pour conclure — et ce malgré la diversité des situations de départ, les nombreuses divergences entre la culture hip-hop allemande et française, les constructions identitaires différentes de ces jeunes ainsi que les défis financiers et logistiques pour mener à bien ce projet — la rencontre de hip-hop entre Clichy-sous-Bois et Neukölln a très clairement démontré les vertus de ce médium chez un public issu de zones défavorisées en termes d'ouverture d'esprit, de prise de conscience identitaire et de renforcement des compétences.

---

**Elisa Meynier**

permanente pédagogique au Centre Français de Berlin, organisation et accompagnement du programme d'échange de hip-hop.

---

11/ Les conclusions et citations sont issues de mes observations lors de la rencontre ainsi que de discussions avec les participants et les travailleurs sociaux de France et d'Allemagne ; elles servent de support à mon mémoire de master sur ce thème.

12/ Voir [www.tele-tandem.org/doclies/annedussapregards/annedussapregards1.html](http://www.tele-tandem.org/doclies/annedussapregards/annedussapregards1.html) pour se faire une idée des différences entre le système d'enseignement primaire en France et en Allemagne et de comment cela se reflète dans le comportement des enfants. Consulté le 12/11/13

13/ 76% des mineurs de Clichy possèdent au moins un parent d'origine étrangère. A ce sujet : Kepel, Gilles : Banlieue de la République, Institut Montaigne, 2011, p.2 ; [www.banlieue-de-la-republique.fr/sites/default/files/resume\\_integral\\_banlieue\\_republique.pdf](http://www.banlieue-de-la-republique.fr/sites/default/files/resume_integral_banlieue_republique.pdf) Consulté le 12/11/13

14/ Bancel, Nicolas : La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial, Paris, La Découverte « Cahiers libres », 2005, p.322

15/ Dans les familles d'Afrique de l'Ouest, la religion musulmane domine, mais la religion chrétienne est aussi présente.

16/ Cf. Faure und Garcia, 2005

**Lectures complémentaires :**

Afev (2010), Une société fâchée avec sa jeunesse ?

ThéMA, centre associé régional du Céreq pour la région Franche-Comté (octobre 2011) : La mobilité internationale des « jeunes avec moins d'opportunité » : retour d'expérience

# L'échange de théâtre comme outil pédagogique et social

Maxime Boitieux



« Les acteurs, fiers des applaudissements courent sur la scène pour le salut. Je les retrouve en coulisses pour leurs impressions à chaud. `Franchement on est trop contents, super heureux d'avoir vécu cette expérience`, disent-ils. `On était stressés, on est contents que ça soit fini, mais en même temps un peu émus. On a relevé un sacré défi de jouer une pièce de théâtre dans une langue étrangère.` »  
bondyblog.fr, Joanna Yakin, avril 2011.

## Présentation du projet

Le contexte de l'histoire : deux villes, trois lycées, des élèves, leurs professeurs, des pédagogues de théâtre. Pendant trois ans ont eu lieu un grand nombre de rencontres franco-allemandes de théâtre qui ont permis aux jeunes impliqués d'échanger autour de l'œuvre de Yasmina Reza sur les points communs et différences de leurs quotidiens et réalités. Deux pièces de la dramaturge française ont constitué la base du travail : « Trois versions de la vie » et « Le Dieu du carnage ».

Avant que ce projet de théâtre ne débute sous l'égide de l'OFAJ, des premières rencontres ont eu lieu dès 2007 à l'initiative de Ditmar Staffelt, alors député au Bundestag et membre de l'Académie européenne de Berlin (EAB). Les élèves du Lycée Alfred Nobel et de l'Albrecht-Dürer-Gymnasium s'étaient alors rencontrés à Aix-la-Chapelle. Dans la ville de Charlemagne, aussi appelé « Père de l'Europe », les élèves avaient élaboré avec le soutien de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et du Deutsches Historisches Museum une exposition sur le thème de l'immigration et de l'interculturalité.

## Trois versions de la vie

Avec le lancement du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » en 2010, l'OFAJ a repris la responsabilité de l'échange. Les enseignantes Beate Gössler (Albrecht-Dürer-Gymnasium) et Julia Selge (Lycée Alfred Nobel), se basant sur le succès de leur coopération à Aix-la-

Chapelle, ont commencé à travailler sur un projet de théâtre franco-allemand avec leurs élèves. Les coordinateurs se sont dans le cadre de ce projet de théâtre principalement inspirés de Yasmina Reza. Cette auteure et dramaturge française à succès produit des œuvres qui mettent en scène les défauts de notre société et les tournent en ridicule. Son œuvre était donc destinée à séduire les jeunes de Clichy-sous-Bois et de Neukölln.

Un double défi était pour ces lycéens de jouer la pièce « Trois versions de la vie » dans la langue du pays partenaire mais aussi de réinterpréter cette œuvre. Ceci a nécessité pour les élèves une grande capacité d'adaptation, de créativité et de responsabilité. Yasmina Reza, en tant que marraine du projet théâtral, a été enchantée du concept et l'a exprimé par ces mots :

« Voici des jeunes gens qui ont travaillé toute une année sur un texte difficile, qui se sont passionnés, qui ont osé jouer dans une autre langue et s'exposer dans un autre pays. Voici des jeunes gens qui se sont pliés à une discipline inhabituelle, qui ont oublié leur condition pour s'aventurer ailleurs et autrement. Je leur dis bravo. »

À ces « Trois versions de la vie », les élèves y ont ajouté les histoires de vie de leur quotidien. De trois l'on est passé à « Cinq versions de la vie », pièce enrichie d'une scène de Neukölln et d'une de Clichy-sous-Bois.

Lors des différentes rencontres physiques entre jeunes des deux villes, le temps n'était pas intégralement consacré aux répétitions intenses mais aussi à des moments de visite des villes respectives. La découverte du pays partenaire mais aussi des contextes locaux a constitué un élément très important dans ce projet, mais le théâtre demeure le fil rouge qui a permis la rencontre émotionnelle et une démarche d'apprentissage interculturel particulière. Dans le but de sensibiliser à la langue et à



la culture de l'autre, de nombreux exercices d'animation linguistique ont été intégrés dans le programme. Cette méthode – développée par l'OFAJ – permet de créer une dynamique de groupe « franco-allemande » et de favoriser la communication verbale et non-verbale pendant les échanges. Ces activités d'animation linguistique dédramatisent la communication, permettent aux jeunes de surmonter facilement les barrières face à la langue du partenaire. C'est dans la mise en relation d'aspects divers (jeunes issus de quartiers défavorisés et travail intensif de la langue et du théâtre) que ce projet revêt un caractère original et peut servir de modèle.

C'est lors de la deuxième rencontre, après des jours d'échange, de rédaction, de réflexion, de travail en groupe et de répétitions, qu'a eu lieu la première représentation en septembre 2010 à Clichy-sous-Bois face à un grand public dont des responsables des deux villes, mais surtout en présence de Yasmina Reza. Être en mesure de se présenter sur scène devant l'auteure de la pièce a constitué à la fois un honneur et un moment palpitant. En avril 2011, en parallèle de la deuxième rencontre de professionnels et d'élus, les jeunes ont joué la pièce « Cinq versions de la vie » grâce à l'encadrement pédagogique de l'association « La Ménagerie » à Neukölln. Pour cette représentation, une invitée de marque était également présente : Jeannette Bougrab, alors secrétaire d'État française à la Jeunesse et à la Vie associative. La présence d'un représentant du gouvernement français représentait pour ces jeunes un signe de la qualité et de l'intérêt suscité par leur travail.

#### **Le Dieu du carnage**

Devant l'enthousiasme et la réussite pédagogique de la première partie du projet, l'expérience a été réitérée avec un nouveau groupe d'élèves et une autre œuvre de Yasmina Reza « Le dieu du carnage », profitant ainsi des expériences de la première édition. Le projet s'est vu complété d'une dimension

européenne grâce à l'apport d'un financement Comenius de l'Union européenne pour les échanges scolaires. Comenius a pour objectif de « favoriser le développement personnel et les compétences, notamment linguistiques, tout en développant les notions de citoyenneté européenne et de multiculturalisme », ce qui correspondait exactement aux souhaits des coordinateurs du projet.

À travers les thèmes de l'exclusion et de la violence juvénile exprimés par Yasmina Reza dans « Le Dieu du carnage », les élèves étaient appelés à réfléchir aux réalités de leur propre quotidien et à en discuter ensemble. En ont résulté des débats sur des valeurs universelles telles que la

#### **Participants**

2 projets d'échange avec plus de 50 participants issus de 3 écoles.

#### **Accompagnement pédagogique**

Accompagnement pédagogique sous la forme d'animations linguistiques, d'une pédagogie du théâtre, et d'un entraînement interculturel, le tout assuré par des professionnels de la communication.

#### **En réseau**

Une collaboration entre associations, écoles et institutions publiques ; avec le soutien financier de l'Union européenne.

#### **Un projet durable**

De nouvelles représentations de la pièce de théâtre ont eu lieu lors d'échanges de professionnels et le projet a été repris par d'autres programmes de coopération.



tolérance envers des individus d'autres origines, religions et envers d'autres conceptions de la vie. Grâce à l'expérience du théâtre, les élèves n'ont pas seulement renforcé leur confiance en eux, mais ont également acquis d'importantes capacités rhétoriques primordiales pour leur avenir. Il y a seulement quatre personnages dans cette pièce, les 40 élèves participant ont alors été répartis en trois groupes : la régie, la vidéo et le jeu. Les élèves du groupe vidéo ont tourné un court-métrage à Neukölln et à Clichy-sous-Bois qui a été inséré sous forme de séquences multimédia dans la pièce.

Selon les dires des élèves, le travail en groupe et les expériences interculturelles ont suscité beaucoup d'impressions et d'émotions nouvelles,

qu'ils ont eu l'occasion de relater dans un journal de bord. Cet aspect a contribué à la cohésion de groupe et permis de communiquer sur les sentiments communs et individuels de chacun. Dans un autre registre, il était primordial pour les responsables du projet que la pièce soit présentée devant un public le plus large possible, afin que le potentiel des jeunes concernés soit reconnu et que représentants politiques et professionnels soient intéressés par d'autres projets de ce type. Un autre aspect non négligeable était la mise en relation des différentes dimensions du projet pilote : les locaux du Campus-Rütli de Neukölln ont par exemple été utilisés pour les répétitions, ce qui a donné par la suite envie à des élèves et enseignants du Campus-Rütli de participer à un autre échange avec des jeunes français dans



le cadre du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » (voir l'article « Le vent tourne — Une passerelle innovante entre école et industrie »). De précieuses synergies ont pu ainsi se mettre en place.

#### **Les participants**

Les acteurs centraux de ce projet sont bien évidemment les élèves. Ces derniers étaient environ 40 pour la première comme pour la seconde pièce, assez bien répartis entre Français et Allemands et âgés de 15 à 18 ans. Les examens pour *l'Abitur* et les autres obligations scolaires ont donné lieu à quelques complications d'emploi du temps, mais les élèves se sont pleinement engagés.

Derrière ces jeunes se trouvaient des accompagnants pédagogiques qui ont fait preuve d'un engagement particulier (Julia Selge et Ingrid Streble pour le Lycée de Clichy-sous-Bois, Beate Gössler et Claudia Rapp pour celui de Neukölln), et ont su en parallèle de leurs obligations scolaires quotidiennes gérer les défis de ce projet complexe et les différents obstacles des deux systèmes scolaires très différents.

Le cadre pédagogique était donné par les professeurs (appréhender les textes en amont) mais à celui-ci s'est ajouté un cadre artistique : rendre la langue vivante et la voir comme un objet de communication et d'expression. Un des objectifs du projet était également de développer les capacités artistiques de chacun. Sans vouloir



faire des élèves des comédiens professionnels, l'intérêt était de donner l'envie et les outils pour monter sur scène et d'exprimer par la langue et le corps des émotions. C'est à l'association berlinoise La Ménagerie qu'est revenue à partir de 2011 la direction pédagogique de ce projet. Marjorie Nadal, directrice pédagogique de la Ménagerie, apportait son expertise du théâtre et de la pédagogie franco-allemande et décrit ainsi cette expérience : « Le théâtre permet de faire ressentir par le corps ce que l'on ne peut dire avec les mots ».

Avec l'aide des enseignantes ainsi que des associations Clever e.V. et Le pied et l'oreille, les textes et la mise en scène artistique ont été retravaillés tout au long de l'échange, même en dehors des phases de rencontres physiques. Grâce à l'utilisation des réseaux sociaux par les élèves, la communication sur l'évolution du projet était continue et contribue aujourd'hui encore à la pérennité de l'échange.

#### **Objectifs atteints et enseignements de ce projet**

Le travail sur un projet commun avec deux groupes de jeunes venant d'Allemagne et de France est une source d'apprentissage considérable. La participation à un tel projet accroît la responsabilisation, il motive les jeunes – dans ce

cas précis, des jeunes avec moins d'opportunités – et leur permet d'échanger sur des notions universelles comme le respect et la tolérance. Une pièce de théâtre comme noyau d'un projet binational favorise l'apprentissage d'une langue et de nouvelles compétences. La création originale d'éléments centraux de la production artistique par les élèves (comme l'adaptation d'une scène ou la fabrication d'un court-métrage) exige des capacités de rhétorique, de lecture, d'analyse et d'interprétation qui sont des compétences indispensables pour les futurs choix professionnels de ces jeunes.

Le travail en groupe mononational et binational est un excellent moyen de se découvrir soi-même ainsi que les autres. L'approche théâtrale permet d'aborder certaines questions de manière plus approfondie et de laisser ressortir des émotions. L'art en général et le théâtre en particulier permettent aux jeunes de découvrir de nouvelles formes d'expression et de participer de manière personnelle à un projet de groupe.

En raison des caractères et besoins divers de chacun, des conflits sont à prévoir, mais peuvent être résolus précisément par des méthodes interactives et pédagogiques propres au théâtre. Un autre but des pédagogues était d'insérer les

**En bas à gauche :** les animations linguistiques ont fait partie intégrante du programme des rencontres.

**En bas à droite :** première à Clichy-sous-Bois.





**En haut à gauche :** les pièces de théâtre ont été agrémentées de scènes et vidéos originales réalisées par les jeunes.

**En haut à droite :** des professeurs de théâtre encadraient la rencontre.

élèves dans la prise de responsabilités : certains étaient en charge de la régie, d'autres de la lumière et du son.

Pour une réalisation réussie (y compris un impact médiatique à travers les représentations publiques), il est nécessaire d'élaborer une relation de confiance permanente entre pédagogues et élèves. Cela ne peut avoir lieu que grâce à l'ancrage institutionnel du projet dans les écoles, pour cela, des ressources financières et personnelles en conséquences sont indispensables.

Cette démarche modèle montre par ses multiples résultats et enseignements la nécessité de nouvelles coopérations entre écoles et partenaires extrascolaires. La propension des écoles impliquées (Alfred Nobel, Albrecht Dürer, Albert Schweitzer et Campus Rütli), des enseignants et des élèves, à offrir leur temps et leurs espaces pour les répétitions et les représentations, de même que l'engagement et la flexibilité des organisations partenaires (imss, Clever, La Ménagerie) à réagir aux besoins des participants, constituent la base du succès du projet.

Lors des évaluations et bilans, les jeunes ont tous mis en avant le fait que les expériences dans le pays partenaire et les discussions informelles lors des échanges avec l'autre groupe constituent des

souvenirs très précieux pour eux, car ils n'auraient sinon peu ou pas eu la possibilité de connaître d'autres réalités. Pour des jeunes issus de quartiers ou de villes défavorisés comme Clichy-sous-Bois ou Neukölln, des méthodes et formats d'échanges particuliers ont une grande signification et les résultats concrets des projets montrent à quel point les expériences de mobilité internationale sont importantes pour des jeunes avec moins d'opportunités.

---

#### **Maxime Boitieux**

volontaire à l'OFAJ dans le cadre du volontariat franco-allemand (2013-2014)





## Interview

### Ilham-Sara Houmam

Ilham-Sara Houmam a obtenu son *Abitur* en 2013 au Albrecht-Dürer-Gymnasium de Neukölln. A l'occasion de l'échange, elle participe à la pièce « Le Dieu du carnage 2012 ».

**Tu avais déjà passé du temps en France avant le projet et tu as de la famille à Paris. Mais en quoi cet échange a différé de tes précédentes visites ?**

Quand je suis dans ma famille, on reste dans la famille seulement. On visite les beaux quartiers de la ville, mais on ne fait pas connaissance avec la population. Avec la famille je n'ai jamais visité les banlieues, et ce n'est pas quelque chose que l'on ferait. Jusqu'à présent, ça ne m'intéressait pas vraiment. J'avais, par les médias, des préjugés envers les banlieues. Clichy-sous-Bois apparaît comme très dangereux, mais j'ai perçu les choses différemment. Pour autant, je ne veux pas minimiser la situation. Les élèves français nous ont dit comment nous comporter : ne pas montrer que nous sommes un groupe étranger par exemple. Quand nous avons été reconnus comme groupe, nous avons été abordés de manière moins sympathique.

**L'échange n'était pas un voyage scolaire typique. Est-ce que le théâtre est un bon moyen pour l'apprentissage des langues et pour découvrir le pays voisin ?**

Faire du théâtre, c'est parfait, on vit le moment ! Surtout quand les Allemands et les Français doivent jouer une scène ensemble, qu'on doit s'aider les uns les autres, pour la prononciation ou les mots techniques difficiles par exemple. On n'a pas juste travaillé, mais on a aussi beaucoup ri, surtout quand on se trompait. C'était un bon moyen de faire connaissance avec les autres gens. En fait ce sont les professeurs qui étaient ... les moins drôles !

**Quel rôle avais-tu dans le projet ?**

Nous nous sommes proposées avec une amie comme assistantes à la mise en scène. Je me suis vraiment investie à fond parce que j'ai adoré ça. Toute la coopération a en général beaucoup mieux fonctionné que ce que je pensais. Et quand certains avaient des problèmes, je m'en suis aussi mêlée pour que chacun ait le droit de donner son avis. Mais en fait on n'a pas eu de gros problèmes.

Je trouve que dans un projet comme celui-ci, les élèves devraient avoir plus d'espace de manœuvre et de liberté, non seulement dans la conception, mais pour la pièce de théâtre en elle-même.

**Qu'est-ce qui a été différent de ce à quoi tu t'attendais ?**

Je n'aurais jamais pensé qu'on s'entendrait si bien les uns les autres malgré les langues différentes. C'était tellement bien d'ailleurs qu'on a passé plusieurs soirées ensemble, et c'était magnifique. Depuis la fin du projet, je suis retournée à Paris et j'ai rencontré quelques élèves français. Un de ces jours on aimerait bien se voir à Berlin. Sinon, via Facebook, on est toujours en contact. L'échange a aussi influencé mon avenir : à partir de cette année, je commence des études de français et de géographie pour devenir prof !

Les participants s'approprient le projet au travers de la mise en scène.



# Interview

## Ingrid Streble

Enseignante au Lycée Alfred Nobel  
de Clichy-sous-Bois



### **Il ne s'agissait pas seulement d'un échange linguistique mais aussi d'un échange autour du théâtre. Quelle différence cela fait-il pour les enseignants ?**

Il me semble que ce qui différencie fondamentalement la nature de notre échange avec la formule la plus courante dans ce domaine repose sur la mise en commun du travail des deux parties française et allemande autour d'un projet bien concret. Avec les deux représentations de la pièce de théâtre « Le Dieu du carnage » de Yasmina Reza, d'abord à Clichy-sous-Bois puis à Berlin, les élèves avaient un objectif très clair devant eux, pour le succès duquel ils se sont tous mobilisés et ont tous assumé une responsabilité collective. Ainsi, les jeunes ont eu non seulement la possibilité de s'entraider, mais également d'apprendre les uns des autres. Ce fut une motivation particulière dans l'appréhension de la langue partenaire qu'ils ont réussi qu'au bout du compte à incarner, à faire vivre sur scène. D'autre part, la pièce de Yasmina Reza fut pour eux très attrayante, dans la mesure où elle traite de différentes formes de violence dans la vie quotidienne et, partant, utilise le vocabulaire de tous les jours dans le registre dramaturgique. Cela leur a même inspiré deux scènes qu'ils ont rédigées de leur propre cru dans la langue du pays partenaire. Ensuite, ces deux scènes ont non seulement été jouées dans les rues de leur propre ville, mais également filmées et intégrées par projection vidéo au sein de la pièce. En tant que professeur de langue, le point clé pour moi se trouve dans le processus productif et créatif d'apprentissage d'une langue, que ce soit pendant les répétitions, devant la caméra ou sur scène, pour un résultat commun palpable, tangible, que nos élèves peuvent apprécier rétrospectivement, et dont ils peuvent être fiers.

### **Selon vous, qu'apporte la participation des intervenants extérieurs aux élèves ?**

Les professeurs d'art dramatique et les metteurs en scène apportent leurs compétences et expériences spécifiques qu'ils transmettent aux élèves. La mise en situation d'apprentissage d'une langue étrangère au travers du jeu théâtral permet d'aller bien

au-delà des possibilités qu'offre un cours de langue conventionnel. On peut donc parler d'une approche plus complète. Au cours du cursus scolaire, les langues vivantes sont souvent abordées de manière purement intellectuelle, tandis que l'approche est ici enrichie par le jeu corporel sur scène, ce qui lui confère une toute nouvelle dimension. Les élèves se découvrent de nouvelles facettes, parviennent à se surprendre eux-mêmes et à renforcer leur personnalité.

### **Les élèves français appréhendent-ils le théâtre différemment de leurs camarades allemands ? En tant qu'Allemande enseignant en France depuis longtemps, vous connaissez le rapport différent que les élèves entretiennent face à la participation orale.**

Le cliché selon lequel l'enseignement en France confine davantage au cours magistral quand, au contraire, les élèves en Allemagne sont vivement incités à intervenir oralement dans les cours, correspond il est vrai à la réalité, en tout cas jusqu'à un certain point. Toutefois, je ne pense pas que cette différence soit marquée au point d'exercer une influence décisive sur le jeu théâtral des élèves. Le théâtre offre précisément un tout autre cadre que les élèves français s'approprient aussi bien et rapidement. Dans notre projet, il me semble que les différences se sont plutôt fait sentir dans les méthodes mises en œuvre par les professeurs d'art dramatique. Mais on ne peut ici certainement pas parler de différences spécifiques aux deux pays.

### **Ce projet d'échange théâtral a-t-il eu une influence sur la vie quotidienne et scolaire des élèves ?**

Évidemment, ce type d'influence est difficilement mesurable et dépend également de la situation de départ de chaque élève. Globalement, je crois que le projet a apporté aux élèves de Clichy-sous-Bois une meilleure structuration d'eux-mêmes et une plus grande motivation dans leur quotidien au lycée, dans la mesure où il leur a permis d'élargir leurs horizons.



# « Le vent tourne » – Une passerelle innovante entre école et industrie

Boris Bocheinski

**A gauche :** les technologies innovantes comme l'énergie éolienne suscitent l'enthousiasme des participants.

**A droite :** peu s'étaient déjà imaginé un métier où l'hélico serait leur outil de travail quotidien.



Savoir descendre d'un hélicoptère en rappel, ça n'est pas quelque chose d'indispensable pour vivre en société, mais cela peut être une perspective professionnelle ! C'est pour cela que 21 élèves de Neukölln et de Clichy-sous-Bois et quatre enseignants se sont rencontrés en novembre 2012 à Bremerhaven, grand port de la ville de Brême situé au bord de la mer du Nord, et capitale allemande de l'industrie éolienne *offshore*. L'échange intitulé « Le vent tourne » complète ainsi le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » par un volet consacré à l'orientation professionnelle, à l'éducation environnementale, et combiné à la promotion des langues et de la mobilité.

## Besoins et objectifs du projet

L'expérience du projet pilote a montré que ce ne sont pas seulement des problèmes structurels ou sociaux tels que le chômage, la criminalité, la drogue, le manque d'infrastructures, etc. qui handicapent les gens dans leur émancipation. Alors que beaucoup de jeunes semblent se considérer condamnés à devenir des bénéficiaires de « *Hartz IV* » – l'allocation sociale minimale versées aux personnes sans emploi en Allemagne – ce projet a œuvré contre la résignation individuelle et la désespérance et a débouché sur des perspectives inhabituelles très encourageantes dans le domaine des technologies du futur et de la protection de l'environnement.

L'un des objectifs du projet a été d'obtenir un aperçu des possibilités d'emplois et de formation dans le secteur de l'énergie éolienne *offshore*, un domaine d'activité qui a suscité la curiosité de tous les participants.

Il existe un vrai manque de main d'œuvre qualifiée dans ce domaine, et ce depuis longtemps. Rien qu'en Allemagne, ce sont 33 000 postes qui vont être créés à l'horizon de 2021 (10 questions et réponses sur l'énergie éolienne *offshore*, Edition 2012). La transition énergétique voulue par le Gouvernement Fédéral demande de tels aménagements qu'il va y avoir un besoin élevé en pro-

fessionnels aux qualifications très diverses. La situation est similaire en France où l'essor des parcs éoliens en est encore à la phase des appels d'offres même si on ne dispose d'aucun chiffre précis dans ce domaine.

L'énergie éolienne *offshore* est l'une des variantes les plus récentes des énergies renouvelables et le secteur se trouve actuellement dans la première phase des processus de recrutement et de formation. Le problème est qu'il n'existe souvent « dans l'industrie de l'énergie éolienne *offshore* encore aucun cursus de formation spécialisée ». Cela provoque ainsi un « grand besoin en personnel et en main d'œuvre ayant suivi les cursus les plus divers et disposant de compétences très variées ». (Plateforme des emplois du futur pour l'énergie éolienne *offshore*, p.24, étude commandée par la Fondation pour l'énergie éolienne *offshore* et le Ministère de l'Économie, des Transports et de l'Innovation, 2013). C'est cet aspect qui peut être intéressant pour de jeunes Français ou Allemands qui rencontrent des barrières face à des formations plus classiques. Ce thème peut être en outre relié à des objectifs tels que « motiver à la mobilité » ou « rendre le rapport à l'Europe plus concret ». C'est précisément pour des jeunes qui quittent rarement leur quartier ou leur ville que cette rencontre concrète avec des entreprises et des industries constitue une précieuse expérience. La promotion des langues et des compétences interculturelles, couplée avec des mesures pratiques, sont essentielles à la qualification du public visé afin qu'il puisse organiser avec succès son avenir professionnel, surtout si cela veut dire exploiter des intérêts et des ressources personnelles déjà existants pour le lancement de carrières professionnelles.

## Accompagnement pédagogique et linguistique de l'échange

Pour lier l'orientation professionnelle au sein d'une branche très dynamique avec des objectifs pédagogiques et un apprentissage linguistique, il est



nécessaire d'avoir une équipe adaptée. En plus de l'organisateur du projet, des enseignants berlinois de français et d'enseignement professionnel, des enseignants clicheois de mathématiques et d'électrotechnique, l'équipe pédagogique a été complétée par une animatrice linguistique spécialisée et une stagiaire bilingue.

Grâce à l'accompagnement linguistique, des aspects techniques et des expériences propres au monde professionnel ont pu être abordés intensivement et en comparaison entre les deux pays lors des sessions de bilan des visites chaque soir. Français et Allemands étaient mélangés dans les chambres pendant l'ensemble de la rencontre, une démarche volontaire de la part de l'équipe organisatrice qui a été très bien accueillie et qui a contribué, en plus des animations linguistiques, à créer rapidement une cohésion et une dynamique de

groupe. Les animations linguistiques quotidiennes étaient adaptées aux thèmes du projet, en particulier aux domaines des énergies renouvelables et de la protection de l'environnement. En plus de ces mesures, une équipe de « collecteurs de mots » franco-allemands était désignée chaque jour et devait rechercher et documenter le vocabulaire important du jour. Les résultats et les mots du jour étaient ensuite discutés le soir lors des sessions de bilan.

Des visites adaptées aux thèmes du projet, comme par exemple la visite de la *Klimahaus* (Maison du climat) à Bremerhaven ont permis d'aller plus loin dans la sensibilisation des participants à la protection de l'environnement, puisque ils ont pu entre autres calculer leur propre bilan carbone. Les élèves ont donc commencé à questionner leurs habitudes de consommateurs et à se demander

#### **Participants :**

Depuis le début du projet-pilote plus de 45 élèves et leurs enseignants se sont retrouvés pour deux rencontres à Bremerhaven

#### **Une grande variété d'acteurs :**

Porteurs de projets – écoles – industriels – administration – association - *Land* de Berlin

#### **Thèmes :**

Orientation professionnelle de jeunes issus de milieux défavorisés – apprentissage linguistique avec vocabulaire technique et échange interculturel – expérience de la mobilité en lien avec l'éducation – cadre global autour de l'éducation à l'environnement et de l'histoire de l'immigration

#### **Citations – Qu'est-ce que cela nous a apporté ?**

« Aujourd'hui c'était le jour le plus excitant de ma vie : j'ai été pour la première fois dans une éolienne! »

« J'ai appris plein de choses sur les éoliennes. Ce qui m'a plu aussi, c'est qu'on s'est bien entendu avec les Français. »

« J'ai trouvé intéressant le fait qu'une éolienne puisse fournir de l'énergie à autant de foyers, et aussi toutes les informations de fond, par exemple qu'une lame de rotor est aussi grosse qu'un avion. »

« J'ai pu me faire des potes malgré la barrière de la langue. »

« J'étais content de parler avec d'autres personnes que mes amis. »

« J'ai découvert qu'en Allemagne l'écologie était très importante. »



comment une vie plus respectueuse de l'environnement serait possible. Le thème des migrations, qui revenait sans cesse dans les discussions, a également constitué un point important dans la conception du programme. Au travers de la documentation sur l'histoire des émigrés allemands, la visite à la *Deutsches Auswandererhaus* (Maison Allemande de l'émigration) a apporté un changement de perspective pour ces jeunes eux-mêmes souvent issus de l'immigration.

#### Deux exemples issus de la semaine de projets

Les partenaires de projet sélectionnés ont enrichi les rencontres grâce à des présentations concrètes et des informations pratiques au sujet de professions très diverses. Quels que soient les intérêts ou formations des participants, ils ont tous pu y trouver leur compte.

Les élèves qui au début de l'échange ne s'imaginaient pas forcément opter pour une formation technique ou manuelle ont pu aussi avoir un aperçu des grandes possibilités professionnelles de ce secteur dans le domaine commercial, des ressources humaines ou dans la recherche.

On peut citer comme exemple de partenaire l'entreprise Areva Wind GmbH, active en France comme en Allemagne dans le domaine énergétique. Les employés d'Areva ont pu témoigner face aux jeunes des compétences nécessaires dans cette branche, de leurs expériences en tant que formateurs au sein de l'entreprise ainsi que d'exemples concrets de la coopération franco-allemande dans un grand groupe.

La visite des lieux de travaux chez Areva Wind a permis d'observer de près la production d'énergie en haute mer. Les halles de montage dans lesquelles les générateurs sont assemblés dans les éoliennes et testés ont fait forte impression auprès des élèves de Clichy-sous-Bois et de Neukölln. Le groupe a été particulièrement intéressé par les discussions avec les apprentis dans différents secteurs. Pouvoir parler d'égal à égal avec d'autres jeunes a diminué leur réserve face à cette industrie

high-tech pesant des millions d'euros et a rendu la perspective d'un avenir professionnel dans cette branche plus envisageable.

Le service, la maintenance et le sauvetage en hélicoptère au départ du premier parc éolien *offshore* d'Allemagne font partie des missions d'HTM – Helicopter Travel Munich GmbH – une autre entreprise partenaire du projet « Le vent tourne » basée à Emden (Basse-Saxe, nord-ouest de l'Allemagne). Les jeunes ont découvert le monde professionnel des hélicoptères et ont notamment été surpris de voir qu'une reconversion est possible dans ce domaine, après une formation au sein de l'armée comme pilote ou technicien par exemple. Ces informations ont été utiles et motivantes pour les élèves, qui n'ont pas toujours des voies de formation déjà claires et toutes tracées.

#### Résultats concrets

Ce format de projet, inédit aussi bien auprès du groupe allemand que français, a eu beaucoup de succès. La réaction à la thématique et aux visites des entreprises a été particulièrement positive chez les élèves de la section professionnelle du Lycée Alfred Nobel qui avaient déjà de l'expérience par leur formation technique et pouvaient donc poser des questions très concrètes lors des visites. Ces derniers auraient souhaité avoir plus de temps pour observer toutes les étapes de production et pour pouvoir expérimenter eux-mêmes, mais même les participants qui n'avaient pas pour projet de s'engager dans une voie technique ou manuelle ont beaucoup appris durant cette semaine. L'apprentissage linguistique et interculturel, de même que les visites à la Maison du climat ou à la Maison Allemande de l'émigration ont constitué pour beaucoup d'élèves un enrichissement, une inspiration et une motivation pour d'autres projets professionnels. Pour les jeunes venus de France l'échange est d'autant plus sorti de l'ordinaire que ce type de projets leur est moins souvent proposé qu'aux jeunes de Neukölln.

Les partenaires industriels ont aussi trouvé ce projet extrêmement profitable. Ils ont en particulier



loué la curiosité des élèves ainsi que leurs questions pertinentes. Ils ont émis le souhait de pouvoir réaliser des projets similaires avec des jeunes originaires de villes ayant une industrie dans ce secteur, comme Brême ou Bremerhaven. On peut également noter l'importance de la diversité des besoins des différents partenaires lors de la planification de l'échange : pour les écoles, les dates des vacances, les jours fériés et les périodes d'examen – tous différents entre France et Allemagne – sont des facteurs importants dans la réalisation des projets, alors que pour les partenaires industriels, c'est surtout la synchronisation entre communication de l'entreprise et calendrier de production qui joue un rôle central. Les créneaux à disposition pour un échange international et complexe étaient donc très réduits.

#### **Pour la prochaine fois**

Ce projet a encore une fois démontré l'importance d'une sélection ciblée et d'une préparation exhaustive des participants et partenaires. Le groupe de participants ciblé doit être un minimum intéressé par des questions techniques et/ou par la protection de l'environnement. Les écoles doivent de leur côté recueillir et conserver des informations et des témoignages sur des échanges passés afin de pouvoir suffisamment renseigner ou convaincre les parents de soutenir ce projet.

Il est également très bénéfique, deux ou trois mois avant l'échange, de demander aux participants quels sont leurs intérêts, leur envies et leurs at-

tentes, de manière à pouvoir prendre en compte les intérêts divergents et faire découvrir d'autres facettes de ces métiers en plus des aspects techniques, commerciaux et de gestion du personnel. Des réunions d'information et de préparation doivent être tenues deux ou quatre semaines avant les rencontres afin de présenter le cadre particulier de l'échange, sa thématique innovante et les spécificités de ce secteur. Cette préparation était prévue dès le premier échange, mais n'a malheureusement pas été assez prise en compte par les écoles. Les partenaires industriels sont souvent disposés à s'impliquer dans la préparation notamment lors des réunions, dans le cadre notamment d'interventions de spécialistes qui peuvent informer les élèves sur les futures visites et rencontres qu'ils vont effectuer.

A la suite du succès et des échos extrêmement positifs reçus par le premier échange de ce type, le projet doit être consolidé pour y intégrer les intérêts de tous les acteurs et obtenir des résultats durables dans le domaine de l'orientation et du développement professionnel des jeunes.

---

#### **Boris Bocheinski**

membre du conseil d'administration de l'association Clever - Internationale Bildung, journaliste et photographe, initiateur du projet « Le vent tourne »





## Interview

### Rosa Maria Königsberger

Enseignante au Campus Rütli de Neukölln, projet « Le vent tourne »

**Était-ce la première fois que vous participiez à un échange franco-allemand sur l'orientation professionnelle ? Comment s'est déroulée la coopération avec les collègues français ?**

Un tel projet était pour le groupe d'élèves comme pour moi une première. La collaboration avec les collègues français a très bien fonctionné. Organiser un échange franco-allemand sur l'orientation professionnelle me paraissait d'abord sensé car le marché du travail devient international. Quand un tel projet, intéressant pour les élèves comme pour les enseignants, nous parvient déjà conçu et préparé, nous sommes naturellement très heureux et reconnaissants. En effet le temps scolaire est toujours très réduit et tout ce que mes collègues et moi avons à régler en dehors des cours remplit déjà notre cadre professionnel.

**L'énergie éolienne offshore, c'est un thème plutôt exotique. Comment intégrer la thématique dans les cours et le quotidien de l'école ?**

Le thème de l'énergie éolienne est abordé en cours de sciences naturelles. On parle de l'énergie éolienne à la fois pour l'aspect physique et mathématique. La semaine d'échange a donc été pour nous un complément très concret. De plus, c'est en cours intitulé « Économie-Emploi-Technique » et dans le volet « orientation professionnelle » le thème de l'énergie éolienne joue un grand rôle. De cette manière nous nous consacrons aux questions et problèmes de la vie future et professionnelle des élèves. Ils doivent par exemple composer un budget individuel fictif et désigner les charges locales. On parle donc forcément des conséquences des prix de l'énergie et un transfert entre matière scolaire et réalité de la vie plus proche du quotidien des élèves s'opère alors souvent.

**Les participants ont continué à parler de l'échange longtemps après qu'il se soit achevé. Qu'en est-il resté ? Et si c'était à refaire, que changeriez-vous ?**

Comme c'est souvent le cas avec ce genre

d'échanges, certains élèves sont devenus amis les uns avec les autres. L'organisation des chambres était pour beaucoup dans ce rapprochement : deux Allemands et deux Français par chambre ! De notre côté je peux dire que nos élèves se sont donné beaucoup de mal pour apprendre la langue et parler chaque jour français. Et quand ça ne marchait pas, alors tous essayaient aussi en anglais. Les visites des entreprises et des parcs éoliens étaient aussi très impressionnantes. Un des moments forts de l'échange a été la visite d'une plateforme de décollage et d'atterrissage d'hélicoptère offshore, avec démonstrations, manœuvres et discussions avec les pilotes.

Dans l'évaluation de l'échange nous nous sommes rendu compte que la proximité du foyer familial joue un rôle particulièrement important chez nos élèves. Ce qui signifie que la plupart d'entre eux ne peuvent pas s'imaginer choisir une formation dans une entreprise située à plus d'une centaine de kilomètres du domicile familial. Et peu d'élèves étaient malheureusement intéressés par des métiers techniques et manuels dans notre groupe.

Mais bien que le programme ait été très intensif et parfois également très contraignant, personne ne s'est plaint. Les animations linguistiques quotidiennes ont été bien accueillies et les excursions très appréciées (Maison du Climat, hockey sur glace, etc.)

Parfois les visites dans les entreprises étaient un peu trop « techniques » et trop longues. Je pense qu'il faudrait d'ailleurs sur ce point informer au préalable les entreprises et structures du niveau de connaissances des élèves dans les domaines concernés. Nos élèves trouvaient intéressantes les visites menées par les apprentis car ils pouvaient leur poser toutes sortes de questions.

Nous avons eu l'impression que le groupe d'élèves français aurait voulu voir plus de choses de Berlin. Le temps libre ou consacré à des activités personnelles était trop court selon notre groupe, mais les élèves se rattrapaient lors des trajets en bus. J'ai trouvé cette forme d'échange scolaire assez intense mais également très intéressante.

## Interview

### Claudia Ferreira & Faïdati Bacar

Participant du projet « Le vent tourne »



**Vous avez participé au projet « Le vent tourne » en novembre 2012. Quelles ont été vos impressions ?**

**Claudia** - Ça m'a vraiment beaucoup plu, sur le plan de l'accueil des Allemands. C'était des visites très intéressantes même si elles n'avaient pas de rapport avec ce que l'on voulait faire plus tard. On ne veut pas tous travailler dans le secteur des énergies renouvelables. C'était intéressant sur le plan de l'industrie.

**Faïdati** - Les éoliennes, ça m'a toujours intéressée. Et j'ai pu voir qu'il y avait plein de possibilités de travailler ailleurs qu'en France. Que l'Allemagne était ouverte aux étrangers, on va dire. On a pu avoir des amitiés allemandes qui durent toujours maintenant. L'Allemagne, c'est une autre culture. On a remarqué la manière des Allemands à toujours être perfectionnistes.

**Claudia** - On a aussi remarqué qu'il y avait beaucoup de similitudes entre nous.

**Quel genre de similitudes ?**

**Faïdati** - Dans les attitudes. Malgré nos deux langues différentes, il y avait des ressemblances entre nous. Sur notre façon de se comporter, de penser.

**Claudia** - On avait les mêmes goûts alors que l'on habite dans deux pays différents. Le même humour aussi. On a pu partager plein de choses. Ce sont de très bons souvenirs.

**Est-ce que vous avez abordé le sujet de l'immigration entre vous ? Avez-vous parlé des différences entre la France et l'Allemagne ?**

**Faïdati** - On a pu constater qu'il y avait beaucoup d'étrangers à Neukölln. Plein de turcs, d'asiatiques, enfin de différents pays. Il n'y a pas que des « Allemands de souche ».

**Claudia** - Mais en réalité, nous n'avons pas trop évoqué le sujet. Nous nous sommes intéressés aux énergies renouvelables. Comme le projet n'était pas essentiellement à Berlin [mais à Bremerhaven], nous n'avons pas eu le temps de vraiment voir la situation de l'immigration dans la ville.

**Avez-vous un moment fort dont vous vous souviendrez encore ?**

**Faïdati** - Ah oui ! Le départ. Quand on est venu en Allemagne, on a cru qu'on allait juste visiter une ville et c'est tout. Mais on s'est rendu compte que l'on a créé des liens. Et en fait on a pleuré. Nous Français et eux Allemands avons pleuré ensemble.

**Claudia** - Au début, on a cru en arrivant en Allemagne qu'on était un peu rejetés, un peu mis à l'écart. Mais au fur et à mesure, nous avons créé des amitiés très fortes.



# État et Nation, intégration et égalité des chances

Mechthild Baumann

**A gauche :** promenade dans Clichy-sous-Bois.

**A droite :** dessin d'enfants à Clichy-sous-Bois.



« Je ne comprends pas pourquoi vous les Allemands vous parlez toujours d'intégration : chez nous tout le monde est 'intégré' puisque nous sommes tous Français. »

« Pourquoi est-ce que toutes les administrations françaises ont une section citoyenneté ? Qu'est-ce qu'on y fait ? »

Lors de l'échange « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » ce type de questions est revenu souvent lors de discussions entre Français et Allemands – que ce soit de la part des professionnels de la jeunesse, des élèves ou des médiatrices de quartier. Mais les incompréhensions ne s'arrêtaient pas là : pourquoi les uns parlent d' « intégration » quand les autres évoquent « l'égalité des chances » ? Pourquoi les Français dont les parents sont arrivés d'Algérie ou du Congo réagissent de manière presque allergique quand on leur demande comment ils se sentent en tant qu'immigrés ? Pourquoi les Allemands doivent toujours réexpliquer que ce n'est pas la Chancelière qui décide de tout en Allemagne, mais qu'au contraire les *Länder*, les communes et les arrondissements ont de très larges prérogatives ? *Et cetera*.

L'article suivant a pour objectif de replacer ces discussions touchant aux conceptions allemande et française de la Nation et de l'État dans un contexte politico-historique plus large, le but étant d'aborder les positions et politiques « de l'Autre » dans une perspective différente et de les confronter aux siennes.

Il existe pour chaque point commun entre la France et l'Allemagne sur les questions de l'intégration et de l'égalité des chances de grosses différences, qui proviennent principalement des origines de l'État et de la Nation ainsi que des droits de la nationalité. Une question se pose : qu'a donc la Nation à voir avec l'immigration ?

## L'État ou la Nation ? Qui précède qui ?

Contrairement à l'œuf et à la poule, l'ordre d'apparition de l'État et de la Nation a eu en France et en Allemagne de larges conséquences. Ce chapitre se base sur les travaux de Rogers Brubaker.

### La France – un État souverain depuis 843

Le Royaume des Francs, ou Royaume Mérovingien, est fondé dès le XIV<sup>e</sup> siècle par Clovis. Il couvre alors des territoires bien plus vastes que la France actuelle. En 843, le Royaume des Francs est divisé entre les fils de Charlemagne lors du partage de Verdun: la Francie Orientale, qui est à l'origine du Saint Empire Romain Germanique (et de la Nation allemande) échoit à Louis le Germanique, la Francie Médiante est attribuée à Lothaire 1<sup>er</sup>, et Charles le Chauve hérite de la Francie Occidentale, la future France.

La France hexagonale d'alors – tout comme aujourd'hui – a de claires frontières géographiques : les Alpes et le Jura dans l'Est et le Sud-est, la mer Méditerranée et les Pyrénées au Sud, l'Atlantique à l'Ouest. Seules les frontières du Nord sont plus diffuses.

Au sein du Royaume des Francs vivent différents peuples aux langues diverses (tels les Bretons, les Gascons ou les Provençaux), dominés par un roi dont le siège se situe depuis le IX<sup>e</sup> siècle à Paris. Ce centralisme est encore dominant aujourd'hui en France, dans la politique comme dans l'administration.

En 1789, le peuple français renverse le roi, sa cour et ainsi l'Ancien Régime et la monarchie. La France devient une République dans laquelle le peuple est souverain. Après presque un siècle de retours fréquents de la monarchie et de régimes de transition, la République s'installe durablement à partir de la fin de la guerre franco-prussienne de 1871.



### **L'Allemagne – Peut-on faire d'une multitude de petits États un grand État ?**

De l'autre côté du Rhin, la situation est différente : on ne peut réellement parler d'État qu'à partir de 1871, soit plus de mille ans après la France ! Ceci a également à voir avec la situation géographique de l'Allemagne. Certes, les anciens territoires allemands avaient comme délimitations naturelles la mer du Nord et la Mer Baltique au Nord, tout comme les Alpes au Sud, cependant les frontières entre territoires entre les deux mers au Nord ainsi qu'à l'Ouest et à l'Est ont été changeantes des siècles durant.

La particularité du Saint Empire Romain de la Nation Germanique, par rapport à son équivalent de l'époque le Royaume des Francs, c'est qu'au lieu d'être un État dirigé par un unique souverain, il est composé d'un grand nombre de principautés et royaumes plus ou moins importants. Le Saint Empire Romain Germanique ne se prévaut d'ailleurs pas, contrairement au Royaume Franc, d'unifier ses territoires avec un unique dirigeant. Les Princes allemands recherchent justement à conserver leur indépendance. Au travers du principe de division qui domine dans les territoires germaniques, les principautés sont souvent partagées lors d'héritages et en deviennent encore plus petites et nombreuses.

Cette forme d'organisation étatique se retrouve encore, exactement comme en France, dans l'Allemagne actuelle. L'Allemagne est devenue à partir de cette particularité un État fédéral, et l'on renomme aujourd'hui souvent les ministres-présidents des *Länder* « Princes des *Länder* » dans les pages des journaux.

Cette *Kleinstaaterei* – mot allemand désignant le morcellement en tout petits États du Saint Empire Romain Germanique – a été en ce qui concerne l'exercice du pouvoir un relatif échec, ce qui explique les initiatives répétées d'unir les royaumes

entre eux. Cette union sous domination prussienne s'achève complètement en 1871 après la guerre franco-prussienne. Lors du traité de paix à Versailles (!) se fonde l'Empire Allemand. Alors qu'en France l'État et la Nation se sont construits à partir d'insurrections ou de révolutions, en Allemagne l'État unifié est le résultat de rapports de force entre les dynasties les plus puissantes. Il n'y a eu jusqu'à aujourd'hui aucune révolution à proprement parler en Allemagne, la seule exception étant la « Révolution pacifique de 1989 », première du genre. Même les grèves générales, « petites sœurs de la Révolution » souvent pratiquées en France, ne font pas partie de la culture politique allemande.

### **La France – un État-Nation politique sur un territoire français**

Bien que la Nation se soit construite dans la France de l'Ancien Régime à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, on date sa naissance à la Révolution de 1789. « Qu'est-ce que la Nation ? » demande l'Abbé Sieyès, l'un des plus grands penseurs de la Révolution. Selon lui, la Nation est un « corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par une même législature » (Sieyès 1987 : 124). Cela veut dire que la Nation doit devenir le souverain. C'est ainsi que les Français ont clairement pris le contre-pied de la monarchie comme forme de gouvernement. La souveraineté collective des citoyens s'exprime politiquement par l'État. En d'autres termes, la compréhension française de la Nation est stato-centrée.

Ernest Renan ajoute à l'idée politique de Nation souveraine une composante volontariste et active : « L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours (...) » (Renan 1992 : 55). Il la définit comme un processus démocratique, une volonté. Ainsi, l'appartenance à la Nation française provient d'une manifestation active de la volonté d'en faire partie. Elle est subjective car il appartient aux citoyens de se reconnaître et de s'engager dans la

Nation, d'accepter ses valeurs et ses règles, et de vivre en démocratie.

L'État-Nation se consolide après la révolution, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous Napoléon I<sup>er</sup>. La composante assimilationniste de la compréhension française de la Nation apparaît de plus en plus clairement : tous les Français doivent parler la même langue, et ceci est favorisé par la constitution d'une administration, d'une armée et d'une école républicaines fortes. Avec la proclamation de la III<sup>e</sup> République en 1870, l'État français éduque ses enfants dès le berceau à la démocratie. Une éducation nationale et patriotique est introduite à partir des années 1880 et des lois du ministre de l'instruction publique Jules Ferry, qui rendent l'école gratuite, laïque et obligatoire : le caractère politique de la vision française de la nation se manifeste à tous les niveaux de la société.

## **L'Allemagne – une Nation « romantique »**

Alors que l'État-Nation français se constitue à partir de 1800, aucun État n'est en vue à l'Est du Rhin. Toutefois les « Allemands » aspirent à une Nation allemande. C'est précisément l'occupation napoléonienne jusqu'en 1814 qui impulse une forte volonté de constituer une Nation allemande. L'une des personnalités les plus prégnantes de cette époque est le philosophe Johann Gottlieb Fichte, qui appelle à la création de la Nation dans ses « Discours à la Nation allemande » de 1808.

Alors qu'en France la notion de Nation est après la Révolution fortement politisée, c'est en Allemagne exactement le contraire. La naissance de la Nation allemande se déroule pendant l'ère romantique. L'atmosphère de l'époque est au « *Sturm und Drang* », autrement dit aux « tempêtes et à la passion », qui favorisent l'individualité et la sentimentalité des hommes.

C'est au sein de la bourgeoisie et des milieux étudiants et du fait du manque d'un État uni qui rendrait possible la naissance d'une identité collective que se développe au début du XIX<sup>e</sup> siècle l'aspiration à une Nation commune. La Nation allemande se construit autour de la conscience d'un « *Volkgeist* », ou esprit du peuple. Ce qui lie les membres de la Nation allemande n'est par conséquent pas une volonté politique mais une langue et une culture commune, ainsi que l'appartenance à la même communauté ethnique. Les Allemands sont donc à l'opposé des Français centrés sur la Nation et non pas sur l'État. La vision ethnoculturelle de la Nation allemande existait avant qu'il y ait un État allemand.

Et alors qu'en France la conception de la Nation est subjective, que la volonté d'en faire partie est laissée libre à chacun, la conception allemande est objective. L'origine ethnique ainsi que la langue maternelle est imposée. Cette vision est donc dès le départ restrictive puisqu'elle ne peut concerner qu'un groupe de population clairement défini.

## **Qui en est membre ? De la Nation à la nationalité**

La définition de la Nation détermine qui en fait partie. C'est à partir des conceptions initiales de la Nation que le droit de la nationalité a été codifié dans les deux pays.

### **En France – *jus soli*, le droit du sol**

L'État et la Nation sont uns et indivisibles en France, et il en va de même avec la nationalité et la Nation. Le droit de la nationalité repose selon cette logique sur le *jus soli*, le droit du sol. Selon la conception républicaine et volontariste de la Nation, est Français celui qui est né sur le territoire français et qui se reconnaît dans la Nation française. On retrouve aussi l'acte de volonté dont parlait Renan.

« Cette profession de foi au système politique est transcrite dans la notion de "citoyenneté" » (Riedel 2007 : 10). Autrement que la conception allemande qui ne voit dans cette notion que la nationalité, le système français comprend dans la citoyenneté également la « conscience 'citoyenne' qui recherche le bien commun au-dessus des intérêts personnels ou particuliers. » (Riedel 2007 : 10) C'est pour cette raison que le service « citoyenneté » des mairies françaises ne s'occupe pas seulement des questions de nationalité et papiers d'identité (comme c'est le cas en Allemagne), mais est également responsable de l'organisation des élections.

Le droit du sol (*jus soli*) est encore aujourd'hui très puissant dans le droit français de la nationalité. C'est ainsi que la loi 98-170 du 16 mars 1998 stipule que « tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans » (Legifrance 1998). Ici se reflète la revendication de la communauté de volonté française – celui qui vit en France depuis longtemps et en respecte les lois peut devenir Français.

Selon la notion républicaine et volontariste de la Nation, est ou devient Français toute personne qui se reconnaît et s'engage dans les valeurs de la Nation française. « La vision française s'exprime dans une définition ouverte de la Nation, qui fait automatiquement de la deuxième génération d'immigrés des Français (Brubakers : 22). Ceci reflète la conception assimilationniste de la France, qui est tournée vers l'État » (Brubaker : 38).

### **L'Allemagne – *jus sanguinis*, le droit du sang**

Alors que le droit français de la nationalité s'est développé à partir d'une conception politique et territoriale de la nation, c'est une conception ethnoculturelle qui constitue le droit de la nationalité allemand. Dans cette logique, l'appartenance à la Nation allemande ne provient donc pas d'une volonté. Dans la compréhension ethnique originelle, on naît Allemand, peu importe où. Le *jus sanguinis*, ou droit du sang (notion très offensive



Durant les rencontres, les organisateurs, les élèves et les élus ont pu échanger leurs points de vue.

en Allemand), est la base du droit allemand de la nationalité. Puisqu'il n'existait pas encore d'État allemand, c'était une langue, des traditions et une culture communes qui déterminaient la nationalité allemande. C'est ainsi que Friedrich Meinecke parle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de Nation culturelle (*Kulturnation*).

Le principe d'ethnicité allemande a été très instrumentalisé pendant le Troisième Reich. L'extermination de six millions de Juifs, Sinti, Roms et d'une multitude d'autres victimes a été justifiée par une définition raciste de l'appartenance à la Nation allemande codifiée dans des lois raciales et mise en place dans l'effroi et l'horreur. C'est à cette époque que se fonde l'idée d'« Allemands de souche », qui définirait les populations vivant hors du Reich et sans nationalité allemande, mais qui seraient ethniquement des Allemands. On reparle du principe d'ethnicité en 1990, lorsqu'à la suite de la chute de l'URSS, un grand nombre d'« Allemands ethniques » originaires d'Union Soviétique obtiennent le droit de s'installer en Allemagne. Ce sont principalement des Allemands restés après 1945 dans les anciens territoires du Reich. La plupart de ces « *Aussiedler* » et « *Spätaussiedler* », ces rapatriés (ceux qui sont arrivés après 1992 sont appelés rapatriés tardifs), ont peu de relation avec l'Allemagne puisqu'ils sont nés et ont grandi en URSS. Mais, selon le droit allemand, ils sont de nationalité allemande et peuvent donc immigrer vers la République Fédérale.

Le droit allemand de la nationalité – auparavant très influencé par le jus sanguinis – est réformé en 2000 et contient désormais de nombreux éléments

du droit du sol. C'est ainsi que selon le paragraphe 4 de la loi sur la nationalité (§4 StAG) « un enfant né de parents étrangers obtient la nationalité allemande (du fait de sa naissance sur territoire allemand), si l'un des parents :

1. a légalement sa résidence habituelle en Allemagne depuis huit ans et
2. est en possession d'une carte de séjour non limitée ou est ressortissant communautaire, ou d'Islande, du Liechtenstein, de Norvège ou de Suisse (vaut pour les membres de sa famille et son conjoint). »

### L'immigration, l'État et la Nation

Qu'ont l'immigration, l'intégration et l'égalité des chances en commun avec l'État et la Nation ? Tout ! La conception de l'État et de la Nation font la politique d'immigration. Les différences entre la France et l'Allemagne dans ce domaine apparaissent dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Les deux pays ont grand besoin de main d'œuvre pendant la révolution industrielle, mais les réactions politiques à cette problématique vont être différentes : « L'Allemagne a préféré une immigration limitée dans le temps, la France favorise une immigration durable selon la devise : Que celui qui veut venir vienne et devienne Français. » (Sassen 2000 : 67). Les fondements de la gestion de l'immigration se reflètent encore aujourd'hui, presque deux cents ans plus tard, dans les politiques des deux pays.

## État et Nation, intégration et égalité des chances

### **La France – une puissance coloniale devenue terre d’immigration**

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle et une bonne partie du XX<sup>e</sup>, la France est « la terre d’immigration la plus importante en Europe. » (Sassen 2000 : 82) Un fort recul des naissances au XIX<sup>e</sup> siècle et les pertes humaines de la Première Guerre mondiale font baisser la population et amènent la France à recruter de la main d’œuvre originaire non seulement de ses colonies mais aussi de Pologne, d’Italie, de Belgique et d’Espagne. Ces travailleurs seront dans leur majorité – selon la conception française de la Nation – naturalisés Français.

Après la Seconde Guerre mondiale et surtout suite à la Guerre d’Algérie (1954-1962) arrivent de nombreux immigrants d’Algérie mais aussi d’Italie, d’Espagne ou du Portugal. Charles de Gaulle, alors président de la République, refuse, au vu de l’expérience nazie, de se prononcer pour un contrôle de l’immigration selon des critères ethniques. L’immigration suit ainsi durant les décennies suivantes un cours incontrôlé, au gré des réseaux sociaux des migrants (Sackmann 2001 : 83). A partir de la crise du pétrole et de la baisse de la pleine croissance de 1974 la France suspend les procédures de recrutement des immigrants. Les non-Français qui immigreront ne le feront désormais plus que dans le cadre du regroupement familial.

### **« L’Allemagne n’est pas une terre d’accueil pour l’immigration »**

On observait déjà sous l’ère prussienne et plus tard pendant l’Empire Allemand une demande en travailleurs immigrés venus d’Europe de l’Est, encore appelés à l’époque « travailleurs itinérants » et servant l’industrie et le secteur agricole (Oltmer 2005). Le besoin en main d’œuvre explose pen-

dant la période d’industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle. Les travailleurs sont enregistrés à leur arrivée et doivent quitter le pays une fois leur contrat achevé. Contrairement à la France, aucune naturalisation n’est prévue.

A la suite de la défaite de la Seconde Guerre mondiale, l’Allemagne reconstruit son économie. Celle-ci reprend très rapidement en République Fédérale grâce à l’aide des États-Unis et l’Allemagne de l’Ouest connaît bientôt le « miracle économique » qui caractérise ce rattrapage éclair. La main d’œuvre vient de nouveau bien vite à manquer. Pour sortir de cette impasse, le gouvernement de l’époque, sous l’égide de Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard, active le programme de *Gastarbeiter* ou « travailleurs invités » et recrute des travailleurs étrangers pour un temps limité. Ceux-ci doivent retourner dans leur pays une fois leur tâche achevée (Butterwege 2005).

Le premier accord de recrutement est signé en 1955 avec l’Italie. S’en suivent des accords avec l’Espagne, la Grèce et la Turquie, et d’autres pays. Cette politique est arrêtée en 1973 avec la première crise pétrolière. Les travailleurs sont sensés être rapatriés dans leurs pays dans les années 1980, mais la plupart reste. L’écrivain suisse Max Frisch écrira à ce sujet : « Nous avions demandé des bras, ce sont des Hommes qui sont venus. » Malgré l’arrêt des recrutements, l’immigration augmente du fait du regroupement familial.

La « politique en matière d’étrangers » – cette appellation désigne clairement que ce groupe d’individus ne fait pas partie de la Nation allemande – se concentre dans les années 1970 sur les incitations au retour. Ce n’est qu’en 1979 que Heinz Kühn, le premier membre d’un gouvernement de la RFA à être chargé des questions relatives aux étrangers,

« Je ne me sens pas Français. J’ai la nationalité française mais je viens du Cambodge. Les Français ont plus d’opportunités en France. » Un élève du Lycée Alfred Nobel devant les participants de l’échange de professionnels.



# État et Nation, intégration et égalité des chances

le *Ausländerbeauftragte*, exige qu'on offre aux « immigrés souhaitant rester la possibilité d'une intégration inconditionnelle et durable » (Kühn 1979). Mais le mantra de la politique conservatrice des années 1980 et 1990 demeure : « L'Allemagne n'est pas une terre d'immigration. »

## La France – Ethnicité et modèle Républicain

C'est en s'appuyant sur une conception politique de la Nation que les gouvernements français ont développé le concept d'intégration dit « d'assimilation individuelle » (Sackmann 2001 : 80). Les différences ethniques ne sont pas prises en compte puisqu'il suffit de s'engager pour ou de se reconnaître en la Nation française et d'être soumis à son droit commun pour en être membre. « La politique d'intégration [est] contre la mise à l'écart » (Sackmann 2001 : 93).

La négation des différences ethniques émane également de la devise d'égalité politique issue de la Révolution française qui sous-entend qu'il n'existe aucune différence politique entre les citoyens. Les discriminations sont sensées disparaître lors de la fusion des immigrés avec le corps de la Nation ; l'appartenance à la Nation doit résorber les différences visibles (Simon 2006).

La réalité est pourtant autre, car l'ethnicité joue un rôle au quotidien. « L'exclusion ne disparaît pas avec l'obtention de la nationalité. » (Simon 2006). A la fin des années 1970, alors que la population immigrée devient de plus en plus visible, se développe un discours qui thématise l'entrée en crise du modèle français : « la fusion des populations, conçues initialement comme exogènes, suite à leur 'intégration' ne s'est pas réalisée » (Simon 2006). « L'expression 'jeunes issus de l'immigration' témoigne de manière maladroite de la transmission d'une histoire qu'on pensait devoir disparaître avec

l'accèsion à la nationalité française et au-delà la 'francisation' » (Simon 2006).

« L'idéologie nationaliste » en France, partant du concept d'assimilation, se sert d'une « représentation de l'Histoire dans laquelle la Nation française a le premier rôle dans le processus global de civilisation. (...) C'est dans cette logique que la perte de la puissance coloniale durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est, encore aujourd'hui, vécue comme une défaite douloureuse pour la Nation » (Riedel 2007 : 18).

C'est en raison des préjugés au sein de la société majoritaire d'origine française que persiste une discrimination des immigrés, en particulier de ceux originaires d'Afrique (Riedel 2007 : 18). Patrick Simon le constate également : « si les 'immigrés' sont désormais partie prenante de la construction d'un 'vivre ensemble', ils sont néanmoins perçus comme des outsiders devant donner des gages pour obtenir une légitimité toujours relative » (Simon 2006).

Ainsi subsiste une contradiction capitale dans l'attitude de la République française vis-à-vis des immigrés : « Le problème fondamental de la stratégie française est qu'elle cherche à traiter des discriminations sans remettre en question l'indifférenciation entre les citoyens (invisibilisation des divisions ethnico-raciales). Cette volonté de confondre l'objectif (l'égalité) avec les moyens (l'uniformité) s'explique par le credo républicain de l'unité (une et indivisible), mais nie l'enjeu antidiscriminatoire du respect de la diversité. » (Simon 2006)

En dépit de l'exigence d'absorption des immigrés par la Nation lors de leur accèsion à la nationalité française, l'inégalité subie d'une génération à l'autre par les immigrés se reproduit (Simon 2006). Cette évolution est décrite par un certain nombre d'intellectuels comme une fracture du modèle républicain. A la suite de cet aveu, une politique contre les discriminations a été mise en place depuis 1988. L'une des mesures phare a été en 2004 la création de la Halde, la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, qui sera placé sept ans plus tard sous la responsabilité du défenseur des droits.

## L'Allemagne – La prise de conscience

Alors que l'Allemagne est dans les faits un pays d'immigration depuis les années 1960, le monde politique et une grande part de la société niaient ce fait, « parce que ce qui n'a pas le droit d'exister, n'existe pas ». Mais les chiffres évoquent une autre réalité : en 1980 déjà plus de 4,5 millions d'étrangers vivaient en Allemagne (BMI 2011).

Une « prise de conscience » a lieu après la réunification allemande à la fin des années 1990. Même les cercles conservateurs commencent à regarder les choses en face. Les travailleurs « invités » des années 1950 et 1960, dont la plupart ont entre temps pris leur retraite, ne vont plus repartir d'Allemagne. Et encore moins leurs enfants et petits enfants.



## État et Nation, intégration et égalité des chances

Cette attente des politiques envers les étrangers devient alors en substance : « S'ils restent, alors qu'ils s'intègrent dans la société allemande. » En l'an 2000 est donc créée la « Commission Indépendante sur l'immigration ». Elle peut être considérée comme la première étape de la politique d'intégration de l'Allemagne. Au travers de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur l'immigration au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la République Fédérale d'Allemagne se déclare officiellement pour la première fois terre d'immigration.

Politique et société s'efforcent depuis d'œuvrer à l'intégration des immigrés et des « Allemands avec un arrière-plan migratoire », qu'on appelle également les Allemands d'origine non-allemande – on retrouve ici le concept ethnoculturel de la Nation. Au moyen de nombreux projets et décrets on s'attelle à faciliter la participation à la vie politique et civile des Allemands issus de l'immigration. Dans le même temps il leur est également demandé des efforts pour leur intégration. C'est ainsi que le slogan de la politique d'intégration incite à « encourager et exiger » (utilisé par exemple dans le cadre du projet de loi Hartz IV réformant le marché du travail en Allemagne).

### Égaux – mais différents

Au début du nouveau millénaire, des événements remettant en question les politiques d'intégration et d'égalité des chances des deux pays ont fait les unes des journaux et également marqué le lancement du projet « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln ». Ces événements ont montré une chose dans les deux pays : les difficultés mises en avant n'ont que superficiellement à voir avec

le fait qu'ils concernent des Français issus de l'immigration et des « Allemands avec un arrière-plan migratoire ». Le vrai problème dans les deux pays réside de nos jours dans les inégalités sociales grandissantes entre couches de la société et qui montrent que même en 2014, tous les Français et tous les Allemands n'ont pas les mêmes chances.

### La France – La révolution de la jeunesse

L'annonce, en juin 2005, du Ministre de l'Intérieur de l'époque et futur Président de la République, Nicolas Sarkozy, de vouloir « nettoyer au Karcher » les banlieues et les débarrasser de la « racaille » montre bien le climat exécrable de l'époque. Le décès de deux adolescents en novembre de la même année à Clichy-sous-Bois par électrocution alors qu'ils se cachaient de la police dans un transformateur électrique (Vidal 2005) entraîne une vague de violence de la part de jeunes gens dans toute la banlieue parisienne (Deutsche Welle 2005). Les protestations et les violences s'étendent bientôt à de nombreuses grandes villes françaises. Mais ce n'est pas une première en France. En 1979, 1981 et 1983 ont déjà eu lieu des troubles provoqués par de jeunes gens (en partie issus de l'immigration) dans plusieurs villes de la banlieue de Lyon. Cette forme de protestation est entre temps devenue une composante principale de l'affrontement entre jeunes marginalisés et l'autorité de l'État. Mais le fait que ces jeunes viennent de familles immigrées ou issues de l'immigration ne joue qu'un rôle partiel dans le déclenchement de ces révoltes. Il n'y a pas que le nombre d'immigrés qui est élevé dans les banlieues françaises, mais aussi le chômage. Entre les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) et d'autres quartiers de banlieue des mêmes villes, les chiffres du chômage sont extrêmement différents : en 2011, 22,7% des habitants des ZUS

Le dialogue avec les jeunes s'est avéré plus efficace que la méthode du Karcher. (Nicolas Sarkozy en juin 2005 voulait « nettoyer au Karcher » les banlieues.)



étaient au chômage, contre 9,4% en moyenne dans le reste de la France (Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles 2012).

L'urbanisation des banlieues souligne également la marginalisation des plus défavorisés. Les banlieues sont marquées par la présence de logements sociaux, souvent construits sous la forme de cités-dortoirs. Heinz Kleger dit de cette urbanisation que c'est une forme « d'exclusion par un chauvinisme du bien-être ». Il précise que « dans ces villes se manifeste le syndrome de l'exclusion qui contrecarre le caractère ouvert des sociétés libérales-démocrates » (Kleger 2005 : XV). La frustration provoquée par le manque d'emplois et de revenus, de même que des discriminations permanentes, s'exprime régulièrement depuis 1979 lors de protestations violentes de jeunes gens contre la police et l'État. Ce sont donc des Français, qui sont *de facto* égaux aux Français « de souche », qui se rebellent contre les représentants du modèle républicain et de l'État. Ils reprochent à « l'État » d'être trop éloigné des problèmes de ses citoyens (Olivier 2006).

À la suite des tumultes des années 1980, le Président de la République de l'époque, François Mitterrand, constate, notamment au travers de son discours de Bron en 1990, l'échec de la politique communale d'intégration. L'intégration devient une affaire d'État. La stratégie française – empêcher les discriminations sans mettre en avant les différences ethniques entre citoyens – mène à la mise en place par le Gouvernement d'une approche territoriale de l'intégration. Mais selon Patrick Simon, « l'approche territoriale fait des 'quartiers' les véritables protagonistes des mécanismes discriminatoires » (Simon 2006).

Cette approche territoriale se retrouve à échelle nationale dans la politique de la Ville : le Gouvernement tente depuis les années 1990 d'améliorer avec l'aide des communes la situation des quartiers défavorisés (Sackmann 2001 : 86). Le but est d'offrir à tous les citoyens français les mêmes opportunités ainsi que « d'éradiquer les ghettos de pauvreté, l'échec scolaire et le chômage sur la base du droit commun ; mais on s'interdit formellement de décrire cette politique comme visant à l'intégration des étrangers », quand bien même « il n'est pas difficile de reconnaître dans les zones concernées, des quartiers marqués par l'immigration » (Sackmann 2001 : 87). Selon Simon (2006) cette politique fait preuve alors d'une certaine hypocrisie : « La politique de la ville n'est pas seulement une diversion commode pour traiter les discriminations ethniques et raciales sans avoir à les nommer, c'est une stratégie qui brouille les pistes et attribue au délit d'adresse un peu trop de responsabilité. » (Simon 2006).

Une autre critique à apporter à cette politique, « c'est qu'elle ne cherche pas à développer la participation des citoyens (...) et que les immigrés ont peu de moyens de se sentir concernés par cette politique » (Sackmann 2001 : 87). Jusqu'en 1981, une personne étrangère ne pouvait pas fonder

d'association en France. C'est François Mitterrand qui changera cette situation, ce qui provoquera un boom de la création d'associations. Mais les immigrés « ne sont toujours pas reconnus comme un groupe d'intérêts » et « la politique de la Ville demeure dans ce sens une mission administrative » (Sackmann 2001 : 87).

Que les associations regroupant des étrangers ou des immigrés et défendant leurs intérêts n'aient pas de forte visibilité et représentation en France vient aussi du fait que les organisations faisant le lien entre société civile et monde politique y jouent un rôle beaucoup moins important que dans l'Allemagne corporatiste. Le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) a été créé en 2003 dans le but de favoriser l'égalité des chances pour les immigrés et Français issus de l'immigration. Deux ans plus tard s'est fondé le Conseil représentatif des associations noires (CRAN), en réaction au CFCM, les immigrés et Français originaires d'Afrique se considérant peu représentés dans les organisations musulmanes. Mais ces organisations doivent faire face à de fréquentes attaques et abus racistes (Riedel 2007 : 23). « Les journalistes débattent depuis sur la question selon laquelle ce mouvement d'associations noires aurait ethnicisé le thème des discriminations et ainsi ouvert la voie du changement du modèle républicain vers le multiculturalisme » (Riedel 2007 : 23).

## **L'Allemagne – La « Nation culturelle » hors-jeu**

L'Allemagne fait face aux mêmes défis de politique d'intégration que la France. Et c'est presque en même temps que l'appel au secours de la Rütli-Schule de Neukölln (Der Spiegel 2006), en 2006, a secoué la République Fédérale. Les professeurs y demandaient la fermeture de leur école car ils ne pouvaient plus faire face à la violence, aux agressions et aux absences répétées des élèves. C'est également de cette urgence qu'est né le projet « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln ». Comme à Clichy-sous-Bois, deux particularités caractérisent l'arrondissement de Neukölln : un nombre important de personnes immigrées et un très haut taux de chômage. En septembre 2013 15,4% des habitants de Neukölln étaient sans emploi, contre 6,6% dans le reste de l'Allemagne (Bundesagentur für Arbeit, septembre 2013). À Clichy-sous-Bois ce chiffre s'élève à 22,3% contre une moyenne nationale de 10,4%.

À cela s'ajoute des inégalités des chances dans le domaine social, révélées par la publication de l'étude PISA de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2001. Le « choc » PISA a montré que la réussite scolaire des élèves allemands (issus ou non de l'immigration) dépendait fortement du niveau d'éducation et de revenus des parents. « L'Allemagne et la Suisse font partie des pays accusant les plus grosses inégalités en matière de compétences de lecture entre jeunes de milieux aisés et défavorisés. (...) Même les États-Unis, pourtant souvent cités en exemple pour leurs grandes disparités sociales dans le domaine de l'accès à l'éducation, présentent des différences entre

# État et Nation, intégration et égalité des chances

performances scolaires significativement moindres – bien que néanmoins considérables » (Max-Planck Institut für Bildungsforschung 2001 : 41).

Les chances d'ascension au sein du système scolaire sont en Allemagne plus faibles que dans n'importe quel autre pays européen.

Et cela se vérifie particulièrement pour les étrangers et les Allemands issus de l'immigration. En raison du besoin de main d'œuvre non-qualifiée en provenance de l'étranger, la plupart des immigrés venus en Allemagne était peu ou pas éduquée, et comme le système éducatif allemand offre aux enfants issus de familles populaires moins de chances de succès que les enfants des classes aisées, le niveau d'éducation des Allemands issus de

l'immigration se retrouve bien inférieur à celui des Allemands « autochtones ».

Depuis cette prise de conscience, les programmes et initiatives visant à l'intégration se basent massivement sur l'éducation des jeunes Allemands issus de l'immigration.

## **La collectivité présuppose une identification**

Les États français et allemand existent toujours, mais leurs conceptions de la Nation ne peuvent demeurer inchangées : elles doivent être adaptées. Dans sa forme initiale, la conception de la Nation – qu'elle soit française, égalitaire et politico-territoriale ou allemande, individualiste et ethnoculturelle, – n'est pas faite pour offrir aux membres de la société moderne les cadres nécessaires à leur

---

## **Bibliographie**

Berliner Senat (2013) : Arbeitsmarktreport für Berlin-Süd (Neukölln), [www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html](http://www.berlin.de/ba-neukoelln/derbezirk/arbeitslose.html) Consulté le 26/08/13

Brubaker, William Rogers (1990) : Citizenship and Nationhood in France and Germany, Columbia University, [www.sscnet.ucla.edu/soc/faculty/brubaker/Publications/Brubaker\\_Dissertation.pdf](http://www.sscnet.ucla.edu/soc/faculty/brubaker/Publications/Brubaker_Dissertation.pdf)

Bundesagentur für Arbeit (2013) : Arbeitslosenquote der Bundesrepublik Deutschland, Juin 2013, [www.statistik.arbeitsagentur.de/Navigation/Statistik/Statistik-nach-Regionen/Politische-Gebietsstruktur-Nav.html](http://www.statistik.arbeitsagentur.de/Navigation/Statistik/Statistik-nach-Regionen/Politische-Gebietsstruktur-Nav.html) Consulté le 26/08/13

Bundesministerium des Innen (2011) : Migration und Integration: Aufenthaltsrecht, Migrations- und Integrationspolitik in Deutschland, BMI, [www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/2011/Migration\\_und\\_Integration.pdf?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/2011/Migration_und_Integration.pdf?__blob=publicationFile) Consulté le 21/08/13

Butterwege, Carolin (2005) : Von der „Gastarbeiter“-Anwerbung zum Zuwanderungsgesetz, Migrationsgeschehen und Zuwanderungspolitik in der Bundesrepublik, Bundeszentrale für Politische Bildung, [www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56377/migrationspolitik-in-der-brd](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56377/migrationspolitik-in-der-brd) Consulté le 21/08/13

Kleger Heinz (2005) : Vorwort, in : D'Amato, Gianni: Vom Ausländer zum Bürger. Der Streit um die politische Integration von Einwanderer in Frankreich, Deutschland und der Schweiz, Lit-Verlag Münster, P. XV-XVI

Deutsche Welle (2005) : Angst und Wut in Clichy-sous-Bois, [www.dw.de/angst-und-wut-in-clichy-sous-bois/a-1770345](http://www.dw.de/angst-und-wut-in-clichy-sous-bois/a-1770345) Consulté le 21/08/13

Französische Botschaft in Deutschland (2009) : Staatsbürgerschaftsrecht: Die französische Staatsangehörigkeit, 17/02/2009, [www.ambafrance-de.org/Staatsburgerschaftsrecht-Die](http://www.ambafrance-de.org/Staatsburgerschaftsrecht-Die) Consulté le 21/08/13

Hobsbawm , Eric J. (1992) : Nationen und Nationalismus. Mythos und Realität seit 1780, Frankfurt

Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques (2013) : Chiffres Clés, Commune de Clichy-sous-Bois (93014), 2013, [www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/esl/comparateur.asp?cod-geo=com-93014](http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/esl/comparateur.asp?cod-geo=com-93014) Consulté le 21/08/13

Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques (2013) : Estimation du taux de chômage au sens du BIT pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, [www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14&-date=20130606](http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14&-date=20130606)

Kühn, Heinz (1979) : Stand und Weiterentwicklung der Integration der ausländischen Arbeitnehmer und ihrer Familien in der Bundesrepublik Deutschland („Kühn-Memorandum“), Bonn 1979, [www.migration-online.de/data/khnmemorandum\\_1.pdf](http://www.migration-online.de/data/khnmemorandum_1.pdf) Consulté le 21/08/13

Legifrance (1998) : LOI no 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité, JORF n°64 du 17 mars 1998 page 3935, NOR: JUSX9700113L, [www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORF-TEXT000000754536&dateTexte=&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORF-TEXT000000754536&dateTexte=&categorieLien=id) Consulté le 21/08/13

Le Monde (2012) : Manuel Valls donnera le chiffre des voitures brûlées la nuit du Nouvel An, 27/12/2012, [www.lemonde.fr/societe/article/2012/12/27/manuel-valls-donnera-le-chiffre-des-voitures-brulees-la-nuit-du-nouvel-an\\_1810919\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/12/27/manuel-valls-donnera-le-chiffre-des-voitures-brulees-la-nuit-du-nouvel-an_1810919_3224.html) Consulté le 21/08/13

épanouissement personnel et à l'identification collective dont ils ont besoin en ces temps de mobilité globale.

Le 14 mars 2006, le Ministre français délégué à la Promotion de l'égalité des chances, Azouz Begag, et la Ministre allemande déléguée aux questions relatives aux migrations, aux réfugiés et à l'intégration, Maria Böhmer, ont lancé une initiative destinée à promouvoir l'égalité des chances et l'intégration en France et en Allemagne. Ce sont des mesures concrètes d'acteurs de terrain qui étaient alors explicitement requises, et le projet pilote de l'OFAJ « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » en a été l'un des exemples centraux. Des projets tels que « Clichy-sous-Bois à la ren-

contre de Neukölln » apportent une précieuse contribution à l'entente interculturelle, à la prise de conscience de l'opinion des défis sociétaux et à la promotion de l'ascension sociale de la jeunesse défavorisée. Mais les décideurs politiques ne doivent pas seulement compter sur des engagements de la part de la société civile mais au contraire offrir les conditions appropriées à l'intégration résultant d'une vision claire en matière de politique sociétale.

---

## Mechthild Baumann

directrice de l'imss, coordination du projet pilote

---

Artelt, Cordula / Baumert, Jürgen / Klieme, Eckhard / Neubrand, Michael / Prenzel, Manfred / Schiefele, Ulrich / Schneider, Wolfgang / Schümer, Gundel / Stanat, Petra / Tillmann, Klaus-Jürgen / Weiß, Manfred (Hrsg.) : PISA 2000, Zusammenfassung zentraler Befunde, Max-Planck Institut für Bildungsforschung, Berlin 2001, [www.mpib-berlin.mpg.de/Pisa/ergebnisse.pdf](http://www.mpib-berlin.mpg.de/Pisa/ergebnisse.pdf) Consulté le 21/08/13

Mitterrand, François (1990) : Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les principes d'action et les moyens à mettre en oeuvre pour améliorer les banlieues les plus défavorisées et lutter contre l'exclusion sociale, Bron le 4 décembre 1990, [www.discours.vie-publique.fr/notices/907025600.html](http://www.discours.vie-publique.fr/notices/907025600.html) Consulté le 26/08/13

Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (2012) : Rapport 2012, [www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-onzus-2012.pdf](http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-onzus-2012.pdf) Consulté le 21/08/13

Olivier, Bertrand (2006) : Trente ans de violences urbaines, Libération, 27/10/2006, [www.liberation.fr/evenement/010164686-trente-ans-de-violences-urbaines](http://www.liberation.fr/evenement/010164686-trente-ans-de-violences-urbaines) Consulté le 21/08/13

Oltmer, Jochen (2005) : Deutsche Migrationsgeschichte seit 1871, Bundeszentrale für Politische Bildung, [www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56355/migration-1871-1950](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56355/migration-1871-1950) Consulté le 21/08/13

Organisation for Economic Co-Operation and Development (2001) : Knowledge and Skills for Life – First results from the OECD Programme for International Student Assessment (PISA) 2000, Paris 2001, [www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/education/knowledge-and-skills-for-life\\_9789264195905-en](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/education/knowledge-and-skills-for-life_9789264195905-en) Consulté le 26/08/13

Renan, Ernest (1992) : Qu'est ce qu'une nation ? Et autres essais politiques. Textes choisis et présentés par Joel Roman, Paris 1992, p.37-56

Riedel, Sabine (2007) : Frankreich als Einwanderungsland. Debatten um Immigration, Integration und nationale Identität, SWP-Studie Nr. 25, Berlin, [www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/24794/ssoar-2007-riedel-frankreich\\_als\\_einwanderungsland.pdf?sequence=1](http://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/24794/ssoar-2007-riedel-frankreich_als_einwanderungsland.pdf?sequence=1) Consulté le 21/08/13

Sackmann, Rosemarie (2001) : Integration von Zuwanderern in Frankreich und in den Niederlanden, DfK 2001/I Im Brennpunkt: Integration und Stadt, p.80-96

Sassen, Saskia (2000) : Migranten, Siedler, Flüchtlinge. Von der Massenauswanderung zur Festung Europa, Frankfurt/Main

Sieyès, Joseph Emmanuel : Politische Schriften 1788-1790 (Bearbeitung Schmitt, Eberhard 1987), München

Simon, Patrick (2006) : Discriminations: les contradictions françaises, Article de la rubrique « La France face à sa jeunesse », Grand Dossiers No 4, [www.scienceshumaines.com/discriminations-les-contradictions-francaises\\_fr\\_14784.html](http://www.scienceshumaines.com/discriminations-les-contradictions-francaises_fr_14784.html) Consulté le 21/08/13

Der Spiegel (2006) : Notruf der Rütli-Schule, 30/03/2006, [www.spiegel.de/schulspiegel/dokumentiert-notruf-der-ruetli-schule-a-408803.html](http://www.spiegel.de/schulspiegel/dokumentiert-notruf-der-ruetli-schule-a-408803.html) Consulté le 21/08/13

Vidal, Dominique (2005) : Révolte des banlieues : Casser l'apartheid à la française, Le Monde Diplomatique, décembre 2005

# Postface

Le projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » devait constituer une coopération multidimensionnelle entre les professionnels, les élus et les jeunes. Les synergies qu'ont générées ces rencontres ont dépassé les attentes des organisateurs :

- les élèves de Neukölln, soutenus financièrement par l'OFAJ, viennent de passer le certificat de langue française DELF (Diplôme d'études en langue française),
- les rencontres de jeunes autour du théâtre ne se limitent plus à Clichy-sous-Bois et Neukölln mais touchent aussi Lyon, Saint-Ouen et Berlin-Wedding,
- de nombreux projets de hip-hop franco-allemands ont été montés à l'aide des liens avec des festivals ou productions vidéo qui leur ont permis de se professionnaliser,
- les centres sociaux Orange bleue et Dhuis de Clichy-sous-Bois, incités par les rencontres avec leurs collègues allemands, sont maintenant accrédités pour le service volontaire européen,
- les *Stadtteilmütter* de Neukölln, motivées par leurs collègues françaises, sont en train de réfléchir à la manière de développer leur offre d'accompagnement concernant les visites chez le médecin ou les relations avec l'administration,
- à ceci s'ajoutent un grand nombre de coopérations et d'effets secondaires positifs au niveau professionnel ou privé !



La question « comment les jeunes avec moins d'opportunités peuvent être impliqués dans des programmes de mobilité internationale ? » a pu trouver des éléments de réponse grâce à ce projet. Une intense préparation, une réelle coopération institutionnelle ainsi que beaucoup de patience et d'empathie de la part de chacun des acteurs font partie des facteurs de succès d'un travail international de jeunesse au sein de territoires défavorisés, et ce d'autant plus lorsque ces territoires sont perçus par l'opinion publique comme des quartiers sensibles.

La diversité qui existe dans ces territoires défavorisés rend le processus d'apprentissage interculturel particulièrement riche. Ainsi,

le potentiel de travail autour du plurilinguisme est loin d'avoir atteint ses limites. L'acquisition de compétences interculturelles et linguistiques est depuis des années une priorité absolue pour l'OFAJ et ses partenaires, car elle représente une porte d'accès à la participation des jeunes et un lien concret sur l'Europe. Enfin, ce type de projet ouvre en parallèle la possibilité, pour les États européens, de recourir au potentiel inépuisable des jeunes (et pas uniquement de Clichy-sous-Bois et de Neukölln).

Merci beaucoup et vielen Dank !



# Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln

En coopération avec un grand nombre de partenaires, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse a initié entre 2010 et 2012 un échange pluridisciplinaire dont l'objectif principal était la promotion de l'intégration et de l'égalité des chances parmi les jeunes des quartiers défavorisés.

Cette revue fait le compte rendu du projet pilote « Clichy-sous-Bois à la rencontre de Neukölln » et replace les résultats obtenus dans un cadre plus large : partant de l'initiative de l'ancien député au Bundestag Ditmar Staffelt, elle rend compte et analyse les différents aspects du projet comme les représentations par des élèves des deux territoires des pièces de la dramaturge Yasmina Reza, la rencontre des médiatrices socioculturelles, le Festival de hip-hop ou encore les échanges de professionnels.



Comment susciter parmi les jeunes avec moins d'opportunités le désir de découvrir une langue étrangère et sa culture ? Comment développer des projets réalisables à échelle internationale et impliquer au mieux les acteurs de terrain ? Quelles leçons tirer de ces projets aux multiples aspects ?

À l'aide d'interviews, d'articles thématiques et scientifiques ou de comptes rendus, le tout agrémenté de nombreuses photos, cette publication montre ce qui unit ou sépare ces deux territoires et offre un aperçu des bonnes pratiques afin d'inspirer de nouvelles initiatives.

ISBN: 978-3-00-048756-9

Version PDF



Un projet réalisé  
en commun par :

OFAJ  
DFJW



Clichy  
Sous-Bois  
LEVIN & SCHMIDT

Clever  
internationale  
Bildung  
e.V.

imss  
Institut für Migrations-  
und Sicherheitsstudien